

ANNEXES

Exposés et présentations

1 Ouverture

- 1.1 Dr. Josef Moser, Président de la Cour des comptes autrichienne, Secrétaire général de l'INTOSAI, Autriche
- 1.2 Sha Zukang, Secrétaire général adjoint, Département des Affaires économiques et sociales, ONU



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Allocution d'ouverture

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

SECRETAIRE GENERAL DE L'INTOSAI

1. Le contrôle externe des finances publiques en mutation

Le contrôle des finances publiques a une longue tradition qui repose sur l'idée fondamentale que partout où des fonds publics sont utilisés – indépendamment du système étatique – les citoyennes et citoyens ressentent le besoin qu'il y ait un contrôle.

L'origine du contrôle des finances publiques est donc fondée sur les citoyennes et citoyens et repose sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics.

Ce contrôle incombe aux parlements au sein des systèmes démocratiques, en l'occurrence à la représentation du peuple. Les parlements n'exercent pas eux-mêmes la fonction de contrôle dans le domaine opérationnel, mais dépendent plutôt de l'activité de contrôle et de conseil des Institutions supérieures de contrôle (ISC) et de leurs rapports. Il en résulte un partenariat naturel entre le parlement en tant que pilier suprême du contrôle et les institutions de contrôle des finances publiques.

Il est donc de notre devoir en tant qu'ISC indépendante dans le domaine exécutif de présenter des faits au public, à la gestion publique et à la politique, de souligner les évolutions et de conseiller le gouvernement afin de neutraliser les développements négatifs. Notre fonction de contrôle assure la transparence et nous soumettons avec nos rapports aux parlements nationaux des informations indépendantes, objectives et fiables afin de demander des comptes au gouvernement et à l'administration. Les ISC appuient de cette façon les parlements nationaux dans l'exécution de leurs tâches.

En même temps, grâce à leur fonction de contrôle, les ISC sont les partenaires et mandataires des citoyennes et citoyens qui assurent que les ressources financières dont le gouvernement dispose soient utilisées de manière économique, efficace, ainsi que légitime et conforme pour le bien de la population.

Les ISC jouent le rôle de pilier au sein de chaque système démocratique, en soulignant l'importance des principes de bonne gestion, de transparence et de reddition de comptes, et en particulier en promouvant le rendement de performance du secteur public.

Mais la gestion de l'administration et les changements y afférents, en particulier les évolutions liées à la récente crise financière, économique et budgétaire nous ont montré que nos contrôles ne représentent qu'une face de la médaille. Nous ne mériterons la reconnaissance pour notre travail en tant qu'ISC que si nous réussissons à clairement communiquer notre travail et notre valeur ajoutée pour l'Etat et la société aux citoyennes et citoyens et si nous sommes perçus comme institution nécessaire à laquelle on ne peut renoncer et qui défend ses intérêts.

Ceci exige que les ISC intègrent les préoccupations des citoyennes et citoyens dans leur travail et les communiquent. Il est aussi impératif que les contrôles et résultats de notre travail soient communiqués au public et que les citoyennes et citoyens soient à même d'exiger la mise en œuvre des résultats desdits contrôles. Il est nécessaire que les citoyennes et citoyens participent activement au débat politique et coopèrent à la mise en œuvre des conclusions d'audits. Il est important de proposer une plateforme appropriée aux citoyennes et citoyens pour cet engagement. Celui qui reconnaît ne pas être impuissant, mais qui est à même de s'investir activement et de défendre ses intérêts est prêt à s'engager corps et âme.

Il existe différentes méthodes, pratiques et différents modèles pour y arriver qui seront discutés, échangés et élaborés en meilleures pratiques précises et orientées vers la pratique, ici dans le cadre de ce symposium.

Cet accès qui doit permettre aux citoyennes et citoyens de participer au travail des ISC et, en conséquence, au processus de la reddition des comptes publics est d'une importance essentielle car il revient aussi aux ISC de participer dans le cadre de la communauté internationale à la mise en application des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies par le biais de ses contrôles.

Par conséquent, je me réjouis de la coopération poursuivie entre les Nations Unies et l'INTOSAI dans le cadre de la 21^{ème} manifestation commune. Ce Symposium ONU/INTOSAI intitulé « Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'augmenter la reddition des comptes publics » traitera des évolutions récentes et de la nécessité qui en découle d'intégrer les citoyennes et citoyens dans le processus de la reddition de comptes. Dans les prochains trois jours, des étapes initiales de solutions doivent être trouvées qui permettront de participer de manière essentielle à la promotion de la transparence et de la reddition de comptes ainsi qu'à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

A cet endroit, je souhaiterais remercier les Nations Unies pour soulever ce thème avec nous et travailler avec l'INTOSAI à la mise en œuvre de nos objectifs. Je tiens à remercier en particulier le Secrétaire général adjoint, M. Sha Zukang, pour sa participation au symposium ainsi que son équipe pour les préparatifs réalisés. Ceci est un signe d'appréciation et de respect réciproques, réitéré par le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Ban Ki-Moon, dans sa préface de l'ouvrage commémoratif publié à l'occasion du 250^e anniversaire de la Cour des comptes autrichienne : « Les Nations Unies, tout comme le contrôle externe des finances publiques, se sont engagées pour promouvoir une bonne gestion publique et pour continuer à mettre en œuvre l'agenda de développement international. Nous sommes des partenaires naturels et je salue notre coopération de longue date avec l'Organisation internationale des

Institutions supérieures de contrôle (INTOSAI), en particulier par le biais de précieux séminaires communs. »

A cet égard, j'aimerais également remercier le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies, UNDESA, pour l'appui apporté à nos efforts entrepris afin de renforcer l'indépendance des ISC à l'échelle internationale et le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) d'avoir adopté la résolution, qui renvoie explicitement aux Déclarations de Mexico et de Lima et qui recommande leur diffusion à grande échelle. La résolution ECOSOC, pour laquelle l'INTOSAI s'est investie de manière fondamentale, participe à créer un cadre approprié pour les activités efficaces des ISC. J'espère que ce symposium représentera une étape supplémentaire pour que nos Déclarations de Mexico et de Lima puissent être intégrées dans une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Coopération entre ISC et citoyens afin d'augmenter la reddition des comptes publics

2.1 Activités de l'INTOSAI réalisées jusqu'à ce jour pour promouvoir une coopération entre les ISC et les citoyens

Les efforts entrepris par l'INTOSAI pour renforcer l'indépendance des ISC par une résolution des Nations Unies montrent justement que le thème de la coopération entre les ISC et les citoyens a été d'une grande importance, en particulier ces dernières années. Car seule l'indépendance des ISC permet une présentation de rapports neutre, objective et fiable, ce qui représente la condition sine qua non pour une coopération basée sur la confiance entre les ISC et les citoyens.

Le but de l'INTOSAI d'informer le public sur les conclusions d'audits et sur les recommandations des ISC est aussi ancré dans les documents de principe de l'INTOSAI. La Déclaration de Lima a ancré en 1977 le principe de présentation responsable de rapports sur les résultats des activités menées par les ISC aux parlements et au public. 30 ans plus tard, le XIX^e Congrès de l'INTOSAI a concrétisé dans la Déclaration de Mexico le droit et le devoir des ISC à présenter des rapports et à décider librement les principes qui régissent le contenu et la durée des rapports d'audits, leur publication et leur diffusion. Ces principes mettent en lumière le rôle responsable exercé par le commissaire aux comptes du secteur public, qui renforce la confiance du public par les mesures de contrôle qu'il prend ainsi que par ses rapports, et qui travaille afin d'évaluer et utiliser de manière efficace les fonds publics pour le bien de la population.

Ce sens de la responsabilité, qui émane des Déclarations de Mexico et de Lima, est également présent dans le Plan stratégique de l'INTOSAI. Le nouveau Plan stratégique souligne l'importance des citoyens à promouvoir la transparence dans le processus de

reddition de comptes et détermine les objectifs qui visent à favoriser une bonne gestion de l'administration, à accroître la transparence et à accélérer la lutte contre la corruption. Une des conditions bien essentielles pour atteindre ces objectifs est une communication en temps utile, précise et transparente avec les citoyens et une sensibilisation pour la valeur et les avantages des ISC.

Face à l'intérêt croissant des citoyennes et citoyens, mais aussi du public et des médias aux performances du contrôle des finances publiques, l'INTOSAI a reconnu la nécessité de montrer davantage la valeur et les avantages des ISC et en a débattu dans de nombreux organes et lors de manifestations de l'INTOSAI. L'objectif reste toujours de renforcer la confiance du public dans les ISC.

En 2009, le rôle des ISC dans la lutte contre la corruption a été discuté dans le cadre du 20^e Symposium ONU/INTOSAI afin de relever efficacement les défis dans la lutte contre la corruption. Le 20^e Symposium ONU/INTOSAI a non seulement permis d'avancer et donc de renforcer la position des ISC au sein des structures étatiques respectives, mais aussi de participer à la création d'un réseau de lutte contre la corruption, contre l'abus de fonds publics et pour la mise en place d'un système de transparence dans la gestion de l'Etat.

Le 19^e Symposium ONU/INTOSAI, qui s'est tenu en 2007, a contribué de manière essentielle au développement continu de l'INTOSAI et de ses membres à améliorer la reddition des comptes publics par le biais de son thème prioritaire, en l'occurrence la valeur et les avantages du contrôle des finances publiques dans un environnement mondialisé. L'objectif de ce symposium était la mise en place de conditions cadres afin de mieux saisir la valeur et les avantages du contrôle des finances publiques.

A la fin du symposium, un Groupe de travail a été mis en place pour réaliser ces conditions cadres et a déterminé deux objectifs essentiels pour son travail : l'objectif de l'ISC devait être (1) d'agir comme organisation modèle indépendante et (2) être reconnue comme institution qui change la vie des citoyennes et des citoyens de manière fondamentale. Ce thème a finalement été discuté de manière intensive comme thème prioritaire en 2010, à l'occasion du XX^e INCOSAI en Afrique du Sud. Dans la Déclaration sudafricaine, tous les membres de l'INTOSAI ont réitéré que le rôle des ISC était en première ligne d'apporter un soutien à la démocratie et à la supervision parlementaire afin de garantir que les ressources prévues pour le bien des citoyennes et citoyens et de la société civile soient dépensées de manière utile.

De plus, il a été approuvé que le Groupe de travail intitulé « valeur et avantage des ISC » élabore des instruments et outils utiles pour la communication et la promotion de la valeur et des avantages des ISC avec les parties prenantes de toutes les ISC, la société

civile et les citoyennes et citoyens, qui feront l'objet de délibérations supplémentaires lors XXI^e INCOSAI en 2013.

L'INTOSAI a donc pris des dispositions supplémentaires pour que les ISC présentent de manière ciblée leur travail et la valeur ajoutée qu'elles apportent à l'Etat et à la société, à l'administration, au gouvernement, au parlement et au public.

2.2 Responsabilité future de l'INTOSAI pour promouvoir une coopération entre les ISC et les citoyens

Le 21^e Symposium ONU/INTOSAI est l'un des jalons les plus récents qui a été posé dans le long chemin engagé vers l'optimisation d'une coopération entre les ISC et les citoyens pour promouvoir la transparence et la reddition de comptes.

A cet endroit, j'aimerais remercier en particulier Monsieur Terence Nombembe, président de l'INTOSAI, président dudit Groupe de travail sur la valeur et les avantages des ISC ainsi que président de l'AFROSAI-E, pour avoir été à notre disposition en tant que président technique. Il est un bon garant pour que l'INTOSAI puisse répondre aux exigences d'une coopération renforcée avec les citoyennes et les citoyens.

Je tiens aussi à remercier l'ISC de Chine qui, avec son choix préliminaire du thème du Congrès en 2013, à savoir « Le contrôle des finances publiques et la gouvernance à l'échelle nationale », poursuivra le débat important à l'échelle mondiale – sur la base des discussions et conclusions du 21^e Symposium ONU/INTOSAI – et formulera des conclusions finales et des recommandations.

Le symposium, qui joue un rôle précurseur pour le XXI^e INCOSAI 2013, est d'une importance essentielle, ce qui est souligné par la présence de représentants de haut rang des Nations Unies, du Secrétaire général de l'Union interparlementaire ainsi que de l'INTOSAI.

Je tiens à réitérer mes remerciements au Secrétaire général adjoint, Monsieur Sha Zukang, aux représentants du Comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies, Mesdames Edwards et Oyhanarte, au chef de la Division de l'Administration publique et de la Gestion du Développement (DPADM), Monsieur Villarreal, et au Secrétaire général de l'Union interparlementaire, Monsieur Anders B. Johnsson, pour leurs contributions à ce symposium.

Le nombre élevé de réponses reçues au questionnaire sur la coopération entre les ISC et les citoyens a illustré l'intérêt que portent les citoyens à ce thème et j'aimerais remercier tous ceux qui ont répondu au questionnaire et apporté par là une précieuse contribution à ce symposium. Les nombreuses réponses permettent d'illustrer une série d'exemples

intéressants de coopération efficace entre les ISC et les citoyens dont je citerais quelques uns :

- Afin de sensibiliser les citoyennes et les citoyens au travail des ISC, une grande partie des ISC publie des dépliants, des livres ou des vidéos décrivant leur travail. D'autres ISC mettent du matériel didactique et des présentations à disposition des écoles et universités pour les informer de leurs tâches et activités. Certaines ISC ont recours aux réseaux sociaux comme Facebook, Twitter ou Youtube, d'autres gèrent des road shows ou d'autres campagnes publiques pour présenter leur travail ainsi que la valeur et les avantages de leurs ISC aux citoyennes et citoyens ;
- Pour communiquer les résultats d'audits et les informations spécifiques au contrôle, presque toutes les ISC utilisent leurs sites web, travaillent étroitement avec les médias, publient des communiqués de presse et organisent des conférences de presse relatives à des audits importants et de nature délicate. Certains présidents d'ISC donnent des interviews télévisées ou à la radio pour informer le public sur les résultats et les recommandations de leurs contrôles ;
- Afin de promouvoir la participation des citoyens au contrôle des finances publiques, certaines ISC ont instauré des mécanismes de soumission de plaintes pour que les préoccupations des citoyens puissent être intégrées dans la planification des contrôles et dans le processus d'audit. Les citoyennes et citoyens peuvent présenter leurs desseins à la plupart des ISC soit par téléphone, soit par écrit, parfois même personnellement lors de consultations. Ces plaintes sont traitées en partie par des services mis en place à cet effet et peuvent entraîner des contrôles ad hoc ;
- De même, pour promouvoir la participation des citoyens au travail des ISC, celles-ci réalisent des sondages auprès des citoyens, organisent des groupes de discussion ou débats entre experts pour recevoir des informations et un savoir-faire venant de l'extérieur avant d'entamer un contrôle et les intégrer dans leur travail.

Voici quelques exemples de pratiques efficaces existantes pour une coopération entre les ISC et les citoyens. De nombreuses ISC ont indiqué qu'une telle coopération ne pouvait non seulement être très avantageuse pour les citoyennes et les citoyens, mais en particulier pour les ISC et leur travail.

Personnellement, et pour l'ensemble de la communauté INTOSAI, ce serait un grand succès si nous arrivions au cours de ce symposium à présenter des idées de solutions pour une communication réciproque entre les ISC et les citoyens, à élaborer et adopter en commun des conclusions finales, en particulier :

- identifier des pratiques efficaces liées à une coopération entre les ISC et les citoyens,
- rendre visible des voies innovatrices pour une telle coopération, et
- renforcer le contrôle externe des finances publiques afin que celui-ci puisse s'investir davantage pour le bien des citoyennes et des citoyens.

Fidèle à la devise de l'INTOSAI, à savoir « L'expérience mutuelle bénéficie à tous », il est de notre devoir fondamental de poursuivre notre coopération de manière efficace et de rester en réseau à l'échelle internationale, pour renforcer la position des ISC à l'échelle mondiale et de poursuivre, puis atteindre les résultats mentionnés de manière conséquente. Car seulement si nous sommes à même de remplir nos tâches politiques et de répondre aux attentes y afférentes, nous pourrons assurer de manière durable la confiance des institutions et de la population. Confiance qui représente la base de notre travail, pour que notre institution soit acceptée et, en conséquence, pour notre indépendance.

3. Perspective et remerciements

En tant qu'ISC, il est impératif que nous donnions le bon exemple et que nous réagissions correctement aux défis de la société, à l'environnement changeant dans lequel les contrôles sont réalisés, et aux besoins des différentes parties prenantes dans le processus démocratique.

Si nous communiquons aux citoyennes et citoyens la qualité, la valeur et les avantages de notre travail et si nous les ancrons dans la conscience du public, nous serons capables d'être transparents, de lutter contre la corruption, de démontrer notre crédibilité et de renforcer avec le soutien des citoyennes et citoyens notre position en tant que contrôle des finances publiques indépendant.

Les citoyennes et citoyens sont des partenaires naturels des ISC pour favoriser la transparence dans le processus de la reddition des comptes publics. Les efforts communs entrepris pour renforcer la reddition de comptes et la transparence ainsi que pour organiser l'administration publique de telle façon à ce qu'elle tienne compte des besoins des citoyennes et des citoyens est un premier pas fondamental en vue de lutter contre la corruption et une contribution visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies.

Les ISC, elles aussi, sont un partenaire naturel des citoyens de part leur position inhérente d'indépendance. Elles ont donc le devoir de maintenir un contact actif avec les citoyennes et citoyens pour assurer une transparence et pour que les objectifs de développement à l'échelle internationale soient poursuivis de manière efficace. Les ISC

en tant qu'institutions indépendantes, compétentes et crédibles sont de plus en plus présentes dans l'opinion publique, justement en raison de l'importance croissante de la transparence et de la reddition des comptes publics. Les ISC sont mandatées pour être les garantes de la reddition de comptes et de la transparence afin d'assurer la confiance publique et l'utilisation efficace des fonds publics pour le bien-être de la population. Finalement, l'une des conditions sine qua non pour le fonctionnement des affaires publiques est que tous ceux qui gèrent l'argent du contribuable ont l'obligation de rendre compte de l'utilisation de ces fonds publics et de la réussite de leurs programmes gouvernementaux et de développement aux citoyennes et citoyens et restent responsables envers les parlements. Là où l'Etat agit, la transparence est requise.

Comme dans chaque vrai partenariat, une coopération est bénéfique à tous. La communication réciproque et mutuelle permet aux citoyens de participer à la vie politique. Si les ISC réussissent à s'ancrer dans la conscience publique en tant qu'institution de contrôle indépendante et objective, leur position indépendante dans la structure étatique sera renforcée grâce à ce soutien.

Conformément aux paroles du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Ban Ki-Moon, ce symposium doit donc participer à apporter une contribution pour un monde meilleur, plus sûr et plus juste en réalisant notre mandat.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Je remercie tous ceux qui ont participé et témoigné leur intérêt. En particulier, je tiens à remercier les conférenciers qui avec leurs contributions créent la base du succès de ce symposium. La participation nombreuse au symposium montre que pour les années à venir, l'INTOSAI sera à même d'agir comme organisation orientée vers l'avenir et d'indiquer la voie à suivre, de soulever les défis actuels et, en conséquence, d'apporter une contribution essentielle au développement continu du contrôle externe des finances publiques.

Je vous invite à poursuivre votre soutien pour que les ISC puissent maintenir leur position unique, assurer et renforcer la reddition de comptes et la transparence, tel que cité dans les documents de travail, de façon à représenter aussi à l'avenir le pilier efficace des actions entreprises par l'Etat.

Entamons donc notre travail ou comme l'a dit Nelson Mandela : « Hier c'est de l'histoire, demain une opportunité... Aujourd'hui c'est tout ce que nous avons, construisons ensemble et maintenant. »

Mr. Terence Nombembe [Chairman of the Governing Board of INTOSAI and Auditor General of South Africa],

Mr. Joseph Moser [President of the Court of Audit of Austria and Secretary General of INTOSAI],

Mr. Wolfgang Waldner [Secretary of State of the Ministry of Foreign Affairs of Austria],

Mr. Anders Johnson [Secretary General of the Inter-Parliamentary Union],

Excellencies,

Colleagues,

Ladies and Gentlemen,

It is a great pleasure to attend the UN/INTOSAI Symposium.

I am told that I am the first Under-Secretary-General for Economic and Social Affairs to attend the Symposium.

For several years, I have been trying to join you and share my thoughts. I have profound respect for supreme audit institutions (SAIs) and for the work you do.

You help make our world a better one, cleaner, healthier and stronger.

So, I wish to start by thanking INTOSAI for collaborating with the United Nations and for working with the Department of Economic and Social Affairs in convening this 21st UN-INTOSAI Symposium.

Our two organizations have had a long history of collaboration.

It is a collaboration that has yielded concrete benefits for our Member States, by enhancing public awareness of the role and contributions of supreme audit institutions and by disseminating the message of clean government, accountability and anti-corruption.

Excellencies,

While we celebrate our achievements, we are also keenly aware that we can, and should do more.

Amid continuing waves of globalization, our world is undergoing historic change.

Right now, humanity stands at a crossroads.

Some signs point in the right direction. Growth in a number of developing countries has contributed to poverty reductions. Thanks to social development, we have also witnessed improved child health and education, including for girls. Before the global financial crisis, the world was largely on track to meet the MDGs by 2015. Given political will, we can redouble our efforts and we can be back on track to achieving the MDGs, as shown at the MDG Summit last September.

Yet, other signs point in the wrong direction. Our ecosystems are under unprecedented stresses. Recently, a new report on the world's oceans found that accelerated environmental changes are causing much more serious damage than previously thought. We see food, oil and other commodity prices at historic highs. More and more countries are water stressed.

These crises are interlinked. Our dependence on fossil fuels worsens climate change, which in turn is threatening food production, leading to social unrest.

How can we tackle these inter-linked crises? How does this have to do with INTOSAI?

The answer is simple - Everything!

It has everything to do with INTOSAI, its members and your work.

Supreme audit institutions play a major role in auditing government accounts and operations and in promoting sound financial management and overall accountability.

You promote good governance by enhancing transparency, accountability, by fighting corruption and by fostering the efficient and effective use of public resources for the benefit of the public.

All of this work contributes to strengthening the three pillars of sustainable development.

The simple truth is – without good governance, sustainable development will not be sustained.

Excellencies,

I come before you today to appeal to you – join us in our shared pursuit of global sustainable development – an environmentally sustainable, socially just, equitable and economically prosperous world.

It is time we re-energize and reinforce our collaboration toward this goal.

It is time we bring our historic partnership to new heights.

We are ready to open a new Chapter in our collaboration.

Dear Colleagues,

Our discussions at this Symposium will focus on how supreme audit institutions can promote citizen engagement in accountability and how we can communicate the very relevant work of these institutions to the public.

The United Nations is ready to help disseminate your role and your tremendous contributions.

In doing so, we are highlighting our shared messages on accountability, anti-corruption and good governance.

During the three days of this 21st Symposium, I hope we will manage to identify ways in which our future cooperation can promote these shared objectives.

In this context, I would like to elaborate on anti-corruption.

Corruption continues to be endemic in many countries, developed and developing. This is not a developing world problem. As well as morally reprehensible, corruption affects overall economic performance, damages people's trust in public institutions and threatens the Rule of Law.

From a development perspective, corruption undermines the allocation of resources, leads to wastes and adds to business costs.

It weakens the institutional foundation on which sustainable development depends.

Sadly, corruption hurts the poor more, who already bear the brunt of economic decline, are more dependent on the provision of public services, and are least capable of paying the extra costs associated with all forms of corruption.

Clearly, good governance must start with and end with fight against corruption.

For several years, I have told my UN colleagues – public administration must accord priority attention to fighting corruption.

There will be no efficient and effective public administration so long as the scourge of corruption continues to poison public services to citizens. Only by fostering accountability, transparency and anti-corruption can we create an enabling environment to achieve the vision of sustainable development.

At my request, DESA has undertaken several initiatives.

The Department is actively engaged with the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), based here in Vienna, in implementing the provisions of the United Nations Convention against Corruption (UNCAC).

Through our Division of Public Administration and Development Management, DESA and UNODC have created a new category within the United Nations Public Service Awards. This award acknowledges those practices pursued by public administration to prevent and fight corruption.

Three weeks ago in Dar Es Salaam, Tanzania, the UN recognized innovative practices in this category for the first time, at the UN Public Service Awards. Local governments and public institutions in Egypt, Mexico, Oman, Republic of Korea, Romania, Slovakia and South Africa won the awards. The awards were given to initiatives that are considered both effective and replicable in other countries in fighting corruption, in areas such as transparent public procurement, transparent recruitment of civil servants and fair elections.

Also, together with UNODC, we have initiated capacity-building activities, such as training workshops and expert group meetings, to improve public sector institutions, enhance accountability and prevent corruption.

Excellencies,

We are ready to broaden and deepen our collaboration with INTOSAI and its members in this area. We need your expertise in audit and your knowledge of accountability.

In this regard, allow me to raise one question – how can this biennial forum be used to advance sustainable development by sharing lessons learned and best practices in strengthening public institutions, including audit institutions? How can we use this Symposium and other collaborative activities, including capacity building activities, in order to help Member States attain the best possible performance in public administration, and thereby serve the needs of all people?

I hope this 21st session of UN-INTOSAI Symposium will provide us with concrete ideas for action and for the way forward.

On our side, I have instructed DESA and its Division for Public Administration and Development Management to start building up our capacity in accountability, good governance and anti-corruption, working in conjunction with UNODC and INTOSAI.

Together, we can do more than we can do alone.

Ladies and Gentlemen,

Before I conclude, I want to bring to your attention the UN Conference on Sustainable Development, also known as Rio+20.

Rio+20 will focus on two themes, a green economy in the context of sustainable development and poverty eradication and the institutional framework for sustainable development, which is the UN speak for governance for sustainable development.

Good governance at all levels is essential for sustainable development.

There is a lot INTOSAI and its members can do in support of good governance for sustainable development.

Member States are looking at various options to strengthen institutions for sustainable development at the national, regional and international levels.

In my capacity as the Secretary-General of Rio+20, I invite you to examine this theme, assess gaps and obstacles and put forward your proposals for action and solutions.

Let INTOSAI and its members be our partner in our journey toward sustainable development.

Rio+20 is about tomorrow, about the future. And sustainable development should be our common future.

History has given all of us an opportunity to make a difference. You can contribute, by helping Member States build better institutions for sustainable development.

Let us do it, together, in partnership.

I thank you.

ANNEXES

Exposés et présentations

- 2 Exposés techniques
 - 2.1 Communication entre les ISC et les citoyens pour améliorer la reddition des comptes
Jacek Jezierski, ISC de Pologne
 - 2.2 Sensibiliser les citoyens au travail des ISC
Ahmed El Midaoui, ISC du Maroc
 - 2.3 Communication d'informations spécifiques liées à l'audit à l'intention des citoyens
Sergey Vadimovich Stepashin, ISC de la Fédération de Russie
 - 2.4 Communication liée aux contrôles transmis aux ISC par les citoyens, ISC d'Inde
 - 2.5 Document d'information
Meredith Edwards, CEPA, ONU
 - 2.6 Rapports et études de cas
Aroldo Cedraz, ISC du Brésil
Sandra Morelli Rico, ISC de la Colombie
Hadi Poernomo, ISC d'Indonésie
Ellen van Schoten, ISC des Pays-Bas
 - 2.7 Moyens et conditions nécessaires pour intégrer les citoyens dans le processus d'audit
Dasheng Dong, ISC de Chine
 - 2.8 Rapports et études de cas
Nancy Torreblanca, ISC du Paraguay
Patricia A. Dalton, ISC des Etats-Unis
 - 2.9 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les parlements : points de vue des parlements
Anders B. Johnsson, UIP
 - 2.10 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens : points de vue des citoyens
Marta Oyhanarte, CEPA, ONU

- 2.11 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens : points de vue des ISC
 - Kyuhoo Jo, ISC de Corée
 - Terence Nombembe, ISC d'Afrique du Sud

- 2.12 Rapports et études de cas
 - Rocio Acosta Zuniga, ISC du Costa Rica
 - Vibeke R. Von Stemann, ISC du Danemark
 - Raoul Robles Segura, ISC du Mexique
 - Adelina Gonzalez, ISC du Venezuela
 - Enrique Peruzzotti, DESA, ONU

- 2.13 Moyens innovateurs d'une coopération entre les ISC et les citoyens dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies
 - Roberto Villarreal, DESA, ONU



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Communication entre les ISC et
les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

POLOGNE

Résumé de la présentation faite par Monsieur Jacek Jezierski,

Président de la Cour des comptes de Pologne (NIK)

La communication est devenue un élément vital dans le monde moderne, également pour les Institutions de contrôle (ISC) dont la tâche consiste à informer l'opinion publique sur la condition de l'Etat. En communiquant les résultats de leur travail aux citoyens par le biais des médias, les ISC participent à l'obligation de rendre compte. Manifestement, le rôle des médias dans le processus ne peut pas être ignoré puisqu'ils représentent la première source d'information pour les citoyens. Depuis que l'INTOSAI reconnaît l'importance allouée à la communication, qui est une question soulevée au sein de l'organisation depuis de nombreuses années, elle est aussi d'une importance essentielle pour ses Groupes de travail régionaux. Un séminaire a été organisé par la présidence de l'EUROSAI, au mois de mai 2011, dédié à la communication entre les ISC et l'opinion publique par le biais des médias, pour discuter de la question d'un point de vue plus restreint et au sein d'un plus petit cercle. La manifestation s'adressait aux personnes responsables de la communication dans les ISC européennes (comme des responsables média et des porte-parole), et son objectif était d'aborder les questions liées à la communication du point de vue des besoins spécifiques des ISC (une description succincte du contenu du séminaire et de ses principales conclusions).

Au sein de la communauté globale des ISC, deux positions par rapport à la communication peuvent être observées. La première, qui pourrait être qualifiée d'attitude « traditionnelle », consiste à chérir les besoins spécifiques des ISC, préservant le jargon professionnel dans les rapports et ignorant l'exigence que l'information devrait être « accrocheuse ». Les ISC qui adoptent une telle position n'ont pas l'ambition d'être présentes dans les médias, mais pensent au contraire que ceux qui sont intéressés aux résultats de leur travail peuvent les obtenir de toute façon. L'autre position reconnaît l'importance de communiquer les résultats des ISC dans les médias. Les ISC qui adoptent cette attitude pensent qu'en coopérant avec les journalistes, en ayant des porte-parole formés et en présentant leur travail de manière accessible, elles peuvent atteindre l'opinion publique de manière plus efficace.

Il semblerait que l'autre position mérite le soutien, puisque plusieurs avantages peuvent être identifiés si l'on communique avec les citoyens par le biais des médias, par exemple en décelant des irrégularités et risques potentiels (une mesure préventive), renforçant ainsi l'obligation de rendre compte et, en premier lieu, aidant les sociétés civiles à prendre des décisions, en connaissance de cause, afin de gouverner des pays démocratiques.

La coopération avec les médias n'est pas facile pour autant. Les médias doivent rester indépendants dans les pays démocratiques, et ne peuvent pas se « plier » pour répondre aux besoins des ISC. Les ISC doivent changer d'attitude et devenir plus flexible afin de rendre la coopération avec les médias plus efficace. Les expériences présentées par les représentants des médias au cours du séminaire sur la communication et les conclusions qui devraient être tirées de ces expériences pourraient être utiles.

Néanmoins, les ISC doivent fournir un matériel de qualité élevée, qui peut être utilisé par les journalistes et qui est attrayant pour le public, pour que les médias s'intéressent au travail de celles-ci. Ceci représente un défi supplémentaire pour les ISC qui sont tenues d'examiner ces questions d'actualité et d'élaborer des rapports d'audit de qualité élevée.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
 - Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
 - Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Sensibiliser les citoyens au travail des ISC

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

MAROC

SENSIBILISER LES CITOYENS SUR LES TRAVAUX DES ISC

Par: Dr. Ahmed El Midaoui

*Premier Président de la Cour des comptes du Royaume du Maroc
Président de l'INTOSAI Capacity Building Committee*

21^{ème} Symposium ONU-INTOSAI, Vienne 13-15 juillet 2011

Introduction

Dans tous les pays du monde, l'action publique n'a cessé de s'étendre et de se diversifier. Parallèlement, les citoyens expriment une demande accrue d'information et de transparence.

En effet, la démocratie n'est pas seulement donner aux citoyens le droit de voter et de choisir leurs gouvernements ; c'est aussi leur donner le droit d'être informés et de demander des comptes.

L'obligation de rendre compte des gestionnaires des deniers publics est aujourd'hui considérée comme une condition fondamentale de la démocratie. Chaque acteur, quel que soit le niveau où il se situe, doit assumer sa responsabilité pour que la gestion des affaires publiques soit transparente, démocratique, efficiente et équitable. Une préoccupation constante des citoyens consiste à disposer de moyens pour s'exprimer et s'informer sur la gestion de la chose publique. Le citoyen exige aussi que la mauvaise gestion et les irrégularités dans l'utilisation de l'argent public soient sanctionnées.

L'Institution Supérieure de Contrôle (ISC) qui n'a de raison d'être que si elle est utile à l'Etat et aux citoyens, doit répondre à cette demande, en intervenant dans un nombre croissant de domaines, partout où il y a un risque pour la bonne gestion des deniers publics.

Comment l'ISC peut elle établir des relations de confiance avec les citoyens et répondre de manière efficace à leurs préoccupations ? Quelles sont les conditions requises des ISC pour qu'elles puissent jouer le rôle attendu d'elles ?

Le présent thème sera traité en deux parties : La première consacrée aux moyens susceptibles d'accroître l'intérêt des citoyens aux travaux de l'ISC, alors que la deuxième partie traitera des conditions requises des ISC pour répondre aux attentes des citoyens.

Première partie : Les moyens susceptibles d'accroître l'intérêt des citoyens aux travaux de l'ISC

L'existence de l'ISC n'a de sens que si elle est utile à l'Etat et aux citoyens, en assurant correctement le service public d'audit mis à sa charge. Etant donné que les citoyens ne disposent pas tous des aptitudes et capacités nécessaires pour apprécier la gestion des deniers publics assurée par les différentes entités et d'en informer les preneurs de décision, le législateur comme les citoyens, cette tâche a été confiée, entre autres, à l'ISC qui a l'obligation d'apurer les comptes, d'auditer et d'analyser l'action du Gouvernement et d'en informer les citoyens.

Pour ce faire, l'ISC doit répondre aux préoccupations de ces derniers en communiquant mieux avec eux, en rendant ses rapports plus accessibles et plus lisibles, et en étant plus efficace et plus performante.

1- Importance du rôle de l'ISC

Par leur intervention efficiente, les ISC consacrent et renforcent la séparation des pouvoirs au niveau de l'Etat et aident à leur fonctionnement dans des conditions de rapports équilibrés. La transparence, la crédibilité et la confiance dans une bonne gouvernance dépendent justement de l'existence réelle d'un équilibre entre les pouvoirs au niveau de la réalisation des opérations liées à l'activité financière de l'Etat, pour répondre aux besoins fondamentaux des services publics et aux aspirations des citoyens.

Si le 19ème siècle a vu la consécration dans la pratique démocratique de l'Etat moderne, d'une articulation effective et porteuse d'un équilibre entre les trois pouvoirs (le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire), et si le 20ème siècle a vu l'apparition d'un quatrième pouvoir, au niveau : de la presse et des médias ; le 21ème siècle devrait connaître l'avènement d'un cinquième pouvoir : c'est le pouvoir de l'auditing. Cette activité est vitale pour moraliser la vie publique, rendre transparente la gestion des finances de l'Etat, aider à restaurer la confiance entre les gouvernants et les citoyens et permettre au moyen d'audits, d'analyses objectives de suggérer des solutions alternatives, en vue de contribuer de manière constante à améliorer la gestion de la chose publique.

A travers l'histoire, les modes de gestion des finances publiques et les modalités de leur contrôle ont subi et subissent des changements et des adaptations continus du fait de leur interaction avec l'environnement économique, politique et social changeant dans lequel ils évoluent.

En effet, au 19ème siècle, le contrôle de l'ISC portait essentiellement sur la régularité des opérations financières et comptables et leur conformité avec les lois et règlements.

Avec l'accroissement du rôle économique de l'Etat, l'ISC a adopté une démarche plus globale qui prend en considération à la fois la régularité, la réalité et la conformité des opérations financières et comptables et l'efficacité de la gestion.

De même, les méthodes de travail et d'investigation de l'ISC connaissent aussi une adaptation constante à l'évolution que connaît la gestion du secteur public.

Dans la réalité et la dynamique de cette évolution, l'ISC devient outillée pour jouer pleinement son rôle d'acteur incontournable en s'assurant de la bonne gestion des services publics dans un milieu et environnement en mutation et du respect des normes, des lois et règlements en vigueur ; et en vérifiant aussi que les ressources

confiées aux gestionnaires publics sont utilisées avec économie, efficacité, efficacité et rentabilité.

L'ISC peut ainsi mieux éclairer les Pouvoirs publics et les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, et agir en vue que cette gestion soit la plus efficace et la plus économe possible en leur apportant l'expertise nécessaire pour évaluer la gestion publique et recommander des actions correctrices. C'est une exigence d'efficacité mais c'est surtout une exigence démocratique et de performance.

2- Adoption d'une stratégie de communication adéquate

L'ISC a pour devoir d'informer le citoyen notamment par le biais de ses rapports, ce qui est aussi une manière de prendre à témoin le citoyen et d'obtenir son appui pour que les recommandations de l'ISC soient prises en compte.

Dans certains cas, la méconnaissance par le public de l'action de l'ISC peut en limiter l'efficacité. Cela peut résulter soit de l'absence d'autonomie de l'ISC, soit de la réticence de cette dernière à communiquer, soit de l'inadéquation de la politique de communication suivie.

Aussi est il nécessaire que les ISC fassent connaître leur travail et adopter une stratégie de communication active afin d'obtenir la meilleure couverture de leurs travaux et en faire ressortir les principales conclusions dans un langage simple et accessible qui concilie d'une part la précision et l'exactitude, et d'autre part, l'accessibilité et la lisibilité.

Par ailleurs, une bonne diffusion de l'information requiert une diversification des supports de communication.

L'ISC peut ainsi diffuser les résultats de ses contrôles en mettant à contribution notamment les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Cela rendra l'information sur ses activités et son fonctionnement plus accessible au public et à une échelle plus large.

L'ISC doit aussi communiquer avec le citoyen par le biais du Parlement qui est la voix du peuple et qui permet l'existence d'un dialogue entre gouvernants et gouvernés. En effet les parlementaires disposent d'une légitimité, issue du mandat qui leur a été conféré, par leur élection par les citoyens. Ils ont le droit de soulever des problèmes au nom des citoyens qu'ils représentent.

L'ISC peut aussi informer les citoyens, par le biais des médias et des organisations de la société civile.

3- Rendre les rapports accessibles, lisibles et avec un impact

L'ISC doit œuvrer en vue d'accroître la lisibilité et l'accessibilité de ses rapports. En effet, le reporting est devenu l'un des principaux piliers sur lequel repose le dispositif du contrôle supérieur des finances publiques. Un reporting de qualité est de nature à

contribuer à l'ancrage de la culture de responsabilité, de reddition des comptes et de transparence.

Il est évident que l'efficacité de la communication est tributaire de la qualité des audits et de leur impact¹. Autrement, les citoyens ne s'intéressent pas et ne réagissent pas aux travaux de l'ISC. D'où la nécessité d'engager les ISC dans un processus d'amélioration continue notamment des capacités professionnelles de leur capital humain.

a. Les caractéristiques du reporting

Conformément aux meilleures pratiques consacrées à l'échelon international, le reporting effectué par l'ISC devrait se caractériser par les attributs suivants:

- *La régularité de la publication*

La régularité de la publication des rapports d'audit est une condition *sine qua non* de l'indépendance d'une institution mais aussi de l'ancrage du principe de responsabilité et de reddition des comptes.

- *L'objectivité*

L'attribut d'objectivité est l'aboutissement d'un processus à la fois interne et externe.

S'agissant de la dimension interne, l'indépendance de l'ISC implique l'impartialité des auditeurs qui ne doivent juger de la qualité de la gestion et de la performance des organismes contrôlés qu'en fonction de critères objectifs et convenus.

L'objectivité des rapports est renforcée s'ils sont soumis à la contradiction. Cela permet aux organismes contrôlés d'exprimer leurs points de vue qui doivent aussi être publiés dans lesdits rapports.

- *L'exactitude*

Le caractère public des rapports constitue un atout mais aussi une véritable contrainte qui exige que les informations probantes exposées soient véridiques et que toutes les constatations soient correctement présentées. Il faut en effet donner l'assurance au lecteur que ce qui est énoncé est crédible et fiable; une seule inexactitude peut remettre en cause la validité et la crédibilité du rapport dans son ensemble.

b - L'impact du reporting

La publication des rapports de l'ISC est de nature à enclencher une dynamique de réforme de la gestion publique par le redressement des dysfonctionnements constatés.

En outre, cette publication est une occasion pour l'Institution de revoir ses méthodes de travail afin de les adapter aux données de l'environnement institutionnel et administratif et de la réalité et impératifs de la gestion du secteur public.

¹ Cf.: Guide publié par l'INTOSAI Capacity Building Committee "How to increase the use and impact of audit reports" téléchargeable sur le site: <http://cbc.courdescomptes.ma>

C - La contribution des rapports à l'amélioration de la gestion publique

La publication des rapports de l'ISC suscite un débat public au niveau de la classe politique, des médias, des citoyens, des professionnels et des milieux intellectuels et universitaires.

Sous cet angle, on peut dire que les rapports assurent à la fois une fonction de redressement des dysfonctionnements et une fonction de prévention de la mauvaise gestion et de contribuer à animer un débat et une réflexion qui peuvent aider à la réalisation de davantage de progrès et de performance.

- *Une fonction de redressement*

Dans le cadre des rapports de l'ISC, l'accent est mis sur les carences constatées au niveau de la gestion. L'ISC formule également des suggestions pour améliorer cette gestion. A cet égard, un dispositif de suivi des recommandations publiées dans les rapports est souvent mis en place. Cet exercice de suivi permet de redresser de nombreux dysfonctionnements et d'améliorer ainsi les pratiques de gestion.

- *Une fonction de prévention*

Les rapports de l'ISC ont un pouvoir dissuasif, en ce sens que les gestionnaires publics craignent que leur gestion ne soit critiquée et portée à la connaissance des citoyens et des différentes parties prenantes.

Les remarques et observations publiées deviennent de ce point de vue un outil pédagogique et une source d'apprentissage de certains gestionnaires qui anticipent le contrôle en redressant d'avance, les dysfonctionnements potentiels.

d- L'impact sur les méthodes de travail des ISC

Dans le cadre du processus d'amélioration continue et afin de publier toujours des rapports de qualité, l'ISC doit être à l'écoute des réactions des différents utilisateurs de ces rapports. Pour avoir le plus d'impact, les rapports doivent viser une qualité irréprochable tant au niveau de leur contenu, que de leur présentation.

Deuxième partie : Les conditions requises des ISC pour répondre aux attentes des citoyens

L'efficacité et la crédibilité des ISC, demeurent tributaires du degré de leur indépendance, leur professionnalisation et leurs capacités d'analyse. Cela permet à ces Institutions ainsi qu'aux Pouvoirs publics et aux citoyens d'apprécier de manière éclairée la réalité de la gestion publique et d'y apporter les soutiens et les corrections nécessaires.

Les conditions requises pour l'exercice d'un contrôle efficace par les ISC sont d'une part, le renforcement de leur indépendance et une clarification de leur statut et de leurs attributions et d'autre part l'adoption d'une stratégie claire.

L'INTOSAI qui a pour vocation de favoriser l'échange d'idées, de connaissances et d'expériences entre les ISC et qui en est le porte-parole attitré, a un rôle essentiel à jouer dans ce sens.

1. La consolidation de l'ISC :

a- Le renforcement de l'indépendance des ISC est primordial aussi bien au niveau de leur cadre institutionnel qu'au niveau du statut de leurs membres et de leurs pratiques sur le terrain. En effet, l'indépendance du personnel influence positivement la qualité des travaux de contrôle réalisés et donne de la valeur et du poids aux rapports élaborés. Il ne suffit pas qu'une ISC se déclare indépendante pour qu'elle le soit effectivement. Elle devrait à cette fin disposer de garanties effectives et répondre aux critères définis par l'INTOSAI. Selon la Déclaration de Lima sur les lignes directrices du contrôle des finances publiques, le principe d'indépendance est conçu pour permettre aux ISC d'accomplir leur rôle de manière objective et d'agir en toute impartialité. Pour ce faire, elles doivent être soustraites des influences extérieures, y compris celles des organismes contrôlés.

Vue sous cet angle, l'indépendance est non seulement un gage de l'efficacité de l'audit public externe, mais aussi un indicateur de démocratie, tant qu'elle s'inscrit dans la droite ligne du principe de séparation des pouvoirs.

S'agissant d'un positionnement institutionnel par rapport aux organismes audités et aux autres composantes de l'environnement institutionnel, politique et économique de chaque pays, l'objectif d'indépendance ne peut être atteint uniquement par l'adoption de normes constitutionnelles ou législatives consacrant l'autonomie fonctionnelle et financière des ISC, mais il doit découler également du développement d'une attitude d'objectivité et de professionnalisme qui doit être cultivée constamment par le personnel des ISC.

b- **Le renforcement du statut de l'ISC** par la mise en place d'un cadre juridique approprié, n'est pas un luxe institutionnel ; car il permet de clarifier leurs rapports avec les autres Pouvoirs. Ce statut renforcé, conduit à l'instauration de liens d'échange et de concertation avec les autres Institutions de l'Etat à travers notamment l'assistance que les ISC prêtent au Parlement et au Gouvernement, sans qu'elles ne soient soumises à leurs directives en matière de programmation et de conduite des contrôles.

c. **Le renforcement des attributions des ISC** par une meilleure définition de leurs missions et de leurs attributions dans la Constitution et dans la loi et par une précision claire de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités. Ces responsabilités doivent comporter, en plus des compétences traditionnelles d'audit de régularité, l'appréciation de la qualité de la gestion et de ses performances, voire la proposition de solutions alternatives aux problèmes relevés. Dans ce cadre, les ISC devraient, entre autres, chercher à développer les instruments et les méthodes d'analyse des résultats obtenus par rapport aux objectifs escomptés, les écarts significatifs enregistrés tout en formulant les suggestions visant l'amélioration de la gestion et de la performance.

2- Mettre en place une stratégie globale pour l'ISC

Lorsque l'ISC appelle les autres à plus d'efficacité, elle se doit d'être exemplaire en la matière.

Pour qu'elle puisse remplir le rôle attendu d'elle ; en s'assurant en plus de l'indispensable respect de la législation et de la réglementation, que les ressources confiées aux responsables publics soient utilisées avec économie, efficacité et efficacité et ce pour le bien-être du citoyen, l'ISC doit adopter une stratégie globale qui porte, entre autres, sur :

- ④ Un pilotage stratégique : La mise en place d'une stratégie de contrôle et d'indicateurs de performance permet de guider les actions de l'ISC dans l'exercice de ses activités et d'évaluer l'efficacité et l'impact de ses actions afin qu'elle puisse accomplir ses missions dans de bonnes conditions. Cette stratégie doit être assise sur la programmation basée sur les risques et la maîtrise des outils d'investigation et de pilotage de nature à permettre l'identification des enjeux et risques majeurs de l'action publique.
- ④ Le renforcement des capacités : Compte tenu de la spécificité des missions dévolues à l'ISC dans le domaine de l'audit public, l'édification des capacités institutionnelles, organisationnelles et professionnelles doit être un élément essentiel pour la consécration de la culture de rendre compte de la gestion des deniers publics dans la transparence, la légalité, la conformité aux règles et aux normes de bonne gestion et de réalisation des performances requises de manière efficiente et rentable.
- ④ L'utilisation intensive des technologies de l'information et de communication : La mise en place d'un système d'information et de communication approprié permet de faciliter le travail de l'ISC en s'appropriant des applications informatiques adéquates en vue d'améliorer les méthodes de travail et les systèmes d'analyse et de communication. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC) est de nature à renforcer et développer les capacités des membres des ISC pour réaliser les missions d'audit avec plus de professionnalisme et de performance.
- ④ L'adoption de normes de contrôle pour plus d'objectivité et de professionnalisme : L'ISC doit chercher constamment à renforcer les capacités professionnelles de ses membres par la formation, le partage des connaissances, l'échange d'expériences et l'adoption des normes d'audit professionnelles et des meilleures pratiques. Les normes guident l'auditeur, l'aident à circonscrire le domaine de ses investigations et à déterminer la nature des procédures qu'il convient d'utiliser. C'est à la lumière des normes que l'on peut juger de la qualité des résultats d'un contrôle.
- ④ Ethique et intégrité : Il s'agit de promouvoir la mise en place effective au sein de l'ISC, des valeurs d'intégrité et d'éthique clairement formulées, en s'appuyant sur les principes généralement reconnus et plus particulièrement ceux développés par l'INTOSAI en la matière. Les auditeurs doivent être régulièrement sensibilisés sur la nécessité de s'imprégner de ces valeurs, de les mettre en œuvre et d'en observer l'esprit dans toutes leurs interventions opérationnelles. L'éthique, l'intégrité et la réputation de l'ISC et de ses

membres sont un élément crucial pour la perception qu'ont les citoyens de l'ISC et de la confiance qu'ils placent dans son professionnalisme et son impartialité.

La consolidation et le développement des acquis en matière de coopération et d'échange d'expériences : L'ISC doit développer en permanence la coopération avec les organismes internationaux et/ou régionaux et des Institutions similaires et ce dans le but d'échanger les expériences et d'améliorer ses pratiques et son savoir faire. Ce renforcement des liens de coopération constitue une source d'expertise continue et permet l'adaptation et la mise en pratique des nouvelles approches scientifiques et techniques d'audit et de contrôle. L'INTOSAI en tant que support des actions communes de toutes les ISC a un rôle important à jouer dans ce sens.

3- Le rôle attendu de l'INTOSAI

L'INTOSAI qui est une organisation autonome, indépendante, professionnelle et apolitique, a pour mission de favoriser l'échange d'idées, de connaissances et d'expériences, d'agir en tant que porte-parole attitré des ISC auprès de la communauté internationale et de veiller à l'amélioration continue des capacités et des performances des ISC membres.

La vision de l'organisation est de promouvoir les bonnes pratiques de gestion en mettant les ISC en mesure d'aider leurs gouvernements respectifs à améliorer leur rendement, parfaire la transparence, veiller à la reddition des comptes, maintenir la crédibilité, lutter contre la corruption, promouvoir la confiance du public et favoriser la perception et l'utilisation des ressources publiques de manière rentable et effective au profit de leurs citoyens.

La stratégie mise en place par l'INTOSAI vise essentiellement la consécration de l'auditing en tant que pouvoir institutionnel à part entière. Cette stratégie repose notamment sur les points suivants :

+ Renforcement durable des capacités professionnelles et institutionnelles en tenant compte du niveau de développement et des spécificités des ISC :

Le renforcement des capacités ne doit pas être considéré comme un processus technique impliquant un simple transfert de connaissances ou de modèles organisationnels. Il doit accorder l'attention nécessaire au contexte et à l'environnement dans lesquels opère l'ISC. Les chances de succès du renforcement des capacités sont plus élevées lorsqu'il s'agit d'un programme endogène ou interne à l'ISC car cela assure sa durabilité.

Ce renforcement nécessite la mise en place d'un processus de longue durée qui tient compte des spécificités des ISC et de leur environnement et du niveau de leur développement et ce, en vue d'enraciner un contrôle durable, rentable, interactif et qui se réforme et s'adapte constamment afin d'atteindre le niveau avancé et majeur de l'audit et constituer ainsi une source de suggestion aux preneurs de décision pour une amélioration optimale du système de la gestion publique.

Pour y parvenir de manière évolutive, professionnelle et performante, les ISC doivent être dotées de capacités professionnelles suffisantes pour bien comprendre et maîtriser les impératifs et les conditions qu'elles doivent remplir pour faire face aux défis qu'exige un audit efficace et performant.

Développement progressif et modulé des outils et méthodes de travail des ISC :

Le champ d'action de l'audit public connaît une évolution permanente, du fait qu'il est appelé à s'adapter aux nouvelles données de l'environnement socio-économique dans lequel opèrent les entités publiques. Ses nombreuses perspectives couvrent plusieurs champs d'intervention des ISC, tels que l'évaluation des programmes et des politiques publiques, l'évaluation de la gestion des risques et l'audit stratégique. Il s'agit de mener une réflexion profonde sur les problématiques et les défis actuels et futurs auxquels sont confrontés les nations, notamment quant à l'analyse des risques et la prévention des crises (régulation du système financier international, endettement, environnement,...)

L'évolution des techniques et des systèmes de gestion des services publics rend nécessaire de développer les méthodes de travail et d'investigation ainsi que les capacités d'analyse des ISC.

En effet, s'il est important de bâtir solidement un audit financier, comptable, juridique et de conformité ; il est également indispensable de mettre en place un audit permettant d'évaluer et de mesurer la qualité de la gestion et les performances atteintes, liées aux opérations et projets entrepris par les organismes publics.

Cependant, il convient de souligner que le développement de l'audit de performance par les ISC doit être entrepris de manière progressive et adaptée au niveau de développement de l'institution en particulier et à l'environnement économique, social et politique du pays de manière générale.

Renforcement de la stratégie de communication de l'INTOSAI qui doit notamment poursuivre les objectifs suivants:

- Mise en place des espaces de communication entre les membres de l'INTOSAI, en profitant au mieux des possibilités offertes par les Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication –NTIC- (échange d'expériences, séminaires, échange d'experts, visioconférences,...) ;
- Promotion de l'INTOSAI et du rôle des ISC pour un développement de la gouvernance, de la transparence, de la performance dans la gestion publique ;
- Accroissement de la notoriété et de l'image des ISC et de l'INTOSAI, auprès des Institutions publiques (Parlement, Gouvernement,...), ainsi qu'auprès des Organisations internationales et régionales en plus des autres parties prenantes qui ont une influence sur la société (média, leaders politiques, ONG, universités, corps professionnels majeurs,...) ;
- Sensibilisation des décideurs à la fois au niveau national et international, ainsi que les citoyens, sur l'importance du rôle et des valeurs des ISC en vue notamment du renforcement de :

- L'indépendance ;
- Le statut institutionnel notamment via l'élévation de l'ISC au rang d'une institution constitutionnelle et l'existence d'un cadre juridique qui lui est approprié ;
- L'autonomie financière en vue de les doter des moyens nécessaires pour faire face à leurs obligations ;
- L'expertise et la compétence professionnelle.

✚ Continuer à encourager une réflexion plus profonde et un partage plus efficace entre les ISC sur les problématiques et les défis actuels et futurs auxquels sont confrontés les nations, notamment quant à l'analyse des risques et la prévention des crises systémiques dans le domaine financier, environnemental, alimentaire, énergétique, social...

✚ Etablir un partenariat durable avec les Organisations Internationales de développement et autres donateurs, en vue de mettre en place sur le terrain, des actions communes visant l'identification des besoins en capacités (diagnostics, plans stratégiques,...) et la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités des ISC.

Conclusion

Pour pouvoir continuer à assurer un rôle stratégique et déterminant dans la mise en jeu de la responsabilité au sein de l'Etat et pour constituer en conséquence un véritable levier de la bonne gouvernance et de la transparence dans la gestion des deniers publics, les ISC sont appelées à connaître des évolutions et des adaptations profondes.

En effet, l'auditing public est un processus dynamique qui a besoin d'un pilotage permanent afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle dans l'Etat démocratique moderne en redressant les défaillances, en alertant sur les risques et en protégeant ainsi les intérêts de l'Etat, de la société et des citoyens.

L'ISC en agissant de manière objective et professionnelle, en vue de placer le citoyen au centre des préoccupations des Pouvoirs publics, est en mesure d'accroître la mobilisation citoyenne autour de l'Etat.

L'ISC doit aussi agir pour renforcer les mécanismes offerts au citoyen lui conférant un droit de regard sur la gestion de la chose publique et lui permettant de dire son avis sur la manière dont sont exercés les pouvoirs qu'il a délégués à des élus. En même temps, il s'agit de contraindre ces derniers et les autorités désignées, à rendre compte et au besoin à répondre de leurs actes.

Etre comptable de ses actes devant les citoyens est un élément essentiel de la démocratie, il s'applique à tous les détenteurs de pouvoirs au sein de toutes les composantes du secteur public : élus et non élus.

En définitive, une bonne stratégie de communication des résultats des travaux de l'ISC aux citoyens doit viser à créer un climat d'éveil et de remise en cause permanente des pratiques établies à l'aune de leur performance et de leur qualité. Il s'agit de mieux faire connaître les responsabilités des acteurs publics pour mieux les contrôler et inciter ainsi le plus grand nombre de citoyens à participer et à s'engager pour bâtir ensemble l'avenir dans la confiance, l'engagement et la recherche du progrès et du bien-être.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Communication d'information aux citoyens en matière d'audit

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

FEDERATION DE RUSSIE

Rendre public les résultats liés aux activités des ISC

Dr. Sergey V. Stepashin,

Président de la Cour des comptes de la Fédération de Russie,
Membre du Comité directeur de l'INTOSAI

Aujourd'hui, nous menons notre débat, à Vienne, sur le rôle et la signification des ISC dans la société moderne, dans le contexte d'un thème vaste. Ce thème a été déterminé cette année à la Conférence EUROSAI-ARABOSAI, qui s'est tenue à Abu-Dhabi et s'est poursuivi lors du VIIIe Congrès de l'EUROSAI à Lisbonne. Ce symposium développe un aspect supplémentaire de la coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition de comptes dans le secteur public.

J'ai indiqué à maintes reprises que la reddition de comptes et la responsabilité des fonctionnaires étaient l'une des conditions sine qua non pour l'existence d'une société démocratique, et que **lorsque les ISC manquent à leur obligation d'informer la société correctement sur les résultats de leur travail d'audit des activités entreprises par les institutions publiques, cela peut entraîner des catastrophes d'ordre social** (comme cela a été le cas ce printemps dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord).

Rendre public les résultats de leurs activités constitue l'un des éléments essentiels du travail des organes publics dans les pays démocratiques, et le droit d'avoir accès à l'information sur les activités des agences publiques représente l'un des droits civils fondamentaux.

J'aimerais vous expliquer comment la **Cour des comptes de la Fédération de Russie assure la sensibilisation du public en ce qui concerne les résultats de son travail.**

La nécessité de fournir des informations sur ses activités est établie dans la Loi relative à la Cour des comptes (article 33).

Le principe de publicité prévu par la Loi fédérale « relative à la Cour des comptes de la Fédération de Russie » est mis en œuvre en fournissant à la société, y compris aux médias, des informations indépendantes, fiables et objectives sur l'efficacité de la gestion des finances publiques.

Une telle information sera fournie par la Cour des comptes **dans le cadre suivant** :

- **Rapports** sur les résultats de mesures de contrôle et d'analyses réalisées par des experts, à présenter au Parlement.
- **Communiqués de presse** mis à jour sur les activités actuelles de la Cour des comptes, à diffuser aux médias.
- **Conclusions** du Président de la Cour des comptes sur le projet de budget fédéral et sur l'état de l'exécution des recettes budgétaires ainsi que sur les amendements au budget en cours.
- **Conférences de presse** de la direction de la Cour des comptes et des commissaires aux comptes.
- **Interviews** de membres du Collège (Collegium) et articles rédigés par des représentants de la Cour des comptes publiés dans les médias.
- **Discours** de membres du Collège à la télévision.
- **Placer des informations** liées aux résultats d'audit **sur Internet**.
- **Répondre aux lettres** et aux appels des citoyens.
- **Contacts directs** avec des citoyens au cours de voyages entrepris dans le pays.
- **Actions communes** avec des organisations non-gouvernementales.
- **Information** envoyée **sur demande**.
- **Réunions avec le leadership du pays**.

Les formes et moyens de transmission de l'information, qui dépendent des destinataires et de la signification publique, **varient en format, périodicité, volumes d'information transmise, et en réactivité**.

Les rapports sur les activités réalisées sont communiqués, par exemple, directement au Parlement, immédiatement après considération par le Collège de la Cour des comptes dans leur totalité, tandis que les communiqués de presse envoyés aux médias sont préparés dans un délai d'une heure, mais sont extrêmement concis.

Les déclarations à l'intention du Parlement relatives aux conclusions de la Cour des comptes en ce qui concerne le projet de budget et l'exécution de budget sont publiées deux fois par an.

Les réponses aux lettres et appels des citoyens sont préparées en fonction de leur réception. Les questions les plus importantes sont triées à l'avance pour des réunions avec les leaders du pays, elles sont préparées minutieusement et annoncées dès qu'elles sont prêtes.

Le principe général est le suivant : les questions qui sont d'un intérêt pour un large groupe de la population au moment même (par exemple, la liquidation des conséquences des incendies de forêt) devraient être traitées au plus vite. Le matériel en question est communiqué aux médias et mis sur Internet au plus vite. J'ai indiqué à maintes reprises déjà, à l'occasion de sommets internationaux, **qu'une telle réactivité est extrêmement importante pour établir de bonnes relations entre la société et l'Etat**, lorsque la société, qui est représentée par les contribuables, voit que les agences publiques responsables (dans ce cas, l'ISC) répondent et réagissent immédiatement à un problème qui touche aux intérêts de gens ordinaires.

J'aimerais souligner une fois de plus **l'importance des différents moyens par lesquels les résultats liés aux activités des ISC sont communiqués à la société.**

En 2010, 310 communiqués de presse sur les résultats liés aux activités d'audit de la Cour des comptes ont été envoyés aux médias ; ils ont eu un large écho dans les médias. A leur tour, les médias russes ont publié, uniquement au cours de l'année précédente, environ 31.000 articles et communiqués de presse sur les activités de la Cour des comptes. 13.000 communiqués de presse sont parus dans des agences de presse, tandis que des éditions Internet ont publiées environ 15.000 communiqués de presse. Environ 700 communiqués sont parus à la télévision, plus de 500 feuilles d'information ont été diffusées à la radio.

Nous avons notre propre centre de presse avec l'équipement nécessaire ; le Bulletin mensuel de la Cour des comptes de la Fédération de Russie est devenu l'une des voies les plus importantes pour sensibiliser le public pour les activités de l'ISC de notre pays.

Au mois de février de cette année, le site web officiel de la Cour des comptes a fêté son dixième anniversaire ; en 2010, il a été visité par 850.000 personnes. Il y a un an, notre site web a gagné le prix du concours Internet russe « Site d'Or de l'année » dans le cadre des nominations pour la catégorie « Ministères et Agences ».

Depuis le mois de mai 2010, des séquences vidéo ont été préparées par le centre de télévision de la Cour des comptes et placées sur YouTube. La Cour des comptes a aussi sa propre page blog sur Twitter. Tout au long de l'année 2010, 709 séquences ont été postées sur le blog. **De fait, actuellement toute personne peut obtenir des informations sur les résultats des activités réalisées par la Cour des comptes russe, mais également exprimer son opinion sur notre travail.**

En 2006, La Commission organisationnelle du Projet international dénommé *Prix de la transparence* a attribué le prix spécialement établi et intitulé « Goutte de cristal » à la Cour des comptes de la Fédération de Russie pour sa contribution en améliorant la transparence du système financier du pays.

En 2007, l'organisation non-gouvernementale et non-commerciale « Financial Press Club », qui regroupe plus de cent représentants de médias leaders à l'échelle centrale et régionale, a attribué le Certificat Platine à la Cour des comptes « pour son ouverture d'information et sa réputation professionnelle impeccable ».

Une telle appréciation des activités de la Cour des comptes visant à sensibiliser le public est le résultat d'un travail constant de longue date avec les médias en vue de fournir des informations objectives et en temps utile aux citoyens.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Communication liée aux audits transmis par les citoyens aux ISC

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

INDE

Améliorer la reddition des comptes publics : Réaligner les ISC avec l'audit social

Résumé

Les ISC sont des organes de l'Etat qui donne de l'assurance au Parlement et aux citoyens que les risques liés aux finances publiques sont abordés de manière adéquate par le pouvoir exécutif. Cette assurance générale est sujette à leurs observations spécifiques faites dans les rapports au Parlement.

Tandis que les assurances fournies ont servi aux gouvernements, des doutes ont été soulevés sur le bien-fondé de ces assurances, véhiculés par les rapports des médias sur des cas de fraude, de corruption et de défaillances réglementaires. De plus, les comités de surveillance du Parlement ou les Cours des comptes n'ont pas été efficaces pour garantir des mesures correctives par rapport aux observations critiques déposées par les ISC. Les citoyens ont été de plus en plus découragés par rapport à la confiance qu'ils mettent dans l'architecture de la gestion des finances publiques de leurs gouvernements. Dans de nombreux pays, la société civile a exprimé des doutes sérieux sur l'efficacité des mécanismes existants à fournir un équilibre financier en proposant des services sociaux tout en contenant les risques de corruption.

Tandis que Montesquieu était émerveillé par la séparation des pouvoirs dans la démocratie américaine, de Tocqueville a souligné que dans des démocraties modernes, la liberté d'association représentait la protection réelle, non seulement contre l'autorité de l'Etat mais aussi contre la tyrannie de la majorité. Un système restrictif de reddition de comptes au sein duquel l'audit public est déformé pour préserver l'institution de contrôle et où les rapports présentés par les ISC passent par la hiérarchie officielle et législative, ne permettant aucune participation directe des citoyens communs, voire des institutions de la société civile dans les processus, n'est clairement pas acceptable dans un monde post-moderne uniforme.

Dans ce contexte, on note un mouvement social naissant depuis 1996 pour un audit social en Inde. Définir la transparence non seulement comme quelque chose de visible, peu importe le contexte choisi par l'Etat, mais plus substantiellement comme processus de corrélation entre les expériences/mémoires des personnes et les registres de l'Etat, a permis au mouvement d'imposer la Loi sur le droit à l'information du pouvoir législatif en 2005. Il est actuellement largement reconnu que l'enthousiasme avec lequel les citoyens font usage de leurs droits transforme l'administration civile.

L'audit social comme pratique a été salué par les citoyens (en particulier les pauvres) comme moyen approprié d'assurer la reddition de comptes des fonctionnaires et politiques en raison de sa faculté éprouvée à rassembler les gens tous azimuts/résidents

locaux à des auditions publiques – menées dans des plateformes médiatiques ou dans des assemblées locales – pour recueillir morceau par morceau des preuves d'irrégularités/de corruption, que ce soit dans des projets de privatisation de haute technologie ou pour la distribution de services sociaux simples, dépendant des cas.

A deux tiers du but pour atteindre les huit objectifs pour le développement des Nations Unies (ODD) en 2015, l'Inde est à un tournant crucial avec peu de succès et quelques échecs. Le manque d'un mécanisme de mise en œuvre crédible pour des programmes dans le secteur social au niveau des sous-districts a renforcé la nécessité de mettre en place des audits sociaux, qui doivent être adoptés par le gouvernement en guise de bonnes pratiques dans les lignes directrices relatives à un programme d'emploi rural national contre la pauvreté et pour les droits. Deux gouvernements provinciaux ont déjà établi des Directions pour l'audit social et d'autres vont sans aucun doute suivre bientôt. L'audit social est de fait également perçu par le gouvernement de l'Inde comme caractéristique essentielle d'une bonne gouvernance.

Dans ce rapport, je souligne le fait que les ISC en Inde ont tissé des liens avec l'audit social mené par un groupe d'organisations de la société civile pour aider les citoyens à être vigilants par rapport aux prestations du service public. Je mets l'accent sur le fait que les mesures de communication sont cruciales pour un développement réciproque de l'audit social et de l'audit public. J'insiste également sur le fait que la méthodologie de l'audit social, qui veut que les citoyens examinent eux-mêmes activement les raisons de leur propre assujettissement et la reconnaissance de l'objectivité par les ISC comme représentation collective est d'une pertinence générale pour approfondir la démocratie dans les pays.

Présenté par
Amitabh Mukhopadhyay,
Directeur général (Communication & Formation),
Bureau de l'Inspecteur général & Vérificateur général d'Inde



**‘Shared Accountability’
in Service Delivery:**
*concepts, principles and the Australian
experience*

Meredith Edwards
INTOSAI Symposium
Vienna 2011



OUTLINE

- (1) Accountability concepts
- (2) ‘Shared Accountability’ explored
- (3) Modern accountability questions
- (4) Starting principles
- (5) Australian experience
- (5) Conclusions and caveats

(1) Accountability Concepts

3

Types of Accountability

- *Accountability* is about:
 - calling and holding institutions and officials to account in undertaking their functions or duties (Mulgan *Holding Power to Account* 2003)
 - it is a *contested* and *complex* concept
 - *Many types* - democratic, hierarchical, vertical, horizontal, social/diagonal.
 - Focus here is on 'horizontal' types.

4



Horizontal accountability:

- across government agencies
- across governments
- across public/third party boundaries
 - formal contractual or principal/agent
 - collaborative or 'networked'

5



Modern view on accountability

Canadian Auditor General:

'In partnership arrangements between 'equals', how can accountability be shared? (OAG 2003:12).

'Accountability is a relationship based on obligations to demonstrate, review, and take responsibility for performance, both the results achieved in light of agreed expectations and the means used' (OAG 2002:9:5).

6

(2) 'Shared Accountability' explored

7

Canadian perspective

- Above definition allows for multiple partners
- Three types of relationship:
 - accountability among partners
 - accountability between each partner and its own governing body
 - accountability to any joint co-ordinating body
- Responsibility not reduced; just more demanding

8

Australian perspective

- Use of ‘shared’, ‘joint’, ‘collective’ terms
- ‘The greatest challengewould be the transition to an accountability framework that acknowledges the pressures for shared decision-making power and funding authority through the development of collective accountability for joint governance’ (APSC 2009a:48).

9

(3) Modern accountability: questions

10

Some Questions

- *Key* : how to adapt hierarchical model to where there are two or more delivery partners?
- *Other*.
 - Use ‘shared accountability’ language? When?
 - Does this mean an ‘accountability deficit’ ?
 - To whom are third parties accountable – citizens, and/or funder(s)?
 - Should auditors audit third parties?
 - What is the role of the public official?
 - Do citizens/communities have any obligations?

11

(4) Starting Principles

12



Principles of 'effective accountability'

- Clear roles and responsibilities
 - Clear performance expectations
 - Balanced expectations and capacities
 - Credible reporting
 - Reasonable review and adjustment including
 - Shared risk management
- (OAG 2002; ANAO 2010)

13



(5) Australian experience

14



Past Lessons

- lack of clarity in objectives, roles and responsibilities
- ineffective relationships
- capacity gaps – both government and in communities
- systemic issues
- lack of funding flexibility
(ANAO 2007:87; Gleeson 2011)

15



Partnership Agreement across governments

- Whole of government framework
- Commitment to outcomes and targets
- Integrated strategy to achieve targets
- Defined responsibilities/accountabilities
- Funding and performance measurement accountability arrangements

16



Service Delivery Principles in Agreement

- Priority principle
- Indigenous Engagement Principle
- Sustainability Principle
- Access Principle
- Integration Principle
- Accountability Principle

17



Partnership on Remote Service Delivery: elements

- High level and long term commitments
- Place based, single government interface
- Local Implementation Plans
- Enhanced engagement and ownership by communities
- Support for capacity development

(www.cris.gov.au)

18



Partnership on Remote Service Delivery (cont.)

Importance of:

- Drawing on previous lessons and overseas experience (e.g. community development)
- Role of Coordinator-General to:
‘ensure that all government agencies are held accountable for their implementation responsibilities’ (www.cris.gov.au)
- Local Implementation Plans as a ‘*key accountability tool*’ to hold governments to account.

19

Auditor challenges

- How to ‘follow the dollar’?
 - ‘glaring gap’ in accountability of money to states by national government
 - increasing use of contractors in service delivery, with concern ‘it has the potential to undermine ministerial responsibility and parliamentary oversight’ (JCPAA 2010:72)
- so no power to audit external entities.

20

(6) Conclusions and Caveats

21

Discussion questions:

- What concepts of accountability are most useful in the current governance environment?
- what are the key issues to be confronted?
- What accountability principles ensure effective citizen voice?
- Is the Australian experience useful with its complex delivery issues?

22

Caveats

- Dealt more with ‘what’ than ‘how
- Examples mainly from Westminster systems
- More emphasis on accountability than citizen engagement concept
- Need for cross sector conversations and learning from lessons.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والإنتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Thema / Thème / Topic

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
 - Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
 - Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Theme 1: Communication between SAIs and citizens

Discussion - Papers and case studies

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

BRAZIL



TRIBUNAL DE CONTAS DA UNIÃO

21st UN/INTOSAI SYMPOSIUM 2011

**Effective practices of cooperation
between SAIs and citizens to enhance
public accountability**

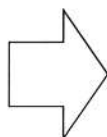
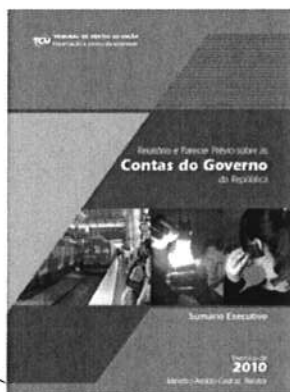
Minister Aroldo Cedraz

Vienna, July 13th, 2011



Government Accounts focused on citizens


Annual Report



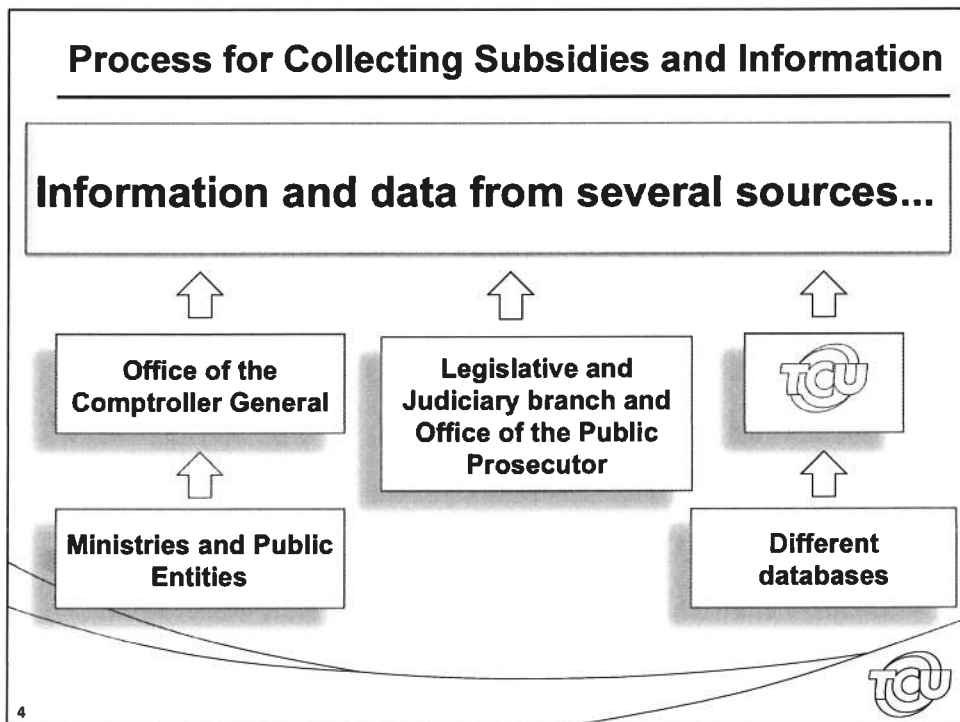
TCU Innovations

Improving the content of the Report

Communicating results effectively



3



Focus on CITIZENS



5



Focus on CITIZENS



6



Approaching the target audience



Seminar **- Performance of Economy -**

- **President of Central Bank of Brazil**
- **Secretary of Economic Policy of the Ministry of Finance**

7



Approaching the target audience



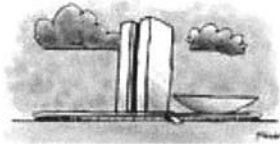
Round table **- civil society -**

- **Academia**
- **Productive Sector**
- **NGOs**
- **Press**

8



Approaching the target audience



National Congress

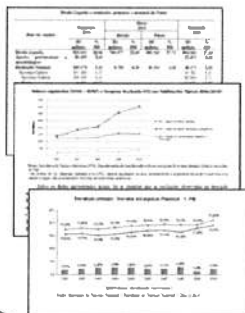
- President of the Federal Senate
- President of the Chamber of Deputies
- Committees of the National Parliament

9



Preliminary Opinion on Government Accounts

Information collected



Report on Government Accounts



Examination by TCU Plenary



10



Dissemination Mechanisms – website



11



Dissemination Mechanisms – fact sheets

Goals and Priorities

Performance of Economy

Tax Expenditure

Urban Mobility

TCU Metas e prioridades da Diretriz Orçamentária

TCU, em conjunto com o Ministério da Fazenda, elaborou o Plano Plurianual (PPA) 2012-2015, o primeiro plano plurianual da União desde a Constituição de 1988. O PPA estabelece as diretrizes orçamentárias para o período de 2012 a 2015, com o objetivo de garantir a sustentabilidade das contas públicas e a realização das metas estabelecidas no Plano Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (PNDES).

Entre as prioridades do PPA, destacam-se:

- Fortalecimento da estrutura institucional da administração pública federal direta.
- Modernização da gestão pública, com foco na eficiência e na transparência.
- Investimentos em infraestrutura de transportes e saneamento básico.
- Desenvolvimento econômico e social, com ênfase na geração de empregos e na melhoria da qualidade de vida.

TCU Desempenho da Economia

TCU acompanha o desempenho econômico do Brasil, analisando indicadores como o Produto Interno Bruto (PIB), o Índice de Preços ao Consumidor (IPC) e o Índice de Produção Industrial (IPI). Em 2011, o PIB cresceu 7,3%, o IPC aumentou 5,8% e o IPI cresceu 10,1%.

Esses dados refletem uma recuperação econômica após o período de crise em 2009. O crescimento do PIB foi sustentado pelo setor de serviços, que contribuiu com 6,8% para o total. O setor de manufatura também teve uma contribuição positiva, com um crescimento de 10,1%.

TCU Renúncia de Recolhas

A renúncia de receitas é uma das principais causas de déficit orçamentário. Segundo o TCU, em 2011, a renúncia de receitas totalizou R\$ 118,8 bilhões, o que representa 11,8% do PIB. Os principais tipos de renúncia são:

- Isenções e reduções de impostos: R\$ 68,8 bilhões (58,1%).
- Descontos em impostos: R\$ 28,8 bilhões (24,3%).
- Outros tipos de renúncia: R\$ 21,2 bilhões (17,6%).

Esses dados indicam que a renúncia de receitas continua sendo um desafio significativo para a sustentabilidade das contas públicas.

TCU Mobilidade Urbana

A mobilidade urbana é um dos grandes desafios das cidades brasileiras. Segundo o TCU, em 2011, o tempo médio de deslocamento de um cidadão brasileiro para o trabalho foi de 45 minutos. Isso representa um custo econômico muito alto para a sociedade.

Entre as principais causas da baixa mobilidade urbana, destacam-se:

- Falta de infraestrutura de transportes públicos.
- Alto custo dos transportes individuais.
- Tráfego congestionado nas grandes cidades.

Para melhorar a mobilidade urbana, é necessário investir em infraestrutura de transportes públicos e promover políticas de planejamento urbano sustentável.

12



Presenting Results



13



Impacts of the Report

FOLHA DE S. PAULO

Benefício fiscal não é controlado, aponta TCU

Benefício vai a R\$ 144 bilhões em 2010; Ministério da Fazenda não comenta

Benefício de Tributos do Curso de Direito apontou que os benefícios fiscais são controlados pelo governo com um custo superior ao de criação dos projetos de redução dos impostos. No ano passado, o TCU estimou de cerca de R\$ 144 bilhões em benefícios fiscais para lucros, em relação de R\$ 100, quando todos os benefícios fiscais são considerados com redução, sob o controle do TCU.

“
are not controlled,
says TCU”

14



Continuous improvement of the Government Accounts

**Need for
continuous
improvement**



**Independent
evaluation of
TCU work
processes**

15



Peer review of Government Accounts

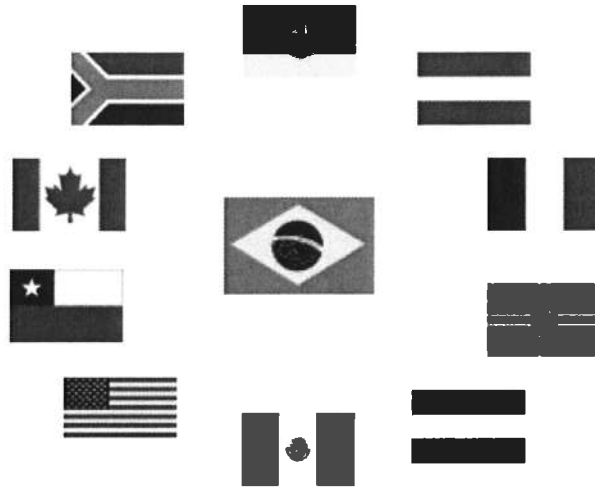
**OECD peer review
Independent
evaluati**



16



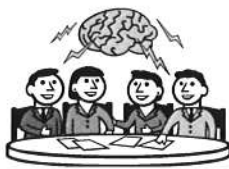
Peer review of Government Accounts



17



Lessons learned



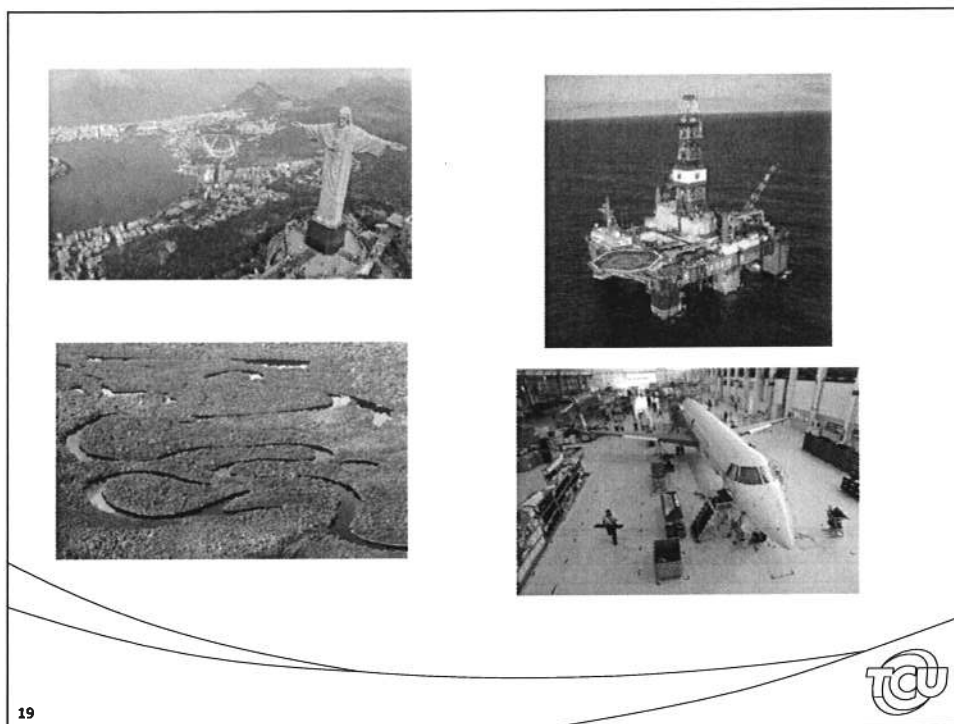
Expand the debate with different segments of society and with Parliament



Selection of relevant topics enables SAs to have a more effective role regarding the elaboration of public policies

18





19



TRIBUNAL DE CONTAS DA UNIÃO

21st UN/INTOSAI SYMPOSIUM 2011

**Effective practices of cooperation
between SAIs and citizens to enhance
public accountability**

Minister Aroldo Cedraz

Vienna, July 13, 2011





21st UN/INTOSAI Symposium
21^o Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio Naciones Unidas/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 a 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Thème 1: Communication entre les ISC et les citoyens

Débat – Rapports et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

COLOMBIE

LA COOPERATION ENTRE LES CITOYENS ET LES ISC DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

1. Généralités

Pour l'ISC de Colombie (Contraloría General de la República de Colombia), la corruption est "l'ensemble des actes au moyen desquels les agents publics s'approprient indûment, en tant que dépositaires de l'autorité publique, dans leur intérêt ou celui de tiers, des ressources publiques ou en font un usage inapproprié. Ils'agit d'un échange consensuel faisant intervenir au moins deux parties juridiquement capables – dont une occupe une position de pouvoir dont elle tente de tirer profit – et qui sont conscientes de violer les règles ou les valeurs sous-tendant l'intérêt général d'un système ou d'une société"¹.

2. L'espace de coopération au niveau constitutionnel

En Colombie, trois instances supérieures définissent l'espace de coopération entre les citoyens et l'ISC dans la lutte contre la corruption, à savoir :

- Le principe constitutionnel de la démocratie participative qui définit ce type de démocratie comme étant la forme d'organisation de la République² conforme aux objectifs fondamentaux de l'Etat colombien qui se voit ainsi attribuer la responsabilité de "*faciliter la participation de tous aux décisions qui les concernent dans la vie économique, politique, administrative et culturelle de la Nation*"³.
- L'institution de contrôle supérieure, autonome et indépendante consacrée par la Constitution et qui exerce le contrôle des finances publiques au nom de la collectivité.
- Et plus particulièrement, la participation des citoyens ayant pour but de surveiller la gestion des affaires publiques, elle aussi consacrée par la Constitution, et mentionnée au chapitre établissant les principes, la structure et le fonctionnement de l'ISC colombienne, ce qui fait ressortir clairement et sans équivoque qu'aux termes de la Constitution, cette participation concourt prioritairement à l'exercice du contrôle des finances publiques.

¹ Définition formulée par le Docteur Antonio Hernández Gamarra, chef de l'ISC de Colombie, le 5 février 2004, à l'Ecole d'Administration, des Finances et de la Technologie de Medellín.

² Constitution politique de la Colombie, article premier : "La Colombie est un état social de droit, organisé sous forme de république unitaire, décentralisée avec autonomie de ses collectivités territoriales, démocratique, participative et pluraliste, fondée sur le respect de la dignité humaine, sur le travail et la solidarité des personnes qui la constituent et sur la primauté de l'intérêt général" (soulignement ajouté).

³ Constitution politique de la Colombie, article 2.

Ce qui précède fait ressortir que la coopération entre les citoyens et l'ISC visant la surveillance de la gestion des finances publiques et le contrôle des résultats de l'administration, est consacrée au niveau constitutionnel et détaillée par des lois de rang inférieur, notamment pour ce qui est de l'objet du présent exposé, à savoir la lutte contre la corruption.

3. L'espace de coopération effective

L'indice de Transparency International indique que la Colombie se situe à la 78^e place des 178 pays examinés en 2010⁴, avec une note de 3,5 sur 10, ce qui indique que des efforts ont été déployés conjointement par les citoyens et l'ISC dans la lutte contre la corruption et qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour relever le niveau de probité dans l'Etat et la société, et ce d'autant plus qu'une dégradation a été constatée ces dernières années.

Parallèlement, l'enquête de culture politique du Service administratif national des statistiques (Departamento Administrativo Nacional de Estadística – DANE) de 2008 a souligné le faible niveau de participation citoyenne aux espaces et mécanismes de participation, car 74,19 % des citoyens ont indiqué qu'ils ne participaient à aucun d'entre eux ; ceci vaut aussi pour la participation aux mobilisations sociales qui n'atteint qu'un niveau de 21,94%. En outre, la propension des citoyens à participer à des activités associatives est préoccupante, car 76,04 % des Colombiens ne font partie d'aucune association⁵.

Selon le chef de l'ISC de Colombie⁶, les montants entrant en jeu dans la corruption en 2010 pourraient s'élever dans le pays à \$ 17 milliards, environ US \$ 8.5 milliards, ce qui représente pour un pays avec un PIB de US \$ 288.189 millions et un PIB par tête de US \$ 6.333, environ 3% du PIB soit le produit de 1.342.175 Colombiens.

En conclusion, le panorama de la corruption en Colombie et la propension de la société civile présentent des carences structurelles malgré l'existence de cadres normatifs nombreux et élaborés. La coopération entre l'ISC et les citoyens devra relever des défis immenses en vue de parvenir à de meilleurs niveaux de transparence et de probité dans la gestion des finances publiques et dans la dynamique sociale.

⁴ Dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, la Colombie est partie d'une note de 2,2/10 en 1998. En 2006, le pays a obtenu la note de 3.9/10, en 2007 il a atteint 3.8/10 sur 183 pays et, en 2008, il a obtenu la même note de 3.8/10, cette fois-ci sur 180 pays, plaçant la Colombie à la 70^e place.

⁵ Il convient de signaler ici que le Rapport exécutif sur l'indice de contrôle social en Colombie de l'ISC de la République publié à Bogotá en juin 2010, a constaté que l'efficacité des contrôles proactifs (dans les organisations) est de 91 % par rapport aux contrôles actifs (citoyens individuels) de 34%.

⁶ <http://m.eltiempo.com/opinion/lo-que-hariamos-con-17-billones/6872294>

4. Les possibilités institutionnelles de l'ISC de Colombie

L'ISC de Colombie dispose d'un plan stratégique lui permettant de mettre en œuvre des mesures concrètes de coopération avec les citoyens et leurs organisations dans la lutte contre la corruption. L'ISC exerce le contrôle des finances publiques en représentation de la collectivité, son principal client étant le citoyen et elle développe un contrôle des finances publiques participatif (un ensemble de stratégies axées sur l'information, la formation et l'organisation, qui encouragent la dénonciation, la réflexion et la participation du citoyen au contrôle des finances publiques) ; l'un des objectifs consiste à promouvoir la participation des citoyens au contrôle des finances publiques et de renforcer l'appui technique fourni au Parlement) qui a abouti à des résultats et des succès reconnus au niveau national et international.

5. Expérience récente de l'ISC de Colombie

Suite à l'intensité sans précédent de la saison des pluies, qui dans certaines régions a commencé dès avril 2010, l'ISC a officiellement adopté, en vertu de la décision n°8275 du 7 février 2011, une stratégie de suivi spécifique de la gestion des ressources affectées à pallier la situation d'urgence sur le plan social, économique et écologique provoquée par les inondations.

En mai 2011, le bilan était le suivant : 452 morts, 555 blessés, 83 personnes portées disparues, 803.150 familles et 3.445.533 personnes touchées par la catastrophe ; il convient de mentionner, en outre, les dommages subis par l'infrastructure routière, institutionnelle, éducative, sanitaire, par les réseaux de protection, de communication ainsi que le système productif rural et urbain. Un montant de \$ 4.5 milliards (US \$ 2.5 milliards) a été alloué à la prise en charge de la population et, selon les bases du Plan national de développement, une enveloppe de \$ 24.5 milliards (US\$ 13.6 milliards) a été affectée à la réhabilitation et à la reconstruction pendant la période quadriennale 2010-2014⁷.

⁷ US \$ 1=\$ 1.800.

Voici le résumé des résultats :

- Visites dans 362 municipalités situées dans 22 départements du pays.
- 20 rapports exprès.
- Réception et transmission de 515 dénonciations et contributions citoyennes.
- Etablissement d'instances de contrôle par les citoyens dans 21 des départements touchés (présence dans 78 municipalités).
- 31 avertissements.
- Ouverture d'enquêtes préliminaires et de procédures visant l'indemnisation volontaire par les auteurs présumés d'actes illicites (proceso de responsabilidad fiscal/PRF).

Avertissements face à d'éventuels surcoûts dans le cadre de l'achat de produits alimentaires et d'articles d'hygiène :

Département de Bolívar (\$ 5.897,2 millions).

Département de Sucre (\$ 2.460,8 millions).

Département de Chocó (\$ 2.000 millions).

Département de Córdoba (\$ 2.576,5 millions).



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Thème 1 : Communication entre ISC et citoyens

Débat - Rapports et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

INDONESIE

L'Institution supérieure de contrôle et les citoyens : l'expérience indonésienne

Historique

L'essor de la vérification dans le secteur public indonésien a débuté en 2003 – 2004 et résulte du mouvement de réforme dans les années 1998-1999. La réforme a entraîné des changements radicaux et significatifs dans les systèmes sociaux et politiques, qui ont influé sur la gestion financière d'Etat, sur la reddition des comptes et sur l'audit. Depuis 1999, l'Indonésie a introduit un système plus démocratique, transparent, une gestion redevable et une décentralisation.

Des amendements à la Constitution indonésienne ont permis de réaliser des changements à l'échelle des finances publiques et de la vérification. L'un des amendements réalisés concerne un article sur les questions financières d'Etat, qui inclut la mise en place et le fonctionnement de la Commission des comptes de la République d'Indonésie, connue sous la dénomination de *Badan Pemeriksa Keuangan* (BPK). Auparavant, la BPK était mentionnée dans un paragraphe de l'article. Dans la Constitution amendée, la BPK est réglementée dans trois articles composés de sept paragraphes. De plus, la BPK est davantage renforcée par la promulgation de trois lois relatives aux finances publiques¹ et par une loi concernant la BPK².

Le mouvement de réforme de l'année 1999 émanait de préoccupations du public et exigeait un gouvernement intègre, en l'occurrence sans corruption et avec une bonne gouvernance. L'une des attentes du public par rapport à cette réforme était que la BPK joue un rôle significatif en vue de répondre aux préoccupations et de réaliser les exigences du public. Par conséquent, la Constitution garantit l'indépendance de la BPK, renforce la relation de la BPK et des institutions représentatives (publiques), en l'occurrence le parlement et le conseil représentatif régional, et permet un accès public aux résultats d'audit de la BPK. Pour répondre aux changements en cours, et soucieux de maintenir en particulier la confiance des citoyens, la BPK a élaboré des stratégies de relations publiques et de communication.

Le présent rapport vise à partager l'expérience de la BPK en ce qui concerne l'élaboration et la mise en application de ses stratégies relatives aux relations publiques et à la communication. En premier lieu, le rapport établit un profil succinct de l'Indonésie et une description générale de la BPK, qui décrit le rôle que pourrait jouer la BPK dans le maintien des relations avec le public. Puis, le rapport décrit les stratégies mises en place par la BPK en matière de relations publiques et de communication.

¹ Loi numéro 17 (Année 2003) sur les finances publiques ; Loi numéro 1 (Année 2004) sur le trésor d'Etat ; et Loi numéro 15 (Année 2004) sur la vérification de la gestion et de la reddition des comptes publics.

² Loi numéro 15 (Année 2006) sur la Commission des comptes de la République d'Indonésie

La troisième partie du rapport est consacrée aux défis rencontrés et, finalement, la dernière partie souligne la relation et la politique de communication de la BPK avec le public.

L'Indonésie et la BPK

L'Indonésie est un pays archipel situé en Asie du Sud-Est, avoisinant Singapour, la Malaisie, les Philippines, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Australie. L'Indonésie comporte cinq grandes îles et des milliers de petites îles, y compris l'île de Bali. En 2010, l'Indonésie comptait 237.556,363 habitants.

L'Indonésie est un Etat unitaire avec un régime présidentiel et démocratique. Le gouvernement consiste en un gouvernement central, un gouvernement provincial et des districts/municipalités. Le chef d'Etat est élu au suffrage universel direct et les membres de la Chambre des représentants, du Conseil régional représentatif ainsi que les représentants régionaux de chaque province, district et municipalité sont également élus au suffrage direct. Actuellement, le pays comprend un gouvernement central constitué de 78 ministères/institutions, 33 gouvernements provinciaux et 496 gouvernements de districts/municipalités.

La BPK est l'une des huit institutions publiques d'Indonésie. Les institutions publiques de la République d'Indonésie sont : le Président, l'Assemblée consultative du peuple, la Chambre des représentants, le Conseil régional représentatif, la BPK, la Cour suprême et la Commission judiciaire. Ces institutions publiques détiennent une position d'égalité, ayant chacune ses tâches et fonctions respectives. La BPK a la tâche et la fonction de contrôler les finances publiques, qui sont gérées et utilisées par l'ensemble des gouvernements et des institutions.

La BPK est consistée de neuf membres du Conseil qui sont sélectionnés par la Chambre des représentants. La BPK est sise à Jakarta et a des bureaux dans chacune des 33 provinces. Actuellement, la BPK compte plus de 2.000 entités d'audit qui doivent être contrôlées au cours d'une certaine période de chaque année, mais la BPK ne dispose que d'un nombre limité de vérificateurs. La BPK est mandatée à réaliser les contrôles au niveau des trois échelons du gouvernement. Les entités en question sont les suivantes :

- 1) Gouvernement central dont le rapport financier consolide 78 rapports financiers de ministères/institutions avec des actifs d'une valeur totale de 2.122 trillions de Rp, des revenus de 848 trillions de Rp, et des dépenses de 937 trillions de Rp, à dater du 31 décembre 2009 ;
- 2) 529 entités à l'échelle du gouvernement local, y compris le gouvernement provincial et le gouvernement du district ;

- 3) 427 entreprises d'Etat consistant de principales entreprises d'Etat et de sociétés filiales avec des actifs d'une valeur totale de 2.234 trillions de Rp, à dater de la fin de l'année 2009 ;
- 4) 1.386 entreprises appartenant aux régions ;
- 5) Banque d'Indonésie ;
- 6) Agence de la fonction publique, entité juridique de l'Etat et autres parties qui utilisent un financement public.

En termes de rapports d'audit réalisés, la BPK a présenté 1.262 rapports d'audit en 2010, au Parlement, au Conseil régional représentatif, aux entités contrôlées ; ils sont également accessibles au public.

Le budget annuel alloué à la BPK est approuvé par la Chambre des représentants. Le rapport annuel de la BPK sur la reddition de comptes est contrôlé par un cabinet d'expertise comptable nommé par la Chambre des représentants ; l'assurance qualité de la BPK est évaluée par des pairs, c'est-à-dire par une ISC membre de l'INTOSAI tous les cinq ans.

Les stratégies de relations publiques et de communication de la BPK

La BPK élabore ses stratégies en matière de relations publiques et de communication en se basant sur les législations indonésiennes et les normes internationales. L'article 7, paragraphe (1) de la Loi no. 15, de l'année 2004, sur l'audit de la gestion et la reddition de comptes des finances publiques stipule que la BPK devrait tenir compte des contributions apportées par les représentants publics en faisant son travail. De plus, il est écrit à l'article 19, paragraphe (1), que les rapports d'audit qui ont été présentés aux institutions représentatives sont ouverts au public.

En ce qui concerne la norme internationale, la BPK met en œuvre le principe 6 de la norme ISSAI intitulée *Principes de transparence et de responsabilité - Principes et bonnes pratiques*, qui stipule comme suit :

Les ISC gèrent leurs activités dans un souci d'économie, d'efficacité et d'efficacité et dans le respect des lois et réglementations, et rendent compte publiquement de cette gestion.

- *Les ISC ont recours à des pratiques de gestion saines, notamment des contrôles internes adéquats de leur gestion et de leurs opérations financières. Ceux-ci peuvent inclure des audits internes ainsi que d'autres mesures figurant dans le document INTOSAI GOV 9100.*
- *Les rapports financiers des ISC sont rendus publics et soumis à un audit externe indépendant ou à l'examen du Parlement.*
- *Les ISC évaluent leurs activités et leurs performances dans tous les domaines, tels que l'audit financier, le contrôle de conformité, les activités juridictionnelles (ISC constituées en Cours des comptes), l'audit de performance, l'évaluation de programme et les conclusions relatives aux activités gouvernementales.*
- *Les ISC entretiennent et renforcent les compétences qui leur sont nécessaires pour s'acquitter de leur mission et assumer leurs responsabilités.*

En accomplissant la loi et en appliquant la norme mentionnée, la BPK a élaboré ses stratégies en matière de relations publiques et de communication pour réaliser sa vision et remplir sa mission dans son plan stratégique, qui est d'avoir une institution de contrôle des finances publiques indépendante, professionnelle et crédible, qui joue aussi un rôle actif à promouvoir la réalisation d'une gestion des finances publiques responsable et transparente. Les stratégies de la BPK qui visent à améliorer la relation avec le public sont décrites comme suit :

1. Moyens de communication avec le public

Des moyens de communication entre le public et la BPK sont nécessaires afin de répondre aux exigences croissantes du public pour une gestion des finances publiques honnête, responsable et transparente. A cette fin, la BPK propose une procédure de soumission de plaintes ou de présentation de rapports pour que le public puisse transmettre des rapports lorsque des fautes sont portées à leur connaissance. Ce moyen de communication permet aussi au public de solliciter des informations liées à la BPK et ses résultats d'audit. La communication est fournie via le site web, par mél ou en contactant directement le bureau de la BPK. La communication d'information du public est requise par la Loi no. 14 (année 2008) relative à la Liberté de l'information publique. La Loi en question stipule

que toute institution publique doit donner accès à toute personne qui demande à recevoir une information publique.

2. Accroître les connaissances du public par le biais de campagnes publiques

Les connaissances sur et la perception du public par rapport au rôle que joue la BPK ne sont pas partout les mêmes. La BPK, qui dans le passé était une institution jouissant d'un rôle limité, est aujourd'hui une institution qui joue un rôle majeur en ce qui concerne l'amélioration des finances publiques et l'élimination de la corruption. Le public n'a pas entièrement saisi le rôle et la fonction qui incombent à la BPK. La plupart des citoyens pensent que la BPK est une institution qui peut émettre des jugements et punir les coupables. Entre-temps, la fonction de la BPK est de contrôler les finances publiques. Elle transmet les résultats d'audit qui contiennent des indications de fraude aux organes chargés de l'application des lois, en l'occurrence la Cour suprême, la Commission d'élimination de la corruption et le Département de police, qui les suivront.

Depuis 2006, la BPK gère un programme intitulé « Programme de sensibilisation publique », qui est composé des activités suivantes :

- a. Mettre en place un centre des médias dans les locaux de la BPK comme centre d'information sur la BPK ;
- b. Organiser des visites dans les bureaux des médias nationaux et locaux en vue d'entretenir de bonnes relations avec les médias. Cette initiative est importante car les médias forment l'opinion publique et joue donc un rôle essentiel en matière de promotion de la transparence et de la responsabilité des finances publiques ;
- c. Réaliser des programmes comme « la BPK à l'Université » et « la BPK à l'Ecole » au cours desquels la BPK va rendre visite aux universités et écoles secondaires/collèges dans de nombreuses régions d'Indonésie. Au cours de ces visites, la BPK mène des dialogues publics avec les étudiants et les universitaires. Les campus sont les lieux où se forment les connaissances et ce sont des endroits propices pour promouvoir les valeurs à la base, telles l'honnêteté, l'information et la justice envers le citoyen. Le programme est aussi mis en place afin d'attirer les meilleurs diplômés à venir travailler pour la BPK.
- d. Mener des émissions-débats à la radio et à la télévision pour discuter de cas actuels et en cours ;

- e. Présenter des publications et documentations via les médias imprimés et électroniques tels les profils vidéo, sites web, livres, livres de poche sur la BPK, le journal de vérification de la BPK ;
- f. Diffuser des communiqués d'intérêt public à intervalles périodiques, soit par les médias électroniques, soit par les médias imprimés ;
- g. Organiser une manifestation intitulée « la BPK est à l'écoute du public » en invitant des parties intéressées à participer en apportant des contributions sur la performance de la BPK, de manière à ce que la BPK puisse s'améliorer et travailler selon les attentes des parties prenantes ;
- h. Organiser divers événements tels des séminaires nationaux, des séminaires sur la diffusion de la loi relative à la BPK, des ateliers médiatiques, des expositions, des prix du journalisme et des concours d'écriture scientifique sur la mise en œuvre des tâches de la BPK ;
- i. Réaliser des sondages afin de mesurer le niveau de satisfaction et inviter les parties prenantes à apporter des contributions en ce qui concerne la BPK ;

En menant des programmes de sensibilisation publique, la BPK vise à :

1. Elargir les connaissances du public en ce qui concerne les tâches et la fonction de la BPK ;
2. Instaurer de bonnes relations entre la BPK et les parties prenantes ;
3. Aider le public à comprendre les résultats liés aux activités de contrôle du secteur public par la BPK ;
4. Créer une satisfaction publique quant à l'application des principes de bonne gouvernance menés par la BPK ;
5. Solliciter la participation publique pour appuyer et mettre en œuvre la bonne gouvernance pour un meilleur avenir de l'Indonésie.

Les défis liés aux relations instaurées et à la communication avec le public

Les stratégies menées par la BPK appuient sa performance en termes de mise en œuvre de son mandat. Toutefois, dans la pratique, la BPK rencontre des défis qu'il s'agit de relever.

Le plus grand défi rencontré par la BPK est lié à la liberté d'information du public instaurée comme résultat de l'évolution démocratique en Indonésie. A l'ère démocratique, les citoyens sont libres d'exprimer leur opinion. La diffusion d'information publique devient une exigence de plus en plus forte. En 2008, le gouvernement a publié la Loi no. 14 (année 2008) relative à la Liberté de l'information publique. Elle fait partie d'une bonne gouvernance qui ne peut pas être évitée. Conformément à la loi, chaque individu a le droit d'obtenir des informations, à l'exception d'informations confidentielles qui sont susceptibles de menacer ou de causer un préjudice au pays si elles sont divulguées. Dans la pratique, une divulgation d'information publique entraîne des incidences négatives. De nombreuses organisations non-gouvernementales (ONG) et communautés demandent ouvertement des informations liées à la gestion d'organes publics, qui peuvent être utilisées de manière abusive par des parties irresponsables.

Pour la BPK, la divulgation d'information publique est une bonne opportunité pour renforcer la reddition de comptes et la transparence. La BPK a répondu à la situation en s'ouvrant et en donnant au public un maximum d'accès à ses résultats d'audit présentés au Parlement. Le public a pu y accéder par le biais du site web de la BPK et par les publications dans les médias imprimés et électroniques. Puis, il y a eu des cas dans différents domaines au cours desquels l'information contenue dans le rapport de la BPK a été utilisée à des fins frauduleuses et d'extorsion. Ceci a entraîné un changement d'orientation de la BPK et elle a été judicieuse quant à la publication de ses résultats. La BPK a commencé à mettre en place des procédures relatives aux demandes du public pour les résultats d'audit et a limité une diffusion inutile de ses résultats au sein de la communauté. Pour obtenir les rapports relatifs aux résultats d'audit de la BPK, les citoyens sont tenus de soumettre une lettre en donnant leur identité et les raisons de l'utilisation intentionnée. C'est une mesure nécessaire parce que la communauté n'est pas assez mûre à gérer les informations relatives aux résultats d'audit.

En ce qui concerne l'avenir, la BPK espère que la liberté d'information peut être mise en œuvre pour atteindre la transparence requise en vue d'aider le processus de développement démocratique en Indonésie.

Notes finales

La BPK rencontre divers défis en ce qui concerne l'instauration de bonnes relations et la communication avec le public. Toutefois, la BPK poursuivra ses efforts pour développer ses stratégies liées aux relations publiques et à la communication afin de pouvoir travailler de manière professionnelle et de promouvoir l'efficacité de la qualité et des résultats de la BPK ; l'objectif étant de renforcer la transparence et la responsabilité en Indonésie.

Basées sur l'expérience indonésienne, les relations et la communication des ISC avec le public pourraient être influencées par leur mandat et leur fonction. Les systèmes politiques et sociaux nationaux peuvent sensiblement influencer sur le mandat et la fonction des ISC. En conséquence, les relations des ISC peuvent fortement dépendre des systèmes politiques et sociaux.

Pour les ISC qui ont des possibilités considérables d'atteindre le public, il est important qu'elles élaborent des stratégies propres qui déterminent les relations publiques et la communication. Les services essentiels des ISC sont liés aux activités de services qui rassurent le public. Pour cette raison, les ISC sont tenues d'entretenir la confiance du public en produisant des résultats de qualité élevée, une communication et des relations efficaces.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^o Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والإنتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Thème 1 : La communication entre les ISC et les citoyens

Débat – Documents et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

PAYS-BAS

Document de synthèse de la Cour des comptes néerlandaise

La Cour des comptes néerlandaise (NCA, *sigle anglais*) est un organe de surveillance important de la bonne gouvernance publique qui sert les intérêts des citoyens, les utilisateurs finaux de la politique gouvernementale.

La NCA n'est pas la seule organisation à remplir ce rôle. Les citoyens et organisations de la société civile (ONG) ont souvent l'expérience directe des problèmes qui surviennent dans l'administration publique et peuvent aussi agir en tant que disciples critiques du gouvernement. Cette position unique fait que les citoyens ne sont pas seulement des acteurs, mais aussi une source riche en connaissances et en informations sur la performance et l'exécution des tâches du gouvernement.

La NCA est convaincue que la communication avec et la participation des citoyens est d'une grande importance pour la qualité des audits, la faisabilité et l'acceptabilité des recommandations. Les médias sociaux sont de plus en plus importants en ce qui concerne la communication avec les citoyens et leur implication dans les affaires publiques.

Exemples de communication entre la NCA et les citoyens :

1. **« Crowdsourcing » (externalisation ouverte) et LinkedIn**
2. **Autres exemples de « Crowdsourcing »**
3. **Contrôles « de réalité »**
4. **Twitter**

1. « Crowdsourcing » et LinkedIn

Par le biais du crowdsourcing, la NCA recueille des connaissances et informations de citoyens sur Internet, par exemple sur un forum tel LinkedIn. La NCA a lancé un débat public sur LinkedIn en 2011 afin de discuter des économies et autres bénéfices de l'utilisation réduite de normes dites « fermées » et l'introduction de progiciels open source (à source libre). En quelques jours, le groupe comptait approximativement 400 membres, dont environ 20 % avaient été invités personnellement et les autres 80 % avaient rejoint le groupe spontanément.

2. Autres exemples de « Crowdsourcing »

La NCA a lancé le forum internet intitulé « Plan d'action Enseignant » et le projet dénommé « Passion pour la reddition des comptes publics » en 2011.

3. Contrôles « de réalité »

La NCA fait usage des contrôles « de réalité » pour investiguer sur la façon dont le gouvernement central aborde les problèmes de la société, si les mesures prises aboutissent à des solutions pratiques et comment les ministres en rendent compte. Les contrôles « de réalité » ne reflètent pas une image globale mais donnent un aperçu du succès ou non d'une politique prise par le gouvernement. L'un des contrôles « de réalité » concernait des subventions permettant des économies d'énergie pour des logements privés.

4. Twitter

La NCA a entamé une expérience avec Twitter comme moyen de communication en 2011. Twitter est désormais utilisé pour annoncer de nouveaux rapports de la NCA et pour diriger les utilisateurs directs de Twitter intéressés à nos audits vers notre site web. Twitter est aussi utilisé pour informer nos adhérents des débats parlementaires qui ont lieu en ce qui concerne nos rapports. De temps en temps, la NCA répond à des tweets (« gazouillis ») par des tiers en ce qui concerne nos rapports. La NCA compte actuellement 247 membres. Au cours de l'été, nous allons évaluer l'utilisation expérimentelle de Twitter comme moyen de communication avec les citoyens.

Dilemme et points de discussion :

1. Le « Crowdsourcing » est-il un outil d'audit fiable pour les ISC ?
2. Les ISC devraient-elles payer pour les informations qu'elles obtiennent des citoyens ?



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Moyens et conditions nécessaires d'inclure
les citoyens dans le processus d'audit

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

CHINE

1. To Inclure les citoyens dans le processus d'audit est un moyen important d'assumer son rôle de vérification en promouvant la gouvernance nationale

L'institution de contrôle est essentiellement responsable de superviser la gestion et l'utilisation de fonds publics et d'entreprises d'Etat, qui sont orientées vers la fourniture de biens et de services d'intérêt public. Les citoyens, usagers des biens publics, ont aussi exprimé leurs préoccupations par rapport à l'utilisation des fonds publics et des actifs d'Etat. En les intégrant dans le processus d'audit, les citoyens seront à même de comprendre la précision, la conformité et la performance liées à l'utilisation des fonds publics, des actifs d'Etat et aux activités économiques y afférentes, puis de rendre le gouvernement redevable et de protéger les intérêts des citoyens. De plus, la vérification, qui a pour objectif et fonction de superviser si le gouvernement a assumé ses responsabilités pertinentes, peut jouer un rôle important dans le mécanisme de promotion de la gouvernance nationale. Ce rôle est essentiellement inscrit dans la performance du mandat de contrôle établi par la loi de la manière suivante :

- Superviser le respect des responsabilités gouvernementales afin d'examiner les responsabilités ;
- Examiner l'exactitude du matériel utilisé pour les activités économiques de manière à refléter les conditions des activités économiques du gouvernement ;
- Superviser la conformité des activités économiques afin d'assurer que le gouvernement agisse conformément à la loi ou aux exigences du client ;
- Evaluer l'efficacité des activités économiques en vue de promouvoir l'utilisation efficace des fonds et améliorer le niveau du service public.

En Chine, les citoyens sont très préoccupés par le processus d'exécution et les résultats du contrôle dénommé « Leaders' Accountability Audit », un contrôle spécial réalisé en Chine sur la performance des responsabilités des leaders élus (par suffrage direct ou indirect). Intégrer les citoyens dans le processus d'audit leur permettra d'obtenir plus d'information sur la manière dont les administrateurs se sont acquittés de leurs responsabilités, et s'ils ont exercé leurs fonctions compte tenu de la volonté du peuple. L'implication des citoyens favorisera, en conséquence, le travail efficace des fonctionnaires du gouvernement. L'efficacité du contrôle et le niveau de gouvernance en seraient sensiblement améliorés.

2. Principaux moyens d'intégrer les citoyens dans le processus d'audit

Les citoyens pourraient être impliqués dans diverses étapes du processus d'audit par différents moyens, de manière à pouvoir mieux assumer leur rôle de citoyens en supervisant les comportements du gouvernement et en améliorant l'efficacité du travail d'audit. La participation des citoyens dans le processus d'audit est essentiellement représentée comme suit :

2.1 Durant la sélection des missions de contrôle par l'institution de contrôle, les citoyens peuvent soumettre des suggestions à l'institution de contrôle quant à leurs préoccupations. L'institution de contrôle prendra en compte les préoccupations et les attentes des citoyens et choisira ses missions de contrôle conformément aux préoccupations exprimées par les citoyens et, par conséquent, de grande valeur. Les normes nationales d'audit de la République populaire de Chine ont également exprimé ces exigences. Des mesures majeures pourraient être prises comme suit :

- Rendre public le programme annuel des missions de contrôle
- Solliciter l'opinion des citoyens en ce qui concerne le travail d'audit par le biais du site web officiel de l'institution de contrôle
- Etablir un système qui engage des vérificateurs plus stricts (en particulier des vérificateurs à temps partiel qui travaillent dans d'autres secteurs, mais participent sur demande au travail d'audit moyennant un contrat spécial avec l'institution de contrôle), et solliciter l'opinion des citoyens par la communication avec des vérificateurs plus stricts, qui serait considérée lors de l'établissement du programme annuel des missions de contrôle.
- Réaliser des sondages auprès des citoyens en ce qui concerne leurs préoccupations et exigences par rapport au travail d'audit avant de sélectionner des missions de contrôle
- Solliciter l'opinion et les suggestions des membres du Congrès national du peuple et de la Conférence consultative politique du peuple chinois et apporter des réponses pertinentes

2.2 Au cours des missions de contrôle, l'institution de contrôle peut déceler des cas de fraude éventuelle et peut décider de mesures qui comportent un risque élevé afin de réaliser des investigations, en examinant les plaintes reçues et en interrogeant les citoyens en question. Ceci rendra le contrôle plus réactif et efficace, et permet davantage de dévoiler des cas de fraude éventuelle et des causes de faibles performances. Les mesures suivantes pourraient être prises par l'institution de contrôle :

- Installer une boîte spéciale à l'entité contrôlée pour recevoir des lettres de plainte
- Mettre en place une messagerie par mél pour recevoir des lettres de plainte
- Mettre en place un système d'assistance téléphonique pour recevoir des appels liés à des plaintes
- Prendre des interviews avec les citoyens en question
- Informer les citoyens par le biais des médias sur les missions de contrôle en cours
- Informer sur les points soumis à des contrôles et leur relation avec les citoyens par le biais des médias

2.3 Au cours de l'établissement du rapport d'audit, l'institution de contrôle rendra public les résultats d'audit de manière à mettre pleinement à profit l'importance du rôle de surveillance des citoyens, demander à l'entité contrôlée et aux individus concernés de mettre en œuvre les décisions et recommandations relatives à l'audit, et poursuivre les investigations quant aux responsabilités. Les mesures suivantes pourraient être prises par l'institution de contrôle :

- Rendre public les résultats d'audit
- Accepter de donner des interviews aux médias afin de répondre aux questions soulevées en raison des préoccupations des citoyens
- Interpréter le rapport d'audit de manière plus conviviale à l'intention du public par le biais des médias
- Répondre aux doutes soulevés par les citoyens et les médias
- Communiquer avec des vérificateurs plus stricts sur le travail d'audit
- Répondre aux membres du Congrès national du peuple et de la Conférence consultative politique du peuple chinois afin de recevoir leurs avis et suggestions

- 3. Conditions nécessaires et exigences de gestion pour inclure les citoyens dans le processus d'audit**
- Inclure des dispositions pertinentes dans la loi relatives à l'inclusion des citoyens dans le processus d'audit
 - Inclure des dispositions dans les normes de contrôle relatives à l'inclusion des citoyens ainsi que dans d'autres normes professionnelles
 - Publier des lignes directrices pratiques de l'institution de contrôle relatives à l'opinion et aux suggestions des citoyens
 - Etablir des moyens de communication multitypes et relativement fixes avec les citoyens
 - Diffuser les connaissances sur la vérification auprès des citoyens afin d'assurer une compréhension et un usage corrects
 - Sensibiliser davantage les vérificateurs au besoin d'inclure les citoyens dans le processus d'audit
 - Améliorer la compétence des vérificateurs à gérer les relations avec les citoyens

PONENCIA DEL SEÑOR SUB CONTRALOR GENERAL DE LA REPÚBLICA SOBRE LA PARTICIPACIÓN CIUDADANA EN LA CGR ANTE LA CONFERENCIA DE LA ICGFM

Miami – EE.UU., mayo de 2010

Unas de las prácticas ciudadanas, que innova el escenario de la democracia en el Paraguay como en otros países de América Latina, es la posibilidad efectiva de la integración de ciudadanos y ciudadanas a las actividades del control externo sobre el patrimonio público.

En el Paraguay, este proceso se ha venido implementando con el soporte institucional de la Contraloría General de la República a partir de grupos de veedores surgidos desde organizaciones de la sociedad civil.

Además de la Constitución Nacional, el marco jurídico que sustenta la participación ciudadana en el Paraguay, se integra con instrumentos internacionales suscriptos y ratificados con las leyes dictadas por el Congreso y demás normas de menor jerarquía tales como los decretos, resoluciones, entre otras normativas.

En el ámbito de los Tratados Internacionales, el Paraguay ha suscripto y ratificado la Declaración Universal de Derechos Humanos, la Convención Interamericana contra la Corrupción y la Convención de la Naciones Unidas contra la Corrupción, respectivamente.

Siguiendo con esta línea de pensamientos y en el marco las atribuciones legales y constitucionales que les son conferidas a la CGR, consagradas en nuestra Constitución Nacional, Art. 281 que taxativamente dispone: *“La Contraloría General de la República es el órgano de control de las actividades económicas y financieras del Estado, de los departamentos y de las municipalidades, en la forma determinada por esta Constitución y por la ley. Gozará de autonomía funcional y administrativa...”*

En tal sentido, en el ejercicio de sus deberes y atribuciones, promueve el fortalecimiento de la Cultura de Control en la sociedad paraguaya, consolidando relaciones con la sociedad civil.

En base en la Constitución Nacional y las leyes, la CGR del Paraguay, ha implementado una nueva concepción del control ciudadano a lo público en el cual el ciudadano es actor y partícipe directo en la vigilancia de los procesos de la administración pública.

Es así, que la CGR del Paraguay, en el ejercicio de sus facultades constitucionales y legales ha emitido una serie de resoluciones que garantizan la participación ciudadana en los sistemas de control de las finanzas públicas y en los resultados de gestión y de las instituciones bajo su control.

El control ciudadano tiene directa relación con la cultura política, en cuanto repercute directamente en el debate del poder, la vigilancia es básicamente una forma de participación ciudadana, más que social.

El componente social nos define en la lógica del individuo, que interrelacionado se constituye en sociedad, siendo producto de ella, en cambio lo ciudadano nos involucra como sujetos ejerciendo derechos y deberes.

El control es ciudadano más que social, debido a que incorpora a sujetos como ciudadanos.

Del mismo modo, pero yendo un poco más en la profundidad de nuestras incipientes democracias hacia la “inclusión”, en una concepción de ciudadanía democrática o participativa, estos mecanismos facilitan la incorporación de las minorías excluidas de la esfera pública, donde hombres y mujeres reactivan la esfera pública, participan y deliberan en ella en asuntos que los afectan, acercando el ejercicio del poder a sus intereses.

Esta es una nueva versión de la ciudadanía activa, desde abajo, no como receptores de derechos, beneficios o servicios, sino ejerciéndolos desde la conciencia de sujetos portadores de derechos y deberes.

Así, el Control Ciudadano en la Contraloría General de Paraguay, es un espacio abierto de atención ciudadana, así como de promoción y desarrollo de estrategias de participación ciudadana en el control gubernamental externo, desarrollado institucionalmente por la Contraloría General de la República, conforme a sus atribuciones y funciones constitucionales.

El control ciudadano en la Contraloría General de la República del Paraguay, tiene las siguientes perspectivas

- Fortalecer el vínculo Estado-ciudadano a través de la eficacia del sistema de recepción y tratamiento de las denuncias ciudadanas
- Promover y formalizar las veedurías ciudadanas y mecanismo de control participativo.
- Fomentar mediante políticas y acciones el acceso a la información pública de la CGR
- Promover la formación de ciudadanos y ciudadanas en el control y la vigilancia gubernamental.

En el año 2008 con la inauguración de la moderna sede de Centro de Control Ciudadano) gracias a la cooperación del Programa Umbral Paraguay, y a través de su Departamento de Control Ciudadano, se han desarrollado proyectos de trabajo conjunto con organizaciones

de la sociedad civil para la difusión de los procesos de participación ciudadana en actividades de control.

Ahora, pasaremos revista por algunas de las posibilidades habilitadas por la Contraloría General de la República para la práctica de la participación ciudadana en el Paraguay.

HERRAMIENTAS DEL CONTROL CIUDADANO

LAS DENUNCIAS CIUDADANAS

La Contraloría General de la República del Paraguay, ha dictado la Resolución CGR Nº 1036 de fecha 02 de octubre de 2008, por medio de la cual, el ciudadano puede contribuir en el logro de estos propósitos, denunciando en forma responsable y objetiva hechos que considere que van en contra del buen uso de los recursos públicos.

Para presentar una denuncia ante la CGR, el ciudadano debe tener en cuenta que esta entidad tiene bajo su responsabilidad el control fiscal de los bienes y fondos del orden nacional.

La denuncia es el mecanismo mediante el cual cualquier persona notifica o da aviso en forma verbal o escrita a la Contraloría General de la República de hechos o conductas con los que se puede estar configurando un manejo irregular o detrimento de los fondos o bienes públicos de la Nación, bien sea por parte de un servidor o de un particular que administre dichos fondos.

Si el ciudadano lo prefiere, puede presentar la denuncia de forma anónima. Sin embargo, en estos casos para que la denuncia tenga el trámite correspondiente es necesario que, además de lo que debe contener una denuncia, cumpla las siguientes condiciones:

- Que tenga fundamento.
- Que sea objetiva y que amerite credibilidad.
- Que se encuentre sustentada por cualquier medio probatorio o datos con la mayor precisión posible que permitan iniciar la acción de oficio.

EJEMPLO CONCRETO

Un grupo de ciudadanos denuncia a través de la oficina de Control Ciudadano de la CGR, la existencia de supuestas irregularidades en un proceso de licitación y compra de equipos transformadores de energía eléctrica llevado a cabo por la entidad estatal de administración del sistema eléctrico.

La denuncia posteriormente a ser estudiada en su fundamentación y el cumplimiento de los requisitos formales, fue derivada a una dependencia de la institución especializada en procesos licitatorios.

Habiéndose constatado efectivamente irregularidades en dicho proceso, la Contraloría General ha evitado la prosecución de la licitación y ha exigido rendición de cuentas a la empresa eléctrica del Estado.

El monto de la licitación era de aproximadamente:

VEEDURÍAS CIUDADANAS

La Veeduría Ciudadana es el mecanismo de participación de organizaciones de la sociedad civil para ejercer vigilancia sobre la gestión pública. Su ámbito de participación se extiende a los trabajos de auditoría desarrollados por la CGR, a los cuales pudiera tener acceso conforme a las leyes que rigen la materia.

Con fundamento en el mandato constitucional contenido en la Resolución CGR N° 384 de fecha 23 de abril de 2008, mediante la cual se reglamentan las veedurías ciudadanas, la Contraloría General de la República promueve con asesoría y capacitación la conformación de veedurías ciudadana o su fortalecimiento para articularlos al control gubernamental.

Para asesorar la conformación de estas organizaciones se cuenta con un procedimiento que va desde la definición del objeto del control ciudadano, requisitos, perfil del veedor, deberes y obligaciones de los veedores, para el logro de un control ciudadano efectivo.

Sus principales objetivos son:

Fortalecer los mecanismos de control y seguimiento ciudadano ante casos de presunta corrupción en el manejo – administración del patrimonio del Estado.

Fortalecer los procesos de participación ciudadana y comunitaria en la denuncia de hechos de corrupción pública.

Apoyar a la Contraloría General de la República en su labor de denunciar casos de hechos punibles contra el patrimonio del Estado, así como al Ministerio Público en sus esfuerzos de investigación de tales casos, hasta que los procesos judiciales lleguen a término.

EJEMPLO CONCRETO

Ante la supuesta construcción de pozos de provisión de agua en una localidad lejana de la capital del país, organizaciones comunitarias solicitaron formar parte de un proceso de auditoría a la construcción de las mismas.

Cinco de los integrantes de la comunidad fueron capacitados en procesos de veedurías ciudadanas y gracias a ello, pudieron interactuar con funcionarios de la Contraloría que desarrollaron un examen especial sobre la construcción de las mismas.

Luego de la investigación y auditoría, se pudo confirmar que existían irregularidades que ponían en riesgo la salubridad de la comunidad.

Actualmente, este caso fue remitido a la Fiscalía para el seguimiento del caso ya en el ámbito de la justicia.

EL ACCESO A LA INFORMACIÓN CIUDADANA DE LA CGR

Estar informado es un deber y un derecho del ciudadano consagrado en nuestra Constitución Nacional.

Ello le permite acceder al conocimiento de su entorno y también a la información pública para tener conciencia y opinión frente al manejo de lo público y de esta manera, fundamentar cualquier acción comprometida.

Por tal razón, la Contraloría General de la República pone a disposición de los ciudadanos, por distintos medios, información sobre las estrategias del sistema del control participativo, las entidades que vigila y los planes, programas y proyectos de utilidad para el ejercicio del control ciudadano.

El ciudadano puede obtener información, consultar diferentes documentos y pedir orientación sobre sus inquietudes a través de:

- Centro de Control Ciudadano
- Línea de atención al ciudadano
- El correo electrónico: controlciudadano@contraloria.gov.py
- Pag. Web: www.contraloria.gov.py/controlciudadano

EJEMPLO CONCRETO

Un grupo de ciudadanos y ciudadanas han recurrido a una Municipalidad del interior del país para conocer el balance y la memoria de la gestión puesto que contaban con sospechas de desvíos de fondos en inversiones de carácter social.

Dichos documentos públicos fueron negados por las autoridades municipalidades, por lo que recurrieron a la oficina de Control Ciudadano de la CGR.

A través de pedidos de informes de la Contraloría General, los ciudadanos y ciudadanas pudieron acceder a dicha información pública.

AUDIENCIAS PÚBLICAS

La Contraloría General de la República por medio de la Resolución CGR Nº 685 de fecha 15 de junio de 2009 y con el lema **“LA GENTE PREGUNTA, LA CONTRALORIA RESPONDE”** promueve espacios de deliberación pública por medio de las audiencias públicas, con el fin de rendir cuentas a la ciudadanía de su gestión institucional de modo a garantizar una gestión eficiente, íntegra y transparente de nuestra EFS.

Las audiencias públicas permiten a personas naturales y jurídicas, públicas y privadas informarse e intercambiar criterios, hacer observaciones y propuestas, así como

denunciar presuntas irregularidades sobre planes, proyectos, programas y recursos que son de interés de la colectividad.

EJEMPLO CONCRETO

El 21 de agosto de 2009, la Contraloría General ha desarrollado en el interior del territorio nacional una Audiencia Pública de Rendición de Cuentas a la Ciudadanía, donde más de un centenar de ciudadanos y decenas de organizaciones han podido presentar inquietudes, ideas y reclamos sobre la gestión de la CGR.

SENSIBILIZACIÓN Y CAPACITACIÓN A CIUDADANOS

La sensibilización está encaminada a facilitar espacios de motivación y reflexión para promover la apropiación de lo público y la concienciación de la importancia de su ciudadano como derecho y deber de todos los ciudadanos, a través de las diferentes estrategias del control fiscal participativo definidas por la CGR.

La capacitación está orientada a desarrollar habilidades y competencias para que el ciudadano, de manera individual o colectiva, pueda ejercer vigilancia, seguimiento y evaluación a la gestión pública, al desarrollo de proyectos y a la prestación de servicios públicos. Igualmente, se han elaborado algunos módulos sectoriales encaminados a promover el control ciudadano.

EJEMPLO CONCRETO

Desde finales de 2009, la Contraloría General de la República en unión con organizaciones de la sociedad civil y el Ministerio de Educación y Cultura, con apoyo de la cooperación internacional de USAID, ha desarrollado el programa “LOS NIÑOS Y LAS NIÑAS TAMBIÉN PODEMOS CONTROLAR”.

En este programa, niños y niñas de escasos recursos de varias localidades del país forman parte de un proceso de capacitación y sensibilización sobre el control en escuelas públicas, con enfoque en la vigilancia de la distribución y calidad del vaso de leche escolar y el kit de útiles escolares para zonas pobres del país.

Así a través de talleres, juegos, manuales los niños y niñas son sensibilizados sobre la importancia de controlar aquellos derechos que le corresponden para un efectivo acceso a la educación.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والإنتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Thème 2 – Formes de participation citoyenne au contrôle des finances publiques

Débat – Documents et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Introduction

Nous avons le plaisir de présenter cette communication sur les formes de participation citoyenne au contrôle des finances publiques au 21ème Symposium ONU/INTOSAI. Nous nous proposons d'y examiner comment le GAO conçoit la participation citoyenne dans trois domaines distincts :

1. Mécanismes mis en place pour recueillir les doléances des citoyens.
2. Inclusion des citoyens dans la planification et le déroulement du contrôle ainsi que dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations.
3. Renforcement des compétences des citoyens en matière d'audit.

Mécanismes mis en place pour recueillir les doléances des citoyens

Le GAO a mis en place un certain nombre de mécanismes pour recueillir les doléances des citoyens. Le premier de ces mécanismes est un programme appelé FraudNet, composante essentielle de l'Equipe chargée des audits juricomptables et du service d'investigation.¹ FraudNet a pour objectifs de

- mettre à la disposition du public un dispositif informatisé permettant de faire parvenir les allégations de fraude, de gaspillage, d'abus ou de mauvaise gestion des deniers publics fédéraux;
- transmettre ces allégations à l'inspecteur général (IG) de l'agence fédérale concernée;
- diligenter les réponses aux questions du Congrès;
- examiner les réponses des IG aux allégations transmises par le GAO;
- informer les équipes du GAO et les IG des agences des pistes d'audit ;
- aider les organisations de l'État fédéral et des États fédérés et les organisations locales à monter leurs propres services d'assistance téléphonique.

Lors de son lancement en 1979, le service FraudNet du GAO était un numéro de téléphone vert et gratuit ; depuis quelques années, il a évolué et reçoit les allégations par d'autres moyens. Le citoyen peut, sous couvert d'anonymat, faire parvenir les

¹ Voir <http://www.gao.gov/fraudnet/fraudnet.htm>

allégations de fraude, de gaspillage, d'abus ou de mauvaise gestion des deniers publics fédéraux par le biais de différents mécanismes comme le courrier postal, le courrier électronique, une page internet, un numéro de téléphone vert et gratuit, la télécopie.

Les preuves ou soupçons d'abus peuvent être soumis sous couvert d'anonymat et le GAO garantit la confidentialité de toutes les enquêtes. Une connexion sécurisée est utilisée pour les informations transmises par internet. Il est demandé aux informateurs de fournir autant de détails que possible concernant leurs allégations. Pour le suivi, le GAO peut transférer ces allégations à ses propres services d'investigation, aux bureaux des inspecteurs généraux concernés ou au Département de la Justice. Dans le passé, les cas signalés de mauvaise gestion et de méfaits comprenaient des infractions aussi diverses que les détournements de fonds, les violations de sécurité et les fraudes commises par les entrepreneurs.

FraudNet a reçu plus de 200 000 allégations par an dont certaines ont débouché sur des investigations du GAO. Par exemple, le GAO a été saisi d'allégations de fraudes par les bénéficiaires de subventions d'un programme de services à l'enfance au profit de familles à faibles revenus et de leurs enfants. En réponse, le GAO a vérifié ces allégations et mené des enquêtes discrètes pour déterminer si d'autres centres avaient commis des fraudes. Le 18 mai 2010, le GAO a été entendu par le Congrès des États-Unis concernant les résultats préliminaires de cette enquête.

Le GAO intervient activement pour informer le citoyen de l'existence de FraudNet. Le site web du GAO et tous les rapports actuellement publiés par celui-ci décrivent en détail la manière de faire parvenir des allégations à FraudNet. Le GAO a également produit une vidéo, disponible sur YouTube², qui présente FraudNet aux citoyens.

Le GAO a également sensibilisé l'opinion publique à FraudNet en guise de complément à ses activités d'audit. Par exemple, en 2009, alors que des milliards de dollars étaient distribués en application de la Loi américaines sur le redressement et le réinvestissement, le GAO a appelé les citoyens, les fonctionnaires publics, les entrepreneurs et d'autres catégories à signaler à FraudNet les cas de gaspillage, de fraude, d'abus ou de mauvaise gestion de ces fonds. Le Contrôleur général par intérim de l'époque, Gene Dodaro, déclarait : « le public peut aider à l'identification des activités irrégulières ou les faiblesses des programmes qui nécessitent une enquête. FraudNet peut jouer un rôle important en attirant l'attention du GAO, parfois très tôt, aux utilisations douteuses des fonds de la Loi sur le redressement ».

² Voir <http://www.youtube.com/user/usgao#p/u/41/mWdo0Ca3fDc>

Plus généralement, le GAO dispose d'autres moyens pour demander et obtenir des informations du citoyen. L'adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse du Directeur des affaires publiques du GAO figurent dans toutes les publications du Bureau. Les citoyens ont également la possibilité de réagir par le biais de notre site web s'ils optent de répondre à une enquête ou d'envoyer un courriel à la boîte de réception d'un contact pour répondre à des questions qui peuvent être générales ou spécifiques.³

Inclusion de citoyens dans la planification et le déroulement du contrôle ainsi que dans la mise en œuvre des recommandations.

Comme nous le disions plus haut, FraudNet constitue un important moyen pour que les citoyens fassent parvenir des informations susceptibles de déboucher sur des investigations d'audit. Mais il existe d'autres moyens d'impliquer le citoyen dans la planification et la mise en œuvre de l'audit conduit par le GAO. Le GAO consulte de nombreux groupes consultatifs et d'organisations professionnelles composés de citoyens de toutes les disciplines. Ces groupes prodiguent des conseils sur des sujets comme la planification stratégique, les normes d'audit et d'autres questions connexes. De même, le GAO implique les citoyens en faisant appel à des groupes de réflexion et, le cas échéant, à des enquêtes pour alimenter nos travaux d'audit en informations.

Le GAO recueille des informations et des perspectives pour éclairer nos efforts de planification stratégique et annuelle en organisant des forums, des conseils consultatifs et des panels; des revues périodiques de questions nationales et internationales qui affectent l'environnement politique et social dans lequel nous évoluons ; et notre série de conférenciers externes. Les conseils consultatifs et panels du GAO appuient nos travaux de planification annuelle et stratégique en attirant notre attention sur des questions, des tendances et des enseignements provenant de l'ensemble de la communauté nationale et internationale de l'audit que l'ont est appelés à intégrer à nos travaux. Les groupes consultatifs composés de citoyens ayant une expertise spécifique sont :

- Le Conseil consultatif auprès du Contrôleur général dont les quelque 40 membres issus des secteurs privé, public et non lucratif ont une vaste gamme d'expertise dans des domaines ayant trait à nos objectifs stratégiques;
- Le Conseil consultatif sur les normes de contrôle des finances publiques qui fournit au GAO des conseils et des directives afin de s'assurer que les normes de contrôle des finances publiques demeurent d'actualité par la publication de révisions appropriées. Afin de s'assurer que le livre *Normes de contrôle des finances publiques* (le « Livre Jaune ») continue de répondre aux besoins de la

³ Voir <http://www.gao.gov/contact.html>

communauté du contrôle et du public au service duquel elle travaille, le Contrôleur général des États-Unis nomme les membres du Conseil consultatif sur les normes de contrôle des finances publiques et les charge de revoir les normes et de recommander les modifications nécessaires. Le Conseil consultatif conseille le Contrôleur général dans les domaines liés aux normes de contrôle tout au long du processus de définition des normes.

- Le Conseil consultatif sur la responsabilité, composé d'experts issus de la communauté de la gestion financière, nous conseille en matière d'audit des états financiers consolidés du gouvernement des États-Unis d'Amérique et de nouvelles problématiques liées à la gestion financière et à l'établissement de rapports sur la responsabilité dans les secteurs public et privé.
- Le Conseil exécutif sur la gestion de l'information et la technologie, dont les membres sont des experts des secteurs public et privé et des représentants d'organisations professionnelles connexes, nous aide à identifier les problématiques nouvelles et à risque élevé dans le domaine des technologies de l'information.
- Le Panel consultatif des éducateurs rattaché au Contrôleur général, composé de doyens, professeurs et autres universitaires appartenant aux universités les plus en vue de l'ensemble des États-Unis, nous conseille en matière de planification stratégique et de recrutement, rétention et développement du personnel.

Outre ces instances formelles de conseil, le GAO maintient également un réseau de relations avec des responsables au niveau de l'État fédéral et des États fédérés ainsi qu'au plan local et avec des responsables internationaux ayant des missions comparables ou complémentaires. Ces relations de collaboration ont énormément facilité les activités d'audit du GAO ; elles ont aussi permis la coordination des activités ce qui permet d'éviter les chevauchements et les doubles emplois ; comme elles ont permis le partage des meilleures pratiques.

Le GAO a également cherché activement à impliquer directement les citoyens dans quelques unes de nos activités d'audit en invitant les citoyens à participer à des groupes de réflexion et à répondre à des enquêtes. Par exemple, le GAO étudie actuellement les effets de la récession de 2007-2009 et de la récente crise financière sur les travailleurs âgés aux États-Unis. Pour la réalisation de cette étude, le GAO fait appel aux services d'une entreprise chargée d'organiser des groupes de réflexion animés par des cadres du GAO. Ces rencontres auront pour principal objet l'obtention d'informations concernant les difficultés auxquelles les chômeurs d'un certain âge ont été confrontés dans la recherche d'un emploi et les stratégies qu'ils ont utilisées pour résoudre les problèmes liés au chômage.

Dans un autre exemple, le GAO a organisé la réunion de 10 groupes de réflexion dans cinq villes consacrés à la sécurité automobile dans le but de déterminer si les propriétaires de véhicules automobiles étaient conscients des rappels de voitures, s'ils avaient compris le sens des lettres de notification de défaut de fabrication et s'ils étaient prêts à s'y conformer. Le choix des villes s'est fait de manière à refléter la diversité géographique et l'environnement aussi bien urbain que rural.

Autre exemple de la participation citoyenne aux travaux du GAO, notre évaluation de la technologie pour l'ingénierie climatique.⁴ Quoique les évaluations technologiques réalisées par le GAO ne fassent pas toutes appel à la participation directe du citoyen, l'évaluation technologique de l'ingénierie climatique a fait appel à des groupes de réflexion et à une enquête auprès du grand public pour déterminer le degré de sensibilisation à l'ingénierie climatique et aussi pour déterminer quels facteurs sont susceptibles d'influencer la perception du citoyen des activités de recherche et développement dans le domaine de l'ingénierie climatique. Ces informations sont précieuses pour les délibérations du Congrès et la prise de décisions dans les domaines du changement climatique et de l'ingénierie climatique.

Le GAO réalise aussi des enquêtes par sondage auprès de la population adulte américaine et, le cas échéant, auprès de sous-ensembles de la population. A titre d'exemple, ces enquêtes ont permis de demander aux usagers adultes de la téléphonie mobile s'ils étaient satisfaits des services de téléphonie sans fil, d'interroger des adultes américains concernant leur connaissance de certains sujets financiers et de demander à des adultes américains ce qu'ils pensent d'une éventuelle pièce de monnaie de un dollar.

Amélioration des compétences du citoyen en matière d'audit

Le GAO a réussi à rehausser le prestige de sa mission et de ses activités grâce à ses activités de sensibilisation de la population. Par exemple, les cadres du GAO sont fréquemment amenés à témoigner devant le Congrès des États-Unis dans leurs domaines d'expertise ; ils interviennent dans de nombreux forums, y compris à l'occasion de conférences, dans des instituts ou universités et dans le cadre d'interviews aux médias écrits, radiophoniques, en ligne et télévisés. De même, le GAO produit des podcasts vidéo et audio liés à ses activités et les diffuse sur YouTube, iTunes et d'autres plateformes en ligne afin de fournir au citoyen les rapports d'audit et les activités d'audit du GAO les plus récents. Grâce à ses rapports indépendants, non partisans et fondés sur des éléments tangibles, rédigés dans une langue accessible au public, le GAO met à la disposition des citoyens des informations qu'ils peuvent utiliser pour améliorer

⁴ Le GAO considère les "évaluations de technologies" comme différentes des audits du rendement ou financiers et les définit comme l'analyse exhaustive et équilibrée des interactions importantes, qu'elles soient primaires, secondaires, indirectes ou à retardement, d'une innovation technologique avec la société, l'environnement et l'économie et les conséquences et impacts présents et prévisibles de ces interactions.

leur connaissance des dépenses publiques et des programmes, responsabilités et transparence des pouvoirs publics.

Le gouvernement fédéral des États-Unis maintient également des sites web où il publie des informations sur les dépenses publiques afin de permettre au citoyen de suivre la façon avec laquelle les deniers publics sont dépensés et de voir quels résultats sont attendus. Exemple récent de ce type de site web : la Loi de 2009 sur le redressement et le réinvestissement (Loi sur le redressement), l'une des principales actions du gouvernement fédéral pour stimuler l'économie. Alors que le Congrès des États-Unis achevait ses travaux relatifs à la loi sur le redressement, la Commission du budget de la Chambre des représentants faisait la déclaration suivante : « Un niveau de transparence, de supervision et de responsabilité sans précédent permettra de garantir que les deniers publics soient dépensés avec sagesse et permettra aux Américains de voir les résultats de leurs investissements ». Le Congrès a inclus dans la Loi sur le redressement de nombreuses dispositions visant à accroître la transparence et la responsabilité, dont une exigeant des bénéficiaires de subventions d'établir des rapports trimestriels sur un certain nombre de mesures. La Loi a également créé le Conseil de la responsabilité et de la transparence du redressement (Conseil du redressement) chargé en partie d'examiner les activités générées par la Loi et d'établir des rapports les concernant. Pour mettre en œuvre ces dispositions, le Bureau de la gestion et du budget des États-Unis a travaillé avec le Conseil du redressement pour mettre en place, à l'échelle nationale, et sur le site FederalReporting.gov un système de collecte de données soumises par les bénéficiaires de subventions.

Ces données, recueillies par le biais du site www.FederalReporting.gov et examinées par les différentes agences fédérales, sont mises à la disposition du public pour qu'il puisse les consulter et les télécharger sur le site www.Recovery.org, site qui permet au citoyen d'accéder facilement aux informations soumises par les bénéficiaires et les agences concernant les dépenses dans le cadre de la Loi sur le redressement. Les utilisateurs ont la possibilité de consulter les informations relatives aux allocations consenties à des bénéficiaires spécifiques ou des synthèses telles que le montant total consenti par des agences fédérales spécifiques à des États ou territoires. Les informations fournies par les bénéficiaires de subventions peuvent comporter le montant de la subvention, la description des activités mises en œuvre, le lieu où les projets ou activités sont réalisés et les produits attendus à l'issue des travaux.

Les objectifs fixés par le Conseil de redressement pour ce site web étaient la promotion de la responsabilité grâce à une plateforme pour l'analyse des données liées à la Loi sur le redressement et à un mécanisme pour examiner les allégations de fraude, de gaspillage et d'abus en fournissant au public des informations précises et faciles à comprendre. Le texte de la loi prévoit que les informations relatives aux subventions publiées sur Recovery.org soient mises à disposition afin de sensibiliser le public à

l'utilisation des fonds. Le GAO a émis plusieurs recommandations relatives aux lignes directrices pour l'élaboration de rapports et à la qualité des données afin de se rapprocher des objectifs relatifs à la compréhension du public des domaines pour lesquels les financements au titre de la loi sur le redressement sont dépensés et des résultats prévus.

Le Conseil du redressement a procédé à une sensibilisation à grande échelle de la population et a même élaboré des applications mobiles à destination des téléphones dits intelligents [smartphones] grâce auxquelles le public peut accéder instantanément à des cartes géographiques et à des données sur Recovery.org. Grâce à ces applications, le citoyen peut utiliser des appareils mobiles pour consulter des données et des cartes géographiques décrivant les projets financés par le fonds de redressement dans les États et les collectivités où ils sont mis en œuvre. Les utilisateurs peuvent faire des recherches par code postal pour accéder aux projets locaux. En outre, si le citoyen constate une indication de fraude, de gaspillage ou d'abus, il peut utiliser la même application sur le dispositif mobile pour faire parvenir l'information.

Présentée par

Patricia A. Dalton

Directrice de l'exploitation

U.S. Government Accountability Office [Bureau de contrôle des finances publiques des États-Unis d'Amérique]



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والإنتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
 - Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
 - Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Values, benefits and challenges of cooperation of SAIs with parliaments:
Views from parliaments

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

INTER-PARLIAMENTARY UNION

Speech by Anders B. Johnsson,
Secretary General of the Inter-Parliamentary Union

I want to thank you for having invited me to return to your seminar this year and to address you on the subject of values, benefits and challenges of cooperation by Supreme Audit Institutions with Parliaments.

For those of you who attended last year's meeting it will come as no surprise that I am a strong advocate for a close working relationship between your audit institutions and parliaments. I think parliaments need you in order to be able to do their job of holding government to account. Equally, I believe you depend on support from parliaments to ensure that your findings and recommendations are followed up and lead to corrective action.

I believe there are clear benefits to cooperation between these institutions. However, as you well know, it will take no small amount of effort to transform an idea or conviction into a working relationship. Achieving that requires awareness of challenges and limitations and this is what I propose to talk about today.

Let me start by sharing with you some interesting data and one telling anecdote.

First the data. For the last twelve months, the Inter-Parliamentary Union has been working with the United Nations Development Programme to prepare the first ever global report on the state of the world's parliaments. The report will inform us of the parliaments that exist in the world today and how they go about performing their constitutional duties of legislating and holding government to account on behalf of the people.

This first report will contain a special focus on the relationship between the parliament and the citizens. As part of the exercise we have interviewed a very large sample of MPs worldwide – one and a half percent of all MPs.

An overwhelming majority of them believe that holding government to account is their second most important role, after law-making. Seventy per cent of the respondents stated that ensuring oversight is a very important responsibility whereas a further twenty two per cent said it was fairly important. Asked specifically about ensuring financial oversight, the corresponding numbers were sixty six and twenty three per cent.

However, when we asked the MPs what they thought citizens expected of them we received a somewhat different picture. Only fifty two percent thought citizens believed that holding government to account was very important, while twenty seven per cent thought people viewed this as fairly important. Those figures dropped further to forty six percent and twenty seven per cent with respect to ensuring financial oversight.

What the survey seems to indicate is that MPs do not think that citizens view their oversight role as terribly important. Their answers reveal that they think people expect MPs to put greater emphasis on solving constituents' problems. This is not a strong incentive for parliamentarians to devote time to oversight. We need to be sensitive to this when we talk about strategies for ensuring greater financial oversight through closer cooperation between parliaments and supreme audit institutions.

And now for my anecdote. I was in Paris a couple of weeks ago. I had been invited to a round table discussion at UNESCO Headquarters to debate the lessons we can learn from the most recent developments in many Arab countries. The participants came from some of the countries in question as well as from France and other, mainly European, countries.

Many of those who took part in the debate expressed the opinion that the protests in Egypt were motivated by a concern about the lack of democracy and a strong wish to see political reform. However, opinion polls taken after the revolution indicate that two thirds of the people who took to the streets did so principally because of discontent with low living standards and unemployment.

Populations are growing at a vertiginous rate. In Egypt, the figure has doubled in 30 years. The populations are also young. In country after country that has been in the news these past days the average age is well below thirty - generally less than half the age of those who govern them. Add to this a dire lack of opportunities that young people need so badly, and you have a potent recipe for conflict.

Yes, it is fair to assume that people want more transparency, wider freedom and greater social justice. But more than anything, people want fair play, jobs and the benefits of development. People want more opportunities and better service delivery. They want better governments.

I suggested that one way of achieving this is by ensuring better parliamentary oversight, and I took the example of better cooperation between national audit institutions and parliaments to make my point. I explained what could be achieved by a parliament that examined your reports, ideally in a committee dedicated to this purpose – for example a public accounts committee – that was chaired by a member of the opposition, and which used all the prerogatives of parliament to question ministers, undertake hearings,

receiving inputs from society, commissioning expert opinions, and all of this in an open and transparent process.

Off camera, after the debate, some of the participants came to see me. What surprised me was their scepticism. Oh no, this could never happen, I was told; certainly not in their countries. Those who told me this were senior political figures in France. Not Egypt, Tunisia or elsewhere.

Democracy is a stubborn and unpredictable animal, and it needs a lot of nurturing and monitoring. There is nothing very exciting about respect for institutions, but it is unstinting respect for the institutions of democracy that will save the world from the daunting problems confronting it. The path of institution-building is the one we must all take. There are no short cuts. We must all participate in the endeavour, examining our institutions in all honesty, accepting that however long they may have stood the test of time, all our parliaments, from time to time, let the people down. All parliaments provide less than an ideal level of scrutiny; all parliaments oversee the executive to a lesser degree than we would ideally want.

However, it is equally true that institutions are only as good as the people who inhabit them. And my modest data and anecdote tend to show, in different ways, that we have an interest in making sure that we help MPs believe in what they are doing. We have to make it worth their while to break with the past, be ambitious and deliver better services to people by using all the means that at least potentially are at their disposal.

The bulk of parliamentary oversight is performed through parliamentary committees. In many parliamentary jurisdictions, parliament receives reports from the SAI. Identifying the appropriate committee and ascertaining the way they process these reports is a major challenge. Parliaments are structured in different ways. Around half of parliaments in OECD countries study SAI reports in detail. Sometimes, this is done by the Budget/Finance committee, sometimes a Public Accounts Committee, sometimes the sectoral committees.

In many other parliaments, effective processing of and follow-up to audit reports is hampered by lack of capacity. Parliament needs institutional capacity (in other words, skilled staff) to process the reports received. Parliament also needs expertise to be able to make use of the information. Parliament has to prioritize which reports/recommendations to act on. For several years, the Kenyan parliament witnessed a backlog of reports from the Auditor General that it could not process not only because of a lack of capacity, but also because of a crowded legislative agenda.

Today there is a trend towards creating Parliamentary Budget Offices, which can help provide this capacity and expertise to parliament. But this capacity, while welcome, so far remains limited when compared to the resources available to government.

Similarly, there is little or no capacity to follow up the decisions and recommendations of parliaments. Only those parliaments with the most sophisticated services begin to have the means to remain seized with an audit report and track action that may, or may not, have been taken as a result of parliament's report.

In short, parliamentary capacity, or lack thereof, is a major issue that needs to be addressed in most parliaments in the world. By that I mean having structures and processes in place to deal with reports from national audit institutions, as well as staff who can analyse their content and help prepare, run and follow up on proceedings.

There are also some things that can be done but which so far remain relatively unexplored territory. For example, it is possible to create a link between SAI reports and budget approval. The potential for audit scrutiny to inform and enhance the budget approval function is underutilised in almost all legislatures.

There are other areas where the IPU is trying to build parliamentary capacity to hold government to account and that could benefit from greater input and support from national audit institutions. We would welcome interest and collaboration with SAIs in these areas, which include gender budgeting, aid effectiveness / development aid and child rights.

Beyond institutional capacity there is also the question of political will. Do members of parliament actually feel free to hold government to account? Are they free to exercise their parliamentary powers? Recent practice in many countries indicates that there is a considerable gap between constitutional (or theoretical) powers and powers of parliament in practice. Parliament is a political institution. Where the parliamentary majority supports the government, there may well be a serious obstacle to effective oversight.

Parliaments and SAIs share the objective of holding government to account on behalf of citizens. Parliaments and SAIs need to develop close and ongoing relationships throughout the year. Greater transparency and accountability should have a positive influence on public trust in government, and strengthen democracy.

Where do we go from here? We need to pursue a holistic approach to accountability. SAIs and parliaments are not the only stakeholders. We need to involve the media and civil society at large. Civil society can provide parliament with the information and expertise it needs to ensure effective monitoring of budgetary performance by the government.

We could also forge closer ties between SAIs and parliament in the budget process. INTOSAI and IPU have a role to play here. Overall however, I would like our cooperation to progress beyond this room and this city. I would like us to start working together in the countries where you work and to help you forge a closer working relationship with your national parliament.

Thank you.

21st UN /INTOSAI SYMPOSIUM

**Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to
enhance public accountability**

13-15 July 2011, Vienna, Austria

Estrategia para mejorar la transparencia y aumentar el compromiso ciudadano

Marta Oyhanarte

Es un privilegio participar en esta reunión como miembro del Comité de Expertos en Administración Pública del Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas (CEPA).

Enfocaré mi presentación en la estrategia para mejorar la transparencia y aumentar el compromiso cívico sosteniendo, principalmente, una mirada desde la ciudadanía.

En el Plan Estratégico (2011-2016) el INTOSAI se da la siguiente Visión:

Promover el buen gobierno, habilitando a las Entidades Fiscalizadoras Superiores a ayudar a sus respectivas Administraciones a mejorar el rendimiento, aumentar la transparencia, asegurar la rendición de cuentas, mantener la credibilidad, luchar contra la corrupción, promover la confianza pública y fomentar la eficiencia y eficacia en el uso de los recursos públicos en beneficio de sus pueblos.

Tengo la convicción de que la vigencia de esos valores es una tarea que tiene al Estado como su inexcusable protagonista y a la ciudadanía como socia principal. Y tengo la convicción de que el INTOSAI puede ser un aliado esencial de estos actores.

El Estado debe tener el nivel de desempeño adecuado para ser promotor de desarrollo económico y equidad social como así también de ciudadanía política, civil, social y cultural. El buen o

mal funcionamiento del Estado muestra qué calidad de democracia tenemos. Para abordar el desafío de una democracia de calidad es imprescindible construir ciudadanía y lograr la revalorización de la tarea de gobierno para provocar el compromiso cívico que dote a ciudadanos y ciudadanas de cuotas crecientes de responsabilidad en el proceso de las decisiones públicas.

El perfil de Estado deseable debe tener, según el profesor Bernardo Kliksberg, los siguientes componentes:

- Descentralización
- Servicio Civil Profesional
- Gerencia Pública Estable
- Transparencia**
- Participación**
- Modelos de Gestión Renovadores
- Compromiso de Servicio
- Experiencias de avanzada

Tomaré dos aspectos de esta enumeración: La transparencia y la participación, componentes básicos para generar compromiso cívico.

La transparencia, implica necesariamente el acceso público a la información que se encuentra en manos del Estado. El acceso a la información por parte de los ciudadanos facilita la evaluación de las instituciones públicas y la transparencia puede ser medida según el grado con el que los ciudadanos pueden monitorear y evaluar las acciones de los servidores públicos y representantes. Subyacente a estas definiciones siempre encontramos la idea de que la transparencia se relaciona íntimamente con la *accountability*

Si se analiza la relación entre representantes y ciudadanos desde un enfoque “*principal-agente*” la primera condición que aparece es que el principal pueda acceder a la información necesaria para evaluar el desempeño del agente. El acceso a la información

pública, permite controlar las actividades delegadas, reduciendo los márgenes de autonomía y discrecionalidad en los agentes.

La Carta Iberoamericana de Participación Ciudadana en la Gestión Pública del CLAD (2009) -de la que he sido co-redactora- establece:

“La participación ciudadana debe ser un elemento transversal y continuo en la actuación de los poderes públicos, que velarán para que pueda ser ejercida a lo largo del proceso de formación de las políticas públicas, los programas sociales y los servicios públicos.”

Y en otro de sus apartados,

“El acceso a la información es un derecho que sustenta el adecuado funcionamiento de la democracia puesto que es condición para garantizar otros derechos y, en particular, el de participación ciudadana en la gestión pública. Como tal, estará protegido jurídicamente.”

Sin embargo, debemos tener claro que la cultura de la transparencia y de la participación, en la que el acceso a la información es un componente imprescindible, es directamente proporcional a la cultura cívica de la ciudadanía y al estado de desarrollo democrático de un país.

Pero, el desconocimiento de la ciudadanía sobre el acceso a la información como derecho es muy grande. El informe sobre Desarrollo Humano en la Argentina PNUD, 2002 afirma que sólo el 1% de los encuestados menciona al derecho a la información como un derecho relevante para la democracia. Estos datos son corroborados por las Auditorías Ciudadanas, programa diseñado para mejorar la calidad de las prácticas democráticas en gobiernos locales que dirigí como Subsecretaria para la Reforma Institucional del gobierno nacional durante el período 2003-2009. Constatamos que no más del 1,5% reconoce el acceso a la información como un derecho. Y de ese 1,5% sólo un mínimo

porcentaje sabe cuáles son los canales adecuados para exigir información. Cuando se solicitan palabras asociadas a la democracia, en la mayoría de los casos no aparece la palabra información. Cuando se pregunta si conoce otras formas de controlar a los gobernantes que no sea a través del voto, aproximadamente el 80 % dice que no conoce y el 20% que dice conocer alguna menciona quejas, manifestaciones callejeras, llamados a los medios de comunicación, cartas de lectores, denuncias a algún partido de oposición pero no el ejercicio del derecho de acceso a la información.

Podemos pensar que datos similares se reproducen en muchos otros países.

Como se puede apreciar, en este terreno hay una enorme tarea pendiente que requiere del compromiso leal, activo y sincero de todos los actores sociales.

La proclamación de las bondades del compromiso cívico y de la democracia participativa resulta incompleta sin el reconocimiento del derecho de acceso a la información en poder del Estado. Dar poder al pueblo para que decida o pedirle que se comprometa en cuestiones públicas directa o indirectamente sin darle la posibilidad de conocer toda la información necesaria para decidir, conduce a un proceso de toma de decisiones imperfecto que puede arrojar resultados negativos para la comunidad y la calidad del sistema democrático. Por supuesto, la solución a este problema no debe encontrarse en la imposición de límites a la participación, sino en el levantamiento de las barreras que obstaculizan el acceso a la información, a fin de que la participación política amplia sea llevada a cabo por una "ciudadanía informada". El derecho a la información es, en consecuencia, una precondition del sistema democrático y del ejercicio de la participación política de la ciudadanía expresada en compromiso cívico.

Además, al mismo tiempo que el derecho de acceso a la información constituye una condición necesaria para la efectiva participación ciudadana, permite el ejercicio de otros derechos

tanto sociales como económicos. En efecto, otro de los rasgos distintivos del derecho de acceso a la información es que se lo considera un derecho humano instrumental. Esto es, la información constituye un instrumento para la concreción de otros derechos, valores o principios. La propia existencia del mecanismo de obtención de información, o bien de la obligación de otorgar información, tiene efectos preventivos o institucionales, independientemente del uso que se haga de la propia información.

Por otra parte, la información provee a los ciudadanos de los elementos necesarios para una eficiente evaluación de la implementación de políticas públicas, incrementando la transparencia en la gestión de gobierno y facilitando el control ciudadano. En este sentido, buena parte de la literatura le otorga a la información pública un papel clave como elemento generador de eficiencia.

Para que las prácticas de participación de los ciudadanos en los procesos de decisión e implementación de las políticas se institucionalicen es deseable, aunque no suficiente, que una norma prevea mecanismos para ello y se garantice, de igual manera su implementación.

La implementación es, necesariamente, un proceso complicado, cuando no conflictivo, que exige una coordinación que integre diferencias y de lugar a una acción colectiva armónica y efectiva.

Una política pública tiene un tiempo de formación, y al ponerla en marcha hay que saber que las organizaciones o los agentes sociales van a reaccionar de manera distinta, los oficiales públicos a quienes corresponda aplicarla van a tener distintas conductas y los grupos destinatarios de esa política van a dar distintas respuestas. El esfuerzo para cambiar el comportamiento de gran número de personas, requiere de un marco conceptual y de habilidades técnicas que puedan ir ajustándose a los diversos

contextos como así también de una mirada temporal de mediano y largo plazo que haga viables los cambios. “A las instituciones se llega”, afirma Jordi Borja.

La implementación debe llevarse a cabo con visión sistémica. Deseo destacar algunas posibles acciones de implementación:

Red de enlaces y responsables de acceso a la información.

Estos funcionarios deberían asistir a los ciudadanos durante el proceso de tramitación de los pedidos de información.

Capacitación

Programar cursos de capacitación para los agentes públicos que ocupan un lugar relevante en los circuitos de respuesta de pedidos de información, tales como personal de mesas de entradas, oficinas de atención al público y áreas jurídicas de las diferentes jurisdicciones.

Asistencia técnica y mesa de ayuda on line

Crear un sistema de información y consulta a través de una línea telefónica permanente y una dirección de correo electrónico.

Criterios de interpretación

Elaborar criterios jurídicos de interpretación para lograr posiciones armónicas con el resto de las normas vigentes en el ordenamiento jurídico nacional.

Portal Web y Boletín electrónico

Organizar un sitio web como canal de difusión y referencia en materia de acceso a la información pública y participación ciudadana.

Herramientas de facilitación

Producir y distribuir herramientas gráficas de difusión: trípticos, guías, carteles, formularios tipo para la presentación de pedidos de información, a efectos de facilitar su comprensión y utilización por parte de los organismos obligados así como de la ciudadanía en general.

Articulación con Ongs

Desarrollar alianzas con organizaciones de la sociedad civil para fortalecer un proceso de cooperación creciente para la construcción de criterios comunes de interpretación de las normas y acciones conjuntas que garanticen el ejercicio del acceso a la información pública.

Sistema electrónico de solicitudes de información

Desarrollar un Sistema Electrónico para Gestión de Pedidos de Información, es decir, una plataforma electrónica para el procesamiento y la recepción de pedidos efectuados por la ciudadanía

Replica en Gobiernos Locales

Promover en los gobiernos locales acciones que mejoren la cultura cívica e instar a sancionar normativa local para el ejercicio del derecho de acceso a la información.

El acceso a la información implica la modificación de comportamientos, hábitos y expectativas que trascienden su consagración en normas. El desafío consiste no solamente en generar transformaciones al interior del Estado fundadas en el concepto de que la información no es propiedad de los funcionarios, sino que es patrimonio de todos. También implica, alentar el compromiso cívico, procurando que el derecho a saber se difunda horizontalmente como parte de una noción más amplia: una efectiva participación ciudadana en las decisiones públicas.

Es un proceso complejo, de recreación de confianzas recíprocas en el que se van articulando un conjunto de reglas formales e informales mediante las cuales se estructuran las relaciones entre los agentes sociales. Es un proceso de construcción colectiva, que debe ser mirado con perspectiva histórica.

En general, los avances son importantes, se ha hecho mucho, pero falta mucho más para acceder a la cultura de la transparencia, no

sólo en relación a la normativa vigente sino, como decíamos al comienzo, en lo que consideramos pilares indispensables para facilitar la vigencia del derecho de acceso a la información: el incremento de la cultura cívica y la mejora de la calidad de la democracia. No se nos escapa que hay obstáculos. Los vivimos cotidianamente. Desde y en la administración pública, desde y en la sociedad civil.

El INTOSAI, en el ejercicio de su misión, puede hacer un aporte invaluable para alentar en los gobiernos la convicción de que transparencia y acceso a la información deben ir necesariamente unidos para generar el compromiso cívico imprescindible para construir una democracia de calidad.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والإنتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens :
tour d'horizon des ISC

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

COREE

RESUME

Cette présentation aborde les trois questions clés liées à une coopération entre les ISC et les citoyens – les valeurs et avantages, les risques potentiels et l'approche pratique – fondées sur les expériences de coopération de la BAI entretenues depuis le début des années 80. Ladite présentation souligne également les politiques et pratiques actuelles de la BAI ainsi que le bref historique de coopération avec les citoyens.

1. *Pourquoi la BAI doit-elle coopérer avec les citoyens ? Quelles valeurs et avantages spécifiques la BAI espère-t-elle en tirer d'une coopération ?*

Une coopération avec les citoyens entraîne des incidences directes et indirectes. Les effets directs peuvent inclure l'élimination des « angles morts » dans le contrôle des finances publiques, la promotion du secteur public pour répondre à la demande des citoyens et, bien sûr, l'identification d'un gaspillage du budget et d'une mauvaise gestion etc. Les effets indirects signifient que l'on peut favoriser la participation des citoyens, accroître la confiance du public dans le gouvernement, promouvoir les valeurs et avantages d'un contrôle externe grâce à la transparence visible de la coopération entre les ISC et les citoyens et remplir les attentes du public par rapport à la BAI dans le sens que l'on réalise que la BAI constitue le dernier recours pour résoudre les différends dans le domaine de l'administration publique. Selon les expériences de la BAI, les effets indirects pourraient l'emporter sur les effets directs.

2. *Quels sont les risques encourus d'une coopération entre la BAI et les citoyens ? Les risques sont-ils contrôlables tout en restant dans les coûts raisonnables ?*

Cette coopération avec les citoyens peut encourir différents risques et défis pour les ISC dans les domaines tels l'indépendance, qui pourrait en être détériorée ; l'exigence d'avoir des compétences supplémentaires et la mise en place d'un code de conduite, qui jouerait un rôle d'arbitre ; une faible motivation de travail pour le personnel de la BAI et un chevauchement/coordination avec les agences de médiation. Une fois établie, une coopération avec les citoyens pourra difficilement être réfutée.

3. *Quelles sont les leçons pratiques que l'on en tire ? Y a-t-il des éléments fondamentaux dont les ISC doivent tenir compte lorsqu'elles songent à établir une coopération avec les citoyens ?*

Quelques facteurs de réussite pourraient être tirés des expériences de la BAI – son approche graduelle et échelonnée par rapport à une coopération avec les citoyens, le processus de sélection ouvert et transparent quant aux demandes d'audit soumises par les citoyens en ayant recours à des critères de sélection rigoureux et l'implication d'experts de l'extérieur.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
 - Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens :
Points de vue des ISC

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

AFRIQUE DU SUD

Résumé de la présentation

Présenté par M. Terence Nombembe

(Inspecteur général d'Afrique du Sud et président du Groupe de travail sur la valeur et l'avantage des ISC de l'INTOSAI)

1. Au cours du XXe INCOSAI, la communauté de l'INTOSAI a réaffirmé que la raison d'être des ISC est d'améliorer la vie des citoyens. La communauté de l'INTOSAI a aussi reconnu que les ISC ne peuvent améliorer la vie des citoyens que si les ISC elles-mêmes sont perçues comme institutions modèles crédibles qui donnent l'exemple.
2. La coopération se définit comme « action, fait de participer à une œuvre commune ». La crédibilité des ISC est une condition préalable à une coopération efficace avec les citoyens. Il est donc impératif qu'un outil de mesure qui détermine la crédibilité des ISC soit appliqué par l'INTOSAI en faisant usage du « Cadre pour promouvoir et communiquer la valeur et les avantages des ISC » – une tâche que l'INTOSAI a assignée à son Groupe de travail sur la valeur et les avantages des ISC, en coopération avec la Commission chargée du renforcement des capacités et le Comité de pilotage mis en place pour la coopération avec les bailleurs de fonds.
3. Les ISC ont aussi la responsabilité de répondre à l'environnement changeant, aux défis des sociétés et aux besoins des différents acteurs sans toutefois compromettre leur indépendance. L'environnement sans cesse changeant exige que les ISC soient transparentes, que l'on accède à l'information et qu'il y ait une participation des citoyens au travail réalisé par les ISC. Finalement, les citoyens sont les parties prenantes finales pour les ISC.
4. Les ISC peuvent interagir avec les citoyens soit directement, soit par le biais de partenaires ou voies tels les parlements, les médias et les organisations de la société civile. Les ISC ne devraient créer des partenariats qu'avec les institutions ou voies qui ne nuisent pas à leur réputation et à leur image.
5. Etant donné que la valeur et les avantages de l'engagement des citoyens pour le développement sont de plus en plus reconnus, la question clé qui se pose est comment initier, appuyer et renforcer les capacités à cet égard ? Tandis qu'il n'existe pas de solutions universelles qui conviennent à tous, il est important pour les ISC d'échanger les expériences relatives aux approches, stratégies, outils et bonnes pratiques réussis de l'engagement des citoyens.

6. En déterminant la valeur, les avantages et les défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens, certains membres du Groupe de travail sur la valeur et les avantages des ISC¹ ont fait part de leur expérience. Eu égard aux avantages que l'on tire de l'interaction avec les citoyens, ces expériences peuvent être résumées comme suit :

- Dans un environnement de coopération efficace et efficient entre les ISC et les citoyens, la réputation des ISC comme institutions indépendantes qui ont une influence positive sur la vie des citoyens est reconnue par les citoyens. De plus, une coopération crée un esprit de confiance et de conscience du travail réalisé par les ISC.
- L'interaction avec les citoyens sert à canaliser les efforts d'audit public, améliorant ainsi l'efficacité du contrôle et des fonctions de contrôle inhérentes au mandat des ISC. Les ISC sont à même d'examiner des questions qui resteraient, autrement, dans le domaine des perceptions publiques.
- Les interactions avec les citoyens sensibilisent aux attentes des parties prenantes afin de permettre aux ISC de les inclure dans les stratégies, plans d'affaires et plans d'audit en temps utile, le cas échéant.
- Les CSO peuvent jouer un rôle important dans le renforcement des capacités institutionnelles de leurs pays respectifs en surveillant le gouvernement par le biais d'audits externes menés par les ISC dans les agences. Les CSO peuvent aussi formuler des recommandations en triant les contrôles qui doivent être réalisés par les ISC, basés sur les données utiles que les CSO obtiennent en réalisant leur travail.
- La réponse des ISC relative aux attentes des citoyens apporte une valeur ajoutée si celle-ci est donnée en temps utile, sans compromettre l'indépendance.
- Le rôle que la société civile peut jouer en assurant un suivi de la mise en œuvre des recommandations peut mettre le pouvoir exécutif sous pression en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations des ISC.
- Les contributions apportées par les citoyens par le biais de groupes de discussion peuvent être obtenues lorsque des audits spécifiques sont

¹ Les ISC membres ayant fait part de leurs expériences : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Bahreïn, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Jamaïque, Namibie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Russie.

préparés, en particulier des audits de performance, étant donné que les citoyens sont les destinataires des services publics. Les contributions des organes professionnels et groupes de pression réputés apportent une valeur ajoutée au processus d'audit.

- La perspective et les perceptions des représentants de citoyens très engagés apportent une valeur ajoutée à toutes les étapes du travail d'audit. En jouant un rôle de lien crédible entre les ISC et les citoyens, les représentants participent à faciliter les débats efficaces avec les citoyens qu'ils représentent au cours des interactions, comme lors de la communication des résultats d'audit.
 - Grâce à la coopération avec les ISC, les citoyens participent à révéler un non-respect des exigences liées au droit budgétaire et des tendances négatives, ce qui pourrait améliorer le droit budgétaire, les procédures budgétaires et le contrôle de l'Etat.
 - La mise en place de voies de coopération avec les citoyens est vitale, tenant compte de l'engagement des ISC dans la lutte contre la corruption.
7. Les membres du Groupe de travail sur la valeur et les avantages des ISC ont également souligné quelques défis à relever :
- Le choix des agences ou programmes à contrôler peut être influencé de manière inappropriée par des intérêts individuels et peut avoir une incidence négative sur la réputation des ISC.
 - Le besoin des ISC à protéger leur indépendance et réputation professionnelle lors des coopérations avec les citoyens. Certains CSO ont des liens politiques forts qui peuvent influencer sur l'indépendance.
 - Le cadre juridique de certaines ISC prévient ou limite une coopération avec les citoyens.
 - Un manque de personnel et de ressources financières peut imposer des limites à la coopération avec les citoyens ainsi qu'au bénéfice que l'on tire d'une telle coopération.
 - Le manque de connaissances de la part des ISC à mettre en place des voies de coopération avec les citoyens.

- Les demandes d'investigations reçues par les citoyens ne font pas toujours partie du mandat des ISC.
 - L'un des risques majeurs est de gérer les attentes des citoyens qui pensent que les ISC sont à même de résoudre chaque question soulevée, ainsi que le potentiel d'un volume de demandes non gérable à long terme pour les ISC.
 - Mettre en place des voies de coopération efficaces avec les citoyens permettra aux ISC de :
 - recevoir des plaintes
 - choisir les agences ou programmes à contrôler
 - ouvrir les audits à suggestions, propositions et observations.
8. Avec ce qui a été dit ci-haut, il y a des expériences et avantages positifs que l'on peut tirer d'une coopération entre les ISC et les citoyens. La condition préalable est toutefois que les ISC doivent être perçues comme étant crédibles avant d'interagir avec les citoyens afin d'établir la confiance publique. Bien que des défis aient été identifiés, la plupart d'entre eux peuvent être surmontés en triant sur le volet les institutions avec lesquelles il y aura un partenariat pour entrer en interaction avec les citoyens, planifier correctement et mettre en œuvre des mesures prises pour relever les défis. Il est néanmoins aussi évident que la solution universelle qui convient à tous est inappropriée et que les ISC doivent évaluer l'aptitude de leur propre environnement à déterminer la nature et l'ampleur des interactions avec les citoyens. Finalement, les ISC peuvent apprendre de leurs expériences vécues, réaffirmant la pertinence de la devise de l'INTOSAI – « *Experientia mutua omnibus prodest* » – à savoir que l'expérience mutuelle profite à tous. Le Groupe de travail sur la valeur et les avantages des ISC de l'INTOSAI a inclus dans son programme de travail l'objectif de capitaliser sur les connaissances et expériences de la coopération entre les ISC et les citoyens en vue d'institutionnaliser les services de conseil aux ISC à cet égard.

21° Simposio NU/IN

Tema 3:

Valor y beneficios de la cooperación entre las EFS, los parlamentos y los ciudadanos.

Caso de la Contraloría General de la República de Costa Rica

Exponente: Máster Marta Acosta – Subcontralora General de la República

Julio 2011

En primer término la rendición de cuentas se insta en Costa Rica como un principio de rango constitucional al cual se encuentra sometida la Administración Pública. Este principio desempeña un papel de primer orden dentro del marco de la gestión pública moderna, y constituye un elemento esencial para un buen gobierno.

En el fortalecimiento y la promoción de la rendición de cuentas las entidades de fiscalización superior desempeñan un papel clave e ineludible, y tienen un papel fundamental en la construcción del conocimiento ciudadano sobre el uso y destino de los recursos públicos. En este sentido, la CGR de Costa Rica como parte del engranaje del sistema de rendición de cuentas, se encuentra plenamente comprometida en el desarrollo de acciones necesarias para el fortalecimiento de la transparencia de sus acciones y el fomento de la rendición de cuentas, tanto a lo interno de la institución como hacia los ciudadanos y ciudadanas del país, lo cual se desarrolla en virtud de las competencias constitucionales y legales asignadas a la institución.

En ese sentido, la institución ha venido desarrollando y fortaleciendo una serie de mecanismos orientados a activar el sistema integrado de rendición de cuentas, al desarrollo de instrumentos y sistemas de información y la aplicación del marco legal, aspectos que forman parte de los principios de rendición de cuentas de la Organización Latinoamericana de Entidades de Fiscalización Superior (OLACEFS), los cuales fueron promovidos por la Contraloría General de Costa Rica, en el ejercicio de la presidencia de la Comisión Técnica de Rendición de Cuentas y que fueron adoptados de forma unánime por los miembros de esa organización en el marco de su XIX Asamblea General, celebrada en Asunción, Paraguay, en el año 2009. Estos Principios, constituyen un mapa de ruta que procura un buen gobierno y una guía para que las instituciones de fiscalización superior de la región promuevan el adecuado ejercicio de la rendición de cuentas.

Para lograr activar tales mecanismos la institución en primera instancia ha promovido a lo interno el fortalecimiento de su planificación estratégica, de tal forma que su Plan Estratégico institucional formulado para el período 2008-2012, incorpora dos objetivos estratégicos que resaltan la importancia que representa para la CGR promover la participación ciudadana:

- Incrementar el uso de los productos de la Contraloría General de la República por parte de la Asamblea Legislativa, los medios de comunicación y la ciudadanía
- Incrementar la confianza en la Contraloría General de la República por parte de la sociedad costarricense

Para cumplir estos objetivos se ha implementando una serie de acciones, entre la cuales se destaca la formulación del Plan Nacional de Fiscalización y Control, elaborado en 2010, conjuntamente con un grupo de ciudadanos expertos y con la participación de un grupo representativo de Auditores Internos del Sector Público. Este plan contiene un componente importante dedicado a temas específicos de interés ciudadano.

A continuación se detallan las acciones realizadas en cada uno de esos tres mecanismos.

a. Activación del sistema integrado de rendición de cuentas

Este aspecto se relaciona con la perspectiva horizontal de la rendición de cuentas, y en primer término cabe destacar la relación de la CGR con la Asamblea Legislativa, en atención a la función auxiliar que por mandato constitucional le corresponde brindar.

Sobre este particular, la Contraloría General le proporciona al Congreso información relativa a los productos que se generan, tales como todos los informes de fiscalización que elabora, le brinda asesoría técnica en materia de hacienda pública así como también atiende las solicitudes de información, solicitudes de estudios de fiscalización y consultas de proyectos de ley, entre otros.

Además de los productos citados, también se le suministra al Congreso una serie de informes para su control político, entre los cuales destaca la Memoria Anual de la CGR, la cual contiene, entre otros aspectos un conjunto de Opiniones y Sugestiones con el fin de apoyar las deliberaciones y decisiones legislativas sobre diversos temas de debate nacional, el dictamen de la evaluación de la gestión de la cuenta pública, así como la propia rendición de cuentas de la CGR (Informe de Labores). Esta memoria, como práctica institucional de los últimos años, no solo se presenta en forma impresa, sino que además se desarrolla toda una labor de divulgación ante las diferentes fracciones políticas y ante

21° Simposio NU/IN

Tema 3:

Valor y beneficios de la cooperación entre las EFS, los parlamentos y los ciudadanos.

Caso de la Contraloría General de la República de Costa Rica

Exponente: Máster Marta Acosta – Subcontralora General de la República

Julio 2011

la Comisión de Ingreso y Gasto Público, la cual analiza el uso y destino de los recursos del presupuesto público.

Otro producto importante es el relacionado con el Informe Técnico sobre el Proyecto de Ley de Presupuesto de la República. Este se presenta anualmente a la Asamblea Legislativa con el propósito de proveer información y opinión acerca del proyecto de presupuesto y, de esta forma, contribuir a su proceso de discusión y aprobación. En este informe se incorporan proyecciones fiscales y financieras, se aborda el proceso de formulación presupuestaria y la planificación nacional. También se discute el análisis de egresos de algunas instituciones. En el pasado, por ejemplo, a través de estos informes la Contraloría comunicó que no se estaba presupuestando el 6% del PIB, establecido constitucionalmente, para educación. Para el informe técnico de 2011, se comunicó que se había presupuestado el 7.1% del PIB. Además, se informa si la asignación de los recursos se realiza en función de las prioridades establecidas en el Plan Nacional de Desarrollo. Todas estas prácticas promueven beneficios a la ciudadanía.

Asimismo y como aporte a la rendición de cuentas y a la transparencia presupuestaria la CGR ha venido presentando al Congreso información especial sobre la ejecución presupuestaria de las instituciones públicas tanto a la Asamblea Legislativa como a la ciudadanía en general.

Cabe señalar además, que en los últimos tres años, la CGR ha utilizado una buena práctica la cual consiste en formular una encuesta para conocer la opinión que tienen los señores y señoras diputados y diputadas sobre la calidad de sus informes, utilidad de los mismos para control político y la rendición de cuentas del gobierno así como su opinión sobre el nivel de comprensión de nuestros informes. Producto de estas encuestas se mejoran continuamente los productos que se remiten a los legisladores para su oportuna toma de decisiones.

b. Desarrollo de instrumentos y sistemas de información

La CGR ha incorporado, como parte de su gestión institucional y en procura de la generación de valor público, el servicio a la ciudadanía costarricense, ello por medio de la

entrega de productos acordes con las características de calidad y oportunidad que merece la ciudadanía así como también teniendo muy presente que una premisa fundamental de la transparencia se relaciona con la calidad de la información para una efectiva rendición de cuentas. En ese sentido la CGR ha venido promoviendo a lo interno la transparencia de la información pública y su disposición a la ciudadanía, especialmente haciendo para ello un uso intensivo de la tecnología y desarrollando esfuerzos para que la información pública que se genera, pueda ser accesada fácilmente y de manera comprensible, tal como lo prevén las mejores prácticas en el proceso de rendición de cuentas.

En este aspecto, por medio del sitio web de la CGR se pone a disposición de la ciudadanía mecanismos para que el ciudadano pueda denunciar posibles actos de corrupción (denuncia electrónica) así como información presupuestaria de las instituciones mediante sistemas de información clave, de fácil acceso y de calidad confiable, como lo son el Sistema de Presupuestos Públicos (SIPP) y el Sistema Integrado de la Actividad Contractual (SIAC), que facilite la exigencia de cuentas a los ejecutores de las políticas públicas; así como información sobre los resultados de los informes de fiscalización, haciendo uso de la plataforma tecnológica disponibles en la institución para facilitar la consulta de esa información por parte de los usuarios. Asimismo la institución se encuentra desarrollando un observatorio del gasto público, el cual estará a disposición del ciudadano a partir de mes de octubre próximo.

Esas acciones, entre uno de sus logros más reconocidos, le han permitido al país obtener un importante resultado en la medición del índice internacional de transparencia presupuestaria, pues las variables mejor calificadas están vinculadas con las funciones de fiscalización y control presupuestarios realizadas por la Contraloría General.

Otro aspecto importante de señalar en este apartado, se relaciona con la disponibilidad de información relacionada con generación de Informes de Fiscalización, todos los cuales se incorporan en el sitio web y pueden ser consultados por todos los actores sociales, instituciones gubernamentales, instituciones privadas, medios de comunicación, etc.

Asimismo, en relación con los informes de fiscalización de mayor impacto, se generan boletines y audios para su difusión a la ciudadanía a través de los medios de comunicación.

c. Aplicación del marco legal

Tal como lo prevé el principio de rendición de cuentas instaurado constitucionalmente, la administración pública en sentido amplio estará sometida a un procedimiento de evaluación de resultados y rendición de cuentas, con la consecuente responsabilidad personal para los funcionarios en el cumplimiento de sus deberes. La ley señalará los medios para que este control de resultados y rendición de cuentas opere como un sistema que cubra todas las instituciones públicas.

En ese sentido y acorde con competencias constitucionales y legales otorgadas a la CGR, ha generado una serie de acciones tendientes a la aplicación efectiva del marco normativo que regula la rendición de cuentas.

Para ello, a nivel interno, cuenta con el **Área de denuncias e investigaciones**, la cual tiene como objetivo detectar e investigar posibles irregularidades y actos de corrupción en la Administración Pública, por medio de un proceso constante de monitoreo y fiscalización de la Hacienda Pública, para lo cual le corresponde desarrollar e implementar mecanismos de investigación, preferiblemente apoyada en tecnologías de información y en bases de datos internas y externas, que le permita relacionar y procesar altos volúmenes de información y facilitar la identificación de hipótesis de corrupción.

Por otra parte también se desarrollan otro conjunto de acciones para enfrentar la corrupción y la percepción de impunidad tales como la participación judicial de la CGR en los procesos constitucional, contencioso administrativo, penal y laboral, la aplicación de procedimientos administrativos, entre otros aspectos.

Estrategia de acercamiento a la ciudadanía

- Como complemento de las acciones antes citadas, la CGR ha venido desarrollando una estrategia de acercamiento a la ciudadanía, la cual se activa por varias vías, siendo una de ellas la participación de la CGR en la Comisión Nacional para el Mejoramiento de la Administración de Justicia, que agrupa al Poder Judicial,

Defensoría de los Habitantes, Ministerio de Justicia, Tribunal Supremo de Elecciones, la Asamblea Legislativa, el Colegio de Abogados y la Facultad de Derecho de la Universidad de Costa Rica, en la cual se desarrollan actividades de acercamiento directo a la ciudadanía, brinda una valiosa oportunidad para contactar, directamente ya sea a los grupos de la sociedad civil organizada, o bien a los ciudadanos en general, de tal modo que ellos puedan aclarar las dudas que tengan acerca del quehacer de la Contraloría, o bien retroalimentar y coadyuvar en el ejercicio de la fiscalización superior.

- El sitio web institucional se revisa de manera permanente con la finalidad de acercar más al ciudadano e informarle de mejor manera sobre nuestra gestión y nuestros productos. La CGR incorpora dentro de su sitio Web una sección denominada “Contraloría transparente”, con el propósito de que la ciudadanía conozca sobre nuestros planes, políticas, finanzas, remuneraciones, entre otros.
- Proceso de revisión de pares: Tal como se señaló al inicio, uno de los objetivos de nuestro plan estratégico se orienta a fortalecer la confianza de la sociedad en la CGR, para ello, una de acciones tomadas se orienta al sometimiento voluntario de la CGR para realizar una revisión de pares en dos de nuestros procesos: el de auditoría y el proceso de planificación institucional. Esta revisión dará inicio entre los meses de agosto y noviembre 2011 por parte de la EFS de México y de Chile respectivamente.
- Rendición de cuentas: La CGR como toda institución pública y de acuerdo con el mandato constitucional está en la obligación de rendir cuentas sobre su actuación, por lo que se somete al escrutinio del Congreso, de los medios de prensa y de la ciudadanía en general. Además de su Memoria Anual al Congreso, la CGR elabora un informe semestral y anual sobre su gestión al Ministerio de Hacienda. Esta información está disponible para los ciudadanos y la prensa.

A manera de resumen, se concluye que la participación ciudadana es un proceso irreversible y requiere de un proceso gradual de cambio por parte de las EFS, sujeto a mejora continua, lo cual parte de moldear aún más nuestra cultura organizacional,

21° Simposio NU/IN

Tema 3:

Valor y beneficios de la cooperación entre las EFS, los parlamentos y los ciudadanos.

Caso de la Contraloría General de la República de Costa Rica

Exponente: Máster Marta Acosta – Subcontralora General de la República

Julio 2011

contribuir a capacitar y educar al ciudadano para que participe de manera más activa y exija cuentas a las instituciones públicas.



21st UN/INTOSAI Symposium
21^e Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio NU/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 al 15 de julio de 2011, Viena, Austria

الموضوع / Topic/Thème/Thema/Tema

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنین لتعزيز المساءلة الحكومية

Thème 3 : Valeurs et avantages d'une coopération entre les ISC, les Parlements et les citoyens

Rapports et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

DANEMARK

Sommaire

1. Définition de l'expression « groupe de discussion ».
2. Objectif d'avoir un groupe de discussion.
3. Expériences relatives aux groupes de discussion :
 - Présentation de deux audits de performance pour lesquels des groupes de discussion ont été mis en place
 - Participants
 - Méthodologie
 - Résultats
4. Valeurs et bénéfices d'un groupe de discussion.

1. Définition de l'expression « groupe de discussion » (Wikipedia)

Un « *focus group* » (ou **groupe de discussion**) est une forme de recherche qualitative qui prend forme au sein d'un groupe spécifique culturel, sociétal ou idéologique, afin de déterminer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un produit, d'un service, d'un concept ou de notices. Des questions sont soulevées dans un groupe interactif au sein duquel les participants sont libres de discuter avec les autres membres du groupe.

2. Objectif d'avoir un groupe de discussion

Etablir des groupes de discussion représente une opportunité d'impliquer tant les entités contrôlées que les citoyens et experts pertinents. De plus, la mise en place d'un groupe de discussion permet d'épargner beaucoup de temps au cours de la phase d'analyse et de finalisation d'une mission de contrôle, puisque les parties pertinentes sont réunies en même temps et au même moment et entendent les observations de chacun. Diriger les réunions des groupes de discussion permet aussi que les questions pertinentes soient incluses dans la mission de contrôle à une étape avancée du processus d'audit. Finalement, le groupe de discussion représente un niveau supplémentaire d'assurance qualité, en particulier lorsqu'il s'agit d'assurer la convenance et l'exhaustivité d'une mission de contrôle, y compris des recommandations.

3. Expériences relatives aux groupes de discussion

Présentation de deux audits de performance

Récemment, Rigsrevisionen a eu recours à des groupes de discussion lors de deux missions de contrôle, qui sont présentées ci-bas. L'une des missions de contrôle n'est pas encore complétée.

14/2009. Le projet de mise en œuvre d'un système d'enregistrement numérique

Le rapport traite la mise en œuvre d'un système d'enregistrement numérisé de propriété. L'administration judiciaire - une institution indépendante sous le ministère de la Justice – a été mandatée pour mettre en œuvre un système d'enregistrement numérique en étroite coopération avec la Cour d'enregistrement foncier établie en 2007.

L'enregistrement des titres de propriété comprend l'enregistrement public, les tests et la publication des droits au registre des titres. Le registre foncier numérique, qui est le registre majeur, a été lancé le 8 septembre 2009, après avoir été différé plusieurs fois. A la suite du lancement de l'enregistrement foncier numérique, les utilisateurs ont eu des problèmes lors de l'enregistrement foncier au registre des titres, qui a causé entre autres de longs délais de traitement. L'objectif de la mission de contrôle, initiée à la demande du Comité des comptes publics, était d'évaluer la mise en œuvre du projet d'enregistrement foncier numérique, y compris la base pour la décision de réaliser le projet, la gestion de projet, la gestion financière, la fonctionnalité du système, les préparatifs liés à la mise en œuvre organisationnelle du système et le fonctionnement du système.

Initiatives du Service des prisons et de la probation pour prévenir les criminels de commettre de nouveaux crimes (pas encore achevées)

Le rapport traite les initiatives prises par le Service des prisons et de la probation pour prévenir les criminels de commettre de nouveaux crimes. Depuis 2006, le taux de récidive s'est stabilisé à environ 26%, y compris pour les criminels qui sont de nouveau jugés pour un nouveau crime perpétré dans les deux ans qui suivent leur libération. Le Service des prisons et de la probation a pris plusieurs initiatives, comme la mise en œuvre d'un projet relatif à la libération, des accords d'entreprises initiés entre le Service des prisons et de la probation et les municipalités ainsi que la réalisation d'études efficaces entreprises sur des thèmes choisis. L'objectif de la mission de contrôle est d'évaluer si ces accords entre les institutions qui rendent compte au Service des prisons et de la probation sont satisfaisants, si ces accords entre le Service des prisons et de la probation et les municipalités sont acceptables et, finalement, si le Service des prisons et de la probation évalue les incidences des initiatives prises pour prévenir les criminels de commettre de nouveaux crimes.

Méthodologie

Les groupes de discussion se sont réunis respectivement une et deux fois lors des deux missions de contrôle réalisées par Rigsrevisionen. Les réunions ont duré environ deux heures et demi, et l'ordre du jour avait été soumis bien à l'avance aux participants.

Les premières réunions des groupes de discussion se sont concentrées sur la portée des missions de contrôle, y compris des problèmes évidents qui devaient être inclus dans la mission de contrôle. Au cours de la dernière mission de contrôle du Service des prisons et de la probation, une deuxième réunion du groupe de discussion s'est tenue pour discuter et contester les résultats préliminaires de la mission de contrôle, y compris la présentation des recommandations (par ex., la formulation etc.).

Les réunions se sont tenues en groupes pléniers et en petits groupes comprenant deux à trois participants. En divisant les participants en plus petits groupes, nous avons assuré que tous les participants soient impliqués dans les discussions.

Chaque réunion de groupe de discussion a été facilitée soit par un employé des RH expérimenté de Rigsrevisionen, soit par un expert externe qui avait des compétences de facilitation. Etablir un groupe de discussion requiert des compétences de facilitation et en gestion.

Des résumés des réunions ont été communiqués à tous les membres pour observations, et les résumés ont été utilisés comme documentation secondaire dans les missions de contrôle.

Les groupes de discussion peuvent être instaurés de manière méthodologique pour tous les audits de performance, indépendamment de l'objectif des audits. Toutefois, il faut être conscient de la subjectivité de chaque participant (à savoir, chaque participant a son propre point de vue, qui est présenté à la réunion) et un consensus parmi les participants n'est pas requis. Pour atteindre son objectif, les participants d'un groupe de discussion ne doivent pas trop s'accoutumer, signifiant que les groupes de discussion ne se réunissent pas souvent.

L'ISC doit rester et être perçue comme étant indépendante tout au long du processus et il revient à l'ISC de déterminer et évaluer les résultats du groupe.

Le Comité des comptes publics souhaiterait que Rigsrevisionen considère avoir plus souvent recours à des experts pertinents pour les missions de contrôle.

Participants

Le groupe de discussion portant sur le projet du système d'enregistrement numérique comptait des représentants 1) du secteur bancaire, 2) de l'union des avocats, 3) de l'union des agences immobilières, 4) de l'union des arpenteurs-géomètres inscrits, 5) du ministère de la Justice, 6) de la Cour d'enregistrement des biens fonciers, 7) du fournisseur du système et 8) un professeur en technologies de l'information.

Le groupe de discussion relatif aux initiatives du Service des prisons et de la probation pour prévenir des criminels de commettre de nouveaux crimes comptait des représentants 1) du ministère de la Justice, 2) du Département de Service central des prisons et de la probation, 3) des institutions rendant compte au Département de Service central des prisons et de la probation, y compris des directeurs de prisons, directeurs de pensionnats et chefs de services de la probation, 4) des municipalités, 5) du Gouvernement local du Danemark (LGDK), 6) d'une union d'anciens détenus dénommée *Exit*, 7) de l'union des travailleurs sociaux, et d'une organisation privée/groupe de réflexion en ce qui concerne les politiques liées à la criminalité et aux droits (le président, qui a participé au groupe de discussion est le président sortant du Service des prisons et de la probation canadien).

Le nombre de participants peut varier selon le sujet. Rigsrevisionen a fait l'expérience qu'il est judicieux d'inviter entre 8 à 12 participants.

Rigsrevisionen a consulté les entités contrôlées avant de sélectionner les participants afin de s'assurer que les participants soient pertinents. Les entités contrôlées ont dans les deux cas acceptées les participants sans faire d'observations. Tous les participants sont directement intéressés au sujet de la mission de contrôle, soit comme utilisateur du système ou comme entité contrôlée.

Seuls les frais de voyage et d'hébergement sont pris en charge par Rigsrevisionen, aucun autre frais n'est versé aux participants.

Résultats

Les réunions des groupes de discussion ont été très utiles étant donné que toutes les parties sont réunies en même temps, et ont l'opportunité de faire des observations sur les points de vue de l'autre lors de la discussion. Ceci a été particulièrement utile en ce qui concerne l'étendue des missions de contrôle.

Lors de chaque réunion, les participants ont été priés d'inscrire 5 problèmes clés, ou leur priorité privilégiée quant à la mise en œuvre du système, ou encore les trois principaux

domaines avec le plus de possibilités d'amélioration. Ceci s'est avéré comme étant une bonne pratique tout au long de la mission de contrôle.

Organiser des réunions de groupes de discussion permet d'épargner un temps considérable à toutes les parties étant donné qu'elles sont réunies en même temps. De plus, le temps investi à valider les différentes déclarations de chaque entité contrôlée est minimisé.

Les groupes de discussion permettent d'intégrer les connaissances des experts dans le processus d'audit, par exemple des experts en technologies de l'information ou spécialistes de système/organisation, de même que des citoyens comme d'anciens détenus. En impliquant des parties qui ont des connaissances approfondies sur le sujet, vous obtenez une assurance qualité plus élevée.

4. Valeurs et avantages d'un groupe de discussion

- Une épargne de temps considérable.
- Les experts sont entendus et impliqués dans le processus.
- Un degré plus élevé d'assurance qualité.
- La possibilité d'impliquer les citoyens pertinents.
- Aide à réaliser l'étendue des missions de contrôle.
- Aide à assurer que les questions pertinentes soient incluses dans la mission de contrôle, par exemple qu'au cours d'une réunion du groupe de discussion, des accords satisfaisants entre le Service des prisons et de la probation et les municipalités ont été identifiés comme étant essentiels pour prévenir les criminels de commettre de nouveaux crimes.

“Improving Communication between SAIs and their Stakeholders”
Superior Audit Office of Mexico | July, 2011

Foreword

All around the globe, the practice of governmental auditing has surpassed its traditional boundaries to become an instrument readily used, both by official agencies and the citizenry, to assess the quality of public funds' use.

The findings of an audit might prove to be an important input for stakeholders of all sorts: lawmakers and their decisions over budgetary allocations; upper management and the implementation of changes on their strategies; watchdog organizations and the contents of their reports; media and their views; private citizens and their participation in elections.

Even though the outcomes of the auditing process are, mainly, of a technical nature, they reflect with great clarity the real capacity of a government of meeting the citizenry's needs, and therefore, they should provide accurate and timely information to the users on how their money has been spent.

Auditing is, indeed, a public service, and auditing entities should always bear in mind that they are writing not only for a specialized minority, but for the nation as a whole.

Therefore, the definition of a sound and coherent communication policy should be a paramount of the auditing process; it is necessary not only to get the results, but make them available for stakeholders of all kinds, in order to render them fit for their main purpose: the improvement of governmental expenditure.

In this paper, we will offer the reader the experiences of the Superior Audit Office of Mexico (SAO) regarding the challenges of conveying the contents of its auditing reports, the steps undertaken towards broadening the base of its users and the future endeavors for attaining its goals.

The task of conveying auditing results

Since its inception, the SAO was given the mandate to assess the federal public accounts, on a yearly basis and after the expenditures have been made. The scope of the auditing process comprises the Executive, Legislative and Judiciary Branches of the Federal Government, the federal funds transferred to the federal states and, in general, any institution or even individual that uses federal resources.

Likewise, the SAO has the duty of presenting its yearly report to a special Commission of the Mexican Chamber of Deputies. The contents of the report are made public after this presentation, given the need of preserving the confidentiality of the information; the full version of the report is posted on the SAOs' website in order to make it available for the general public, the media and the academic sector.

By doing so, the SAO can officially consider that it has acquitted itself of this task, and move on. But how have these actions translated in a wider awareness of the contents of its auditing report?

In order to get precise information on this, the SAO decided to conduct a survey among a representative sample of its users and of the general public towards the end of 2007. This survey was meant to assess the level of transparency and accountability culture within Mexican population, so as to have an insight concerning the national perception on the institution's performance and outcomes.

This study pointed out that a large percentage of the non-specialized population is unable to identify SAO's specific responsibilities; yet, the percentage that does identify them largely approves (over 75%) the institution's performance.

Also important, the study exposed that educational level is a central issue in determining the importance of public institutions' transparency and accountability, as well as SAO's tasks. Likewise, the perception on the institution among the national experts is good (69%), thus allowing SAO to be considered as a well rated institution within the Mexican governmental institutions.

A second survey was conducted in 2009, regarding those areas whose endeavors are related to the auditing process. 36 federal governmental entities, an autonomous entity, nine state governments, two unions and 31 media organizations were asked about their knowledge on auditing, SAO's functions and the perception of its work.

The survey's results were positive, showing that 57% of the sample considered that the SAO's annual report offers a clear panorama of the public expenditures; the same percentage sustains that the outcomes and findings of the auditing process contributes to the improvement of the public funds' use; 89% of the surveyed entities believed that SAO's work is trustable; 71% thought that the institution met national expectations regarding transparency and accountability; 83% considered that the SAO acted with objectivity, 71% with impartiality, 78% with efficiency and 86% with integrity.

Even though these outcomes are favorable to the SAO's performance, we have to concede that they are not very explicit regarding the issue under discussion: how well is our message been conveyed to our stakeholders. Perception is just a part of the picture; as an institution whose values are related to accountability and

transparency, we have to be very self-critical and consider if we are doing our best in terms of rendering the results of our work available to all those interested in it, not only to our usual customers.

The Annual Report and its Peculiarities

Let's start with our main client: the Chamber of Deputies. In principle, the auditing findings should be an important input for the legislative work, the definition of the federal budget and the fund allocation. Time and again, we have been advised, as the technical auditing arm of the Chamber, that our information arrives late; not because of a non-compliance with the calendar, but because while the budget is discussed in December, the SAO's report is delivered in March, which means that our work has not become an input for the national budgetary decisions taken by the Chamber.

Since the SAO is forced to comply with its legal mandate, it has to wait until the Ministry of Finance gives it the fiscal year's public account, including information on all the Branches, which happens in the first quarter of the following year. The process of auditing takes several months, thus forcing the SAO to hasten its audits in order to render its report as soon as possible. Nevertheless, the gap between serviceable information and availability date is still to be significantly narrowed.

Another factor is the sheer volume of the report itself. Around a thousand audits are conducted, resulting in a huge set of tomes -66 in 2010-, sometimes written in an arid and technical language; a daunting task for anyone daring to read each and every part of this report, and likely requiring specific knowledge on the issues tackled therein. Several members of the Oversight Commission have candidly expressed that it is just impossible not to get lost in those thousands of pages, even with the most serious intentions of trying to fully understand. This reflects, unfortunately, on the lack of use of our work in the Chamber's debates.

In order to address this situation, the SAO decided to radically modify the presentation of its report. From this year on, individual reports will be issued as soon as each auditing process is finished. Even though it is always tempting to include a thorough analysis of each particular situation found, there will be a strict editorial policy regarding simplicity and conciseness, so as to allow the reader to grasp the main issues and conclusions.

This will allow the Chamber of Deputies to count on a steady stream of information which can be taken into consideration during the lawmakers' work, fuel informed debates and take more objective decisions.

Mass communication by the Internet

Most Superior Audit Institutions have Internet sites in order to conveniently, efficiently and economically convey their message to the public. But, evidently, the access of each country's public to the Internet resources still varies enormously, and so does the clarity of the aforementioned websites' contents.

Mirroring the problems discussed above regarding the complexity of the SAO's reports, the digital versions have also presented several limitations, mainly, the user-friendliness of the system.

Given that an official website is the portrait of an institution, we have periodically analyzed the contents and general appearance of our website. Thus far we have made at least three major overhauls of our portal, in order to make it more useful for its visitors. Right now we are working in a new portal, which will enable the users to quickly find their way among the numerous audit reports, as well as an English version for our international customers.

The SAO and the Media

We all know that the media often portrays events under a very different light than the one we use. Even though there is a responsible attitude of the mainstream means of communication regarding the work performed by the Superior Audit Institutions, we can always find fine examples of sensationalism, lack of contextualization or mere ignorance on the procedures and meaning of the auditing processes.

This might become a problem because one of the mainstays of our profession is credibility. We have to be perceived as institutions fully engaged with values such as impartiality, objectivity and accuracy, and the media can be a strategic ally in order to attain this goal.

We can't interfere with the freedom of the press, but we can indeed help them by providing the technical skills required to understand our auditing practices, the real scope of our decisions and the legal mandate and constraints of the auditing practice. A more informed analyst will generate a balanced and objective view of the facts and therefore, produce valuable information for the public.

Last year the SAO, in collaboration with one of the most prestigious social investigation centers of Mexico, offered a workshop to the journalists that cover legislative news about several issues related to our work: the conceptual framework of accountability, the institutional environment, the role of Superior Audit Institutions, the different kinds of audit processes, the national and international framework of auditing, and the quality of governmental performance, among others. Several acknowledged specialists were invited to offer these courses, and the response was very positive.

Another interesting experience was a workshop on media management, which was attended by the heads of the Superior Audit Offices of the 32 federal states. We found that it is imperative that those responsible of this important task develop the abilities to convey a clear and coherent message when they concede interviews or are requested to make statements on specific issues. Quite a few of them found out that dealing with the media is not as easy as it seems, and that they have to proceed with caution in order to promote their institutional interests.

In Mexico, by law, the government is entitled to use time spaces in public TV and radio for official purposes; likewise, the Legislative Branch has an official TV channel, available on cable, for disseminating information.

The SAO decided to take advantage of these opportunities by creating a series of spots describing its activities to the general public, and recording twenty half-an-hour round table discussions. These programs –under the title “Checks and Balances”- were moderated by a respected journalist and included the participation of specialists, scholars, members of our institution and lawmakers representing the whole Mexican political spectrum.

Several issues were debated: auditing in federal states and municipalities, current international trends in auditing, the value and benefit of Superior Audit Institutions, auditing and public policies design, auditing and budget definition, the participation of the citizen in accountability processes, possible reforms to the audit system, role of sanctions in the auditing process, etc.

We consider these efforts as a very valuable means for reaching wider audiences and, in a way, “educate” the public regarding our endeavors. Given the positive reception to this initiative, we plan to develop other projects of the same nature in 2011.

Input of the Academic Sector

Another stakeholder, which is seldom taken into account in the definition of communication strategies, is the academia. Investigation centers, professional associations, universities, are all net producers of knowledge on auditing issues, and therefore, the Superior Audit Institutions should reach out and participate actively in research and development projects with them. Moreover, the future members of our institutions are the current alumni of these centers; a special attention should be devoted regarding a contribution in the curricula of the audit specialists.

The SAO has signed a series of agreements with universities so their best students can make internships in the institution and, eventually, opt to become full-time employees. At the request of several of these centers, the SAO participates, on a

regular basis, in seminars, round tables and other academic activities in order to develop an interest on our work among the attending public.

Another project that has yielded outstanding results has been the annual contest of essays on superior auditing and accountability, organized with the National University. This contest, held for the last ten years, has offered a showcase for those involved with these themes; over 700 essays have been received, and the best have been disseminated across the country.

The Citizen and the Accountability Process

All in all, the most important stakeholder for a Superior Audit Institution is the citizenry, because it is the ultimate beneficiary of a better use of public funds, and at least in Mexico, might be the least aware party of the benefits of government auditing and accountability. The surveys have shown us that our work is not well understood by a considerable part of the nation; therefore, we have to design appropriate means for conveying the importance of auditing.

There has been an intense international debate on the feasibility of allowing the citizenry and the Non Governmental Organizations a more active role in the audit process. We believe that this participation might prove to be valuable as long as it does not interfere with the impartiality of the institution, and acts as an additional source of information about the performance of governmental agencies.

Moreover, last year the SAO created a mechanism (hot line) for receiving anonymous denounces of the public regarding alleged irregularities via e-mail. These inputs will be taken into account in the yearly audit planning program. We hope that this strategy, together with clearer audit reports, a more accessible website and all the other dissemination activities described in this document, will enhance the institutional communication process with the citizenry.

Conclusion

As we have seen, the adequacy of a communication strategy covering the interests and special characteristics of all stakeholders is a vital element of a Superior Audit Institution work. We produce information, and if this information does not reach its final users, the impact of the auditing practice's outcomes will be severely curtailed.

A multidisciplinary approach is required in order to attain a coherent and diversified communication policy. We have to bear in mind the particular needs of our customers, so our products meet their specific requirements. The different parts of the policy must complement each other, so our institutions can convey a univocal message that reaches the widest possible audience.

We must strive to generate a positive perception in the public, but also couple it with specific actions that offer certitude and real contents to that perception. In this way, we will maintain the attention of our stakeholders and receive valuable input for attaining our institutional goals.

“Effective practices of cooperation
between SAIs and citizens
to enhance public accountability”

21st UN/INTOSAI Symposium
Vienna, July 13-15 2011

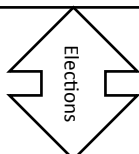
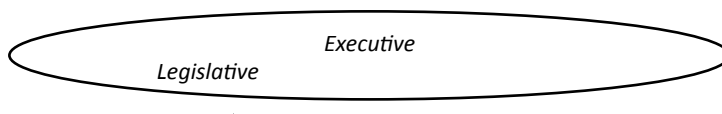
Theme 3
Values and benefits of cooperation between SAIs,
parliaments and citizens

Enrique Peruzzotti
(Consultant UNDESA, Di Tella University)

Traditional approach: arenas and agents of accountability

Horizontal mechanisms (political and legal accountability)

Comptroller General
Public Prosecutor
Public Audit

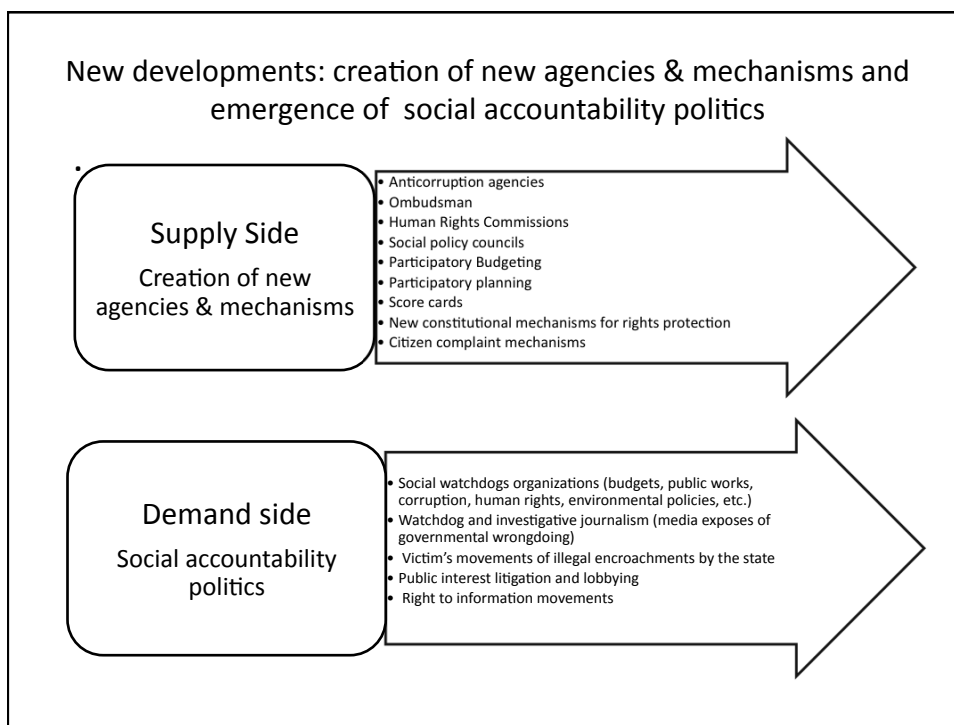


Political control

Individual Citizens

Civil Society Media

Vertical Mechanisms

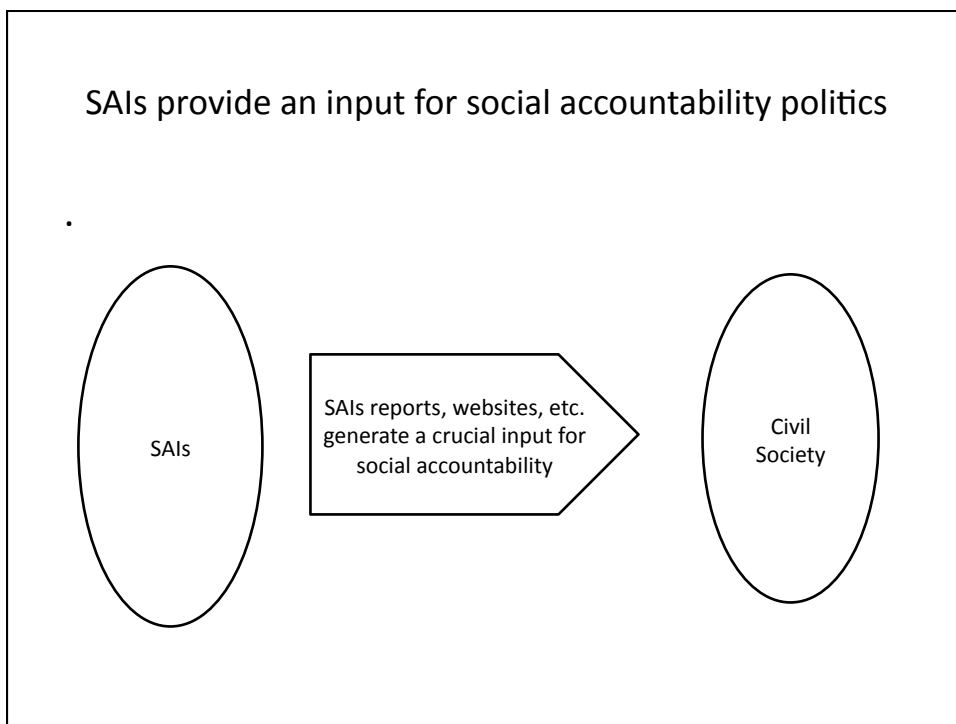
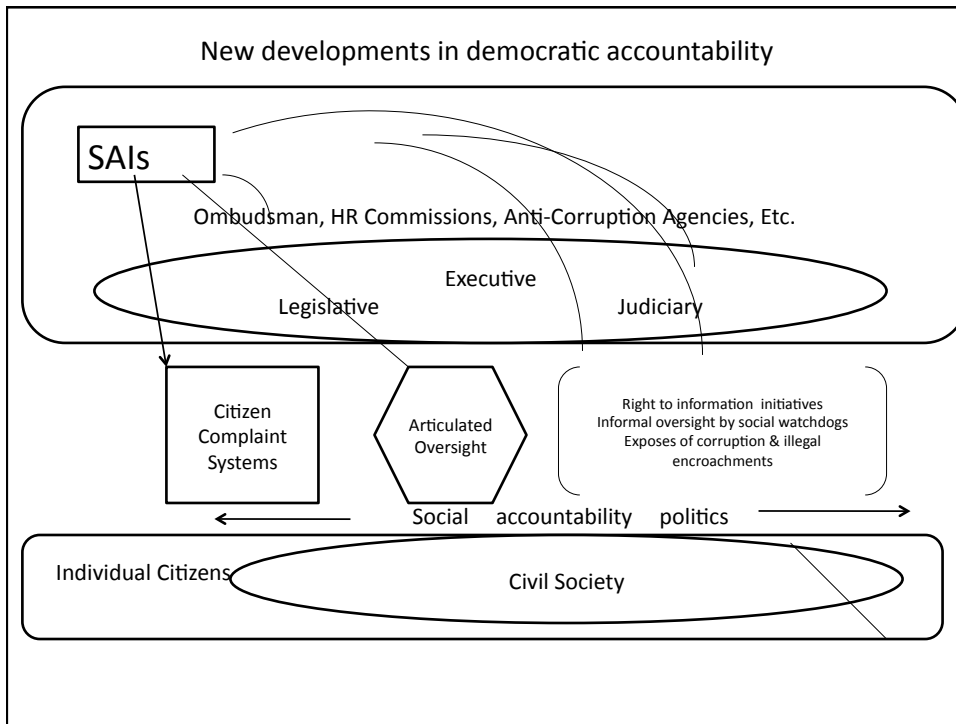


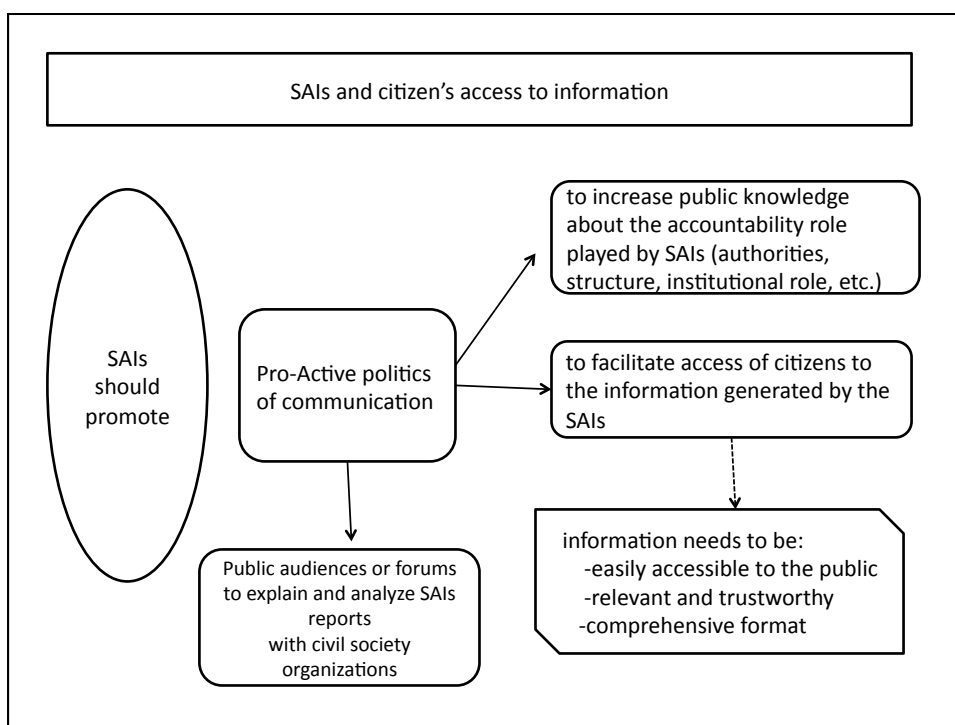
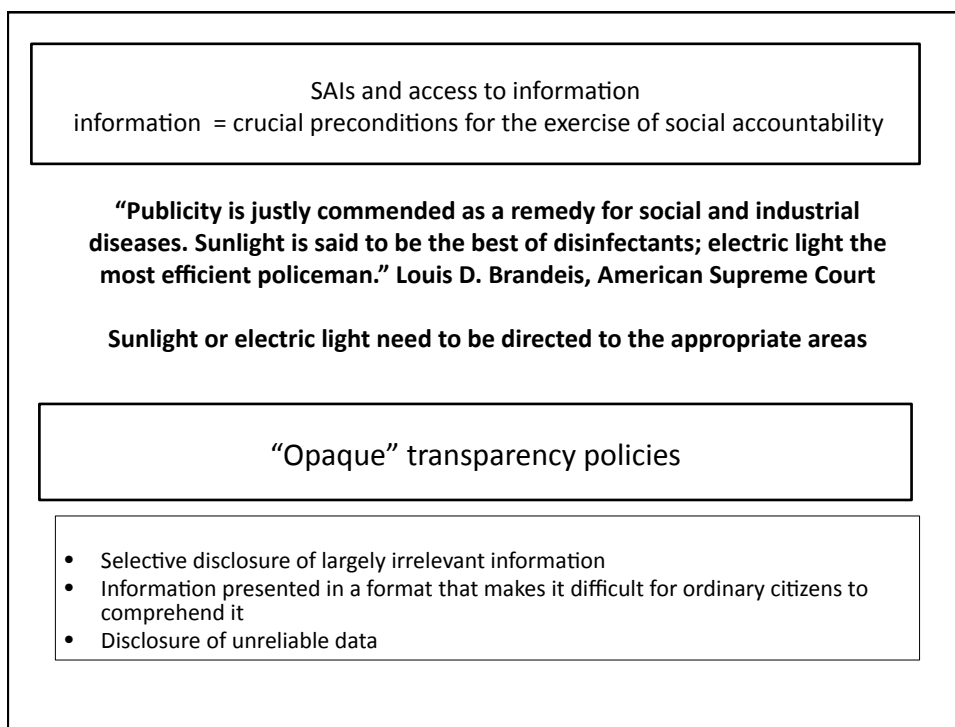
Sub-type of social accountability politics that is directly relevant to SAIs

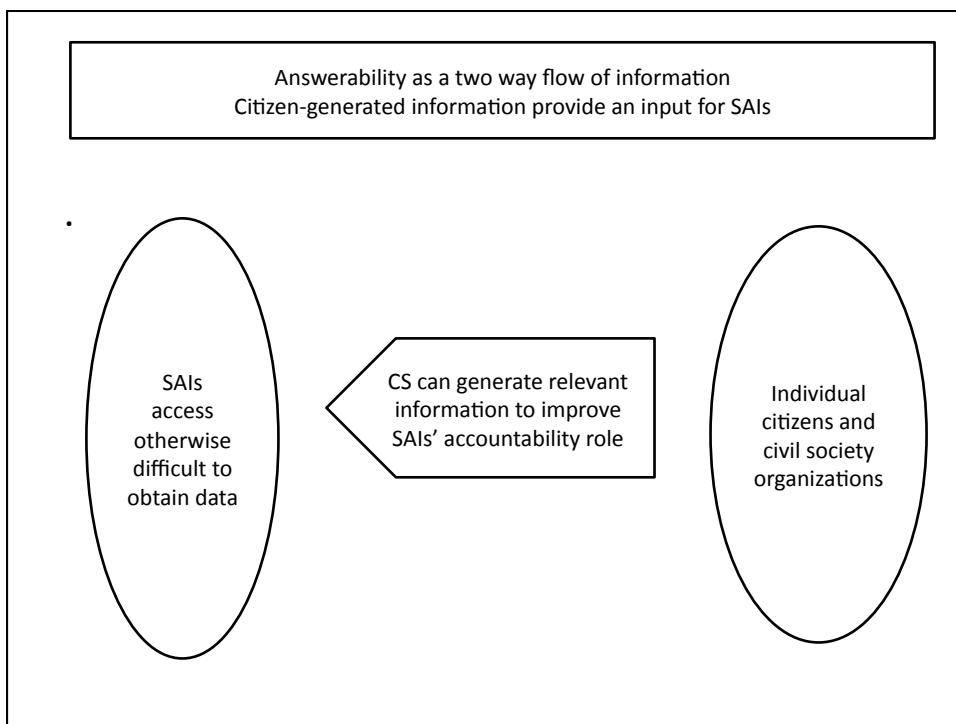
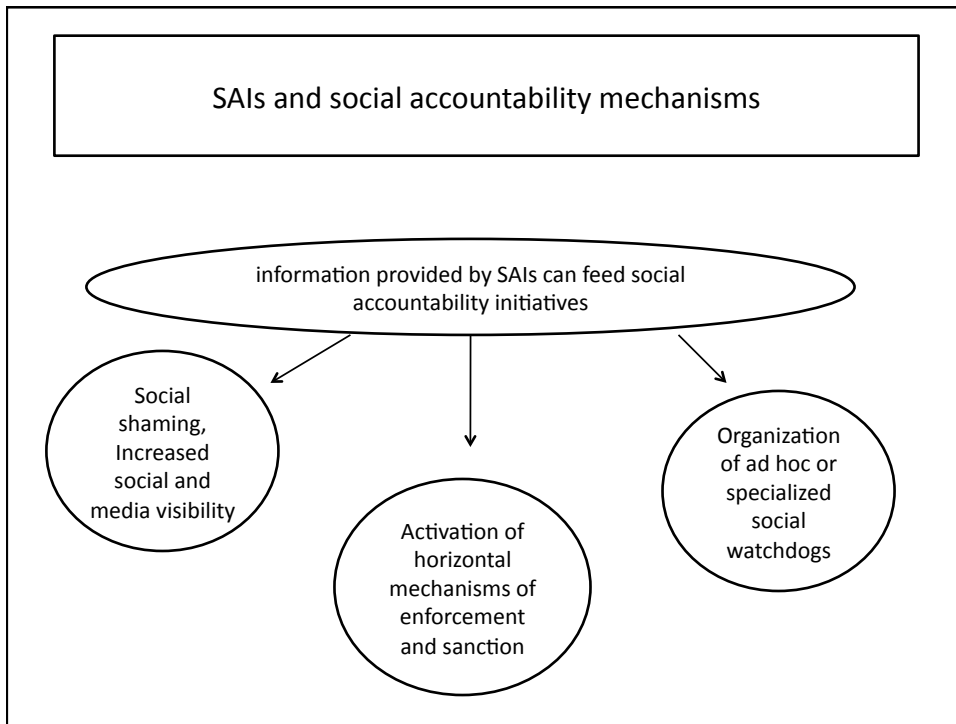
Development of citizen-led initiatives organized around demands for legally accountable government
(Peruzzotti-Smulovitz, *Enforcing the Rule of Law*, 2006)

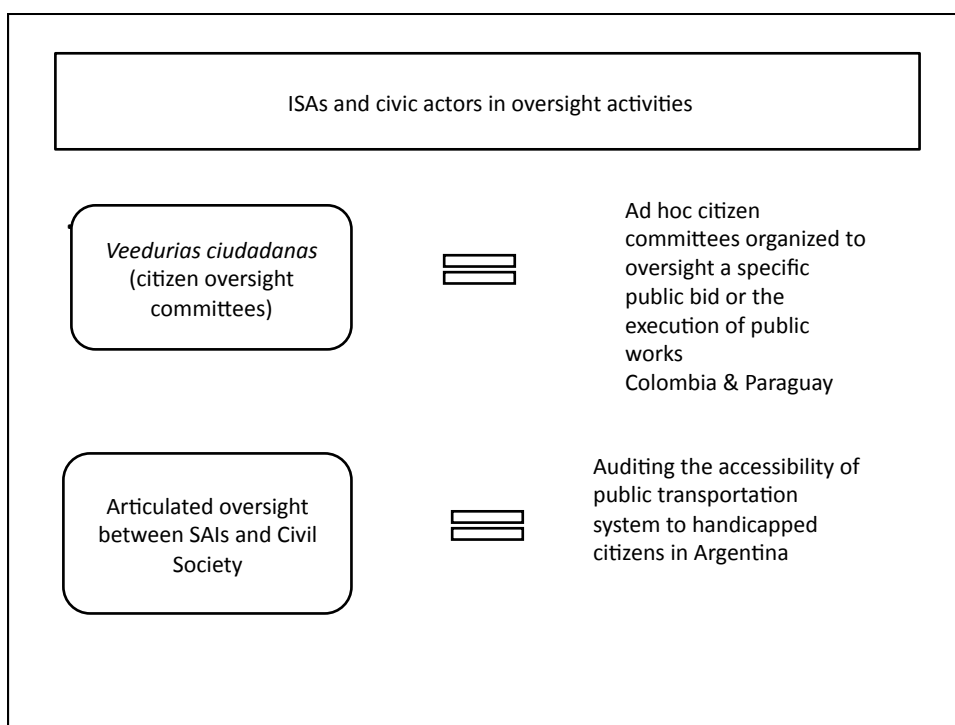
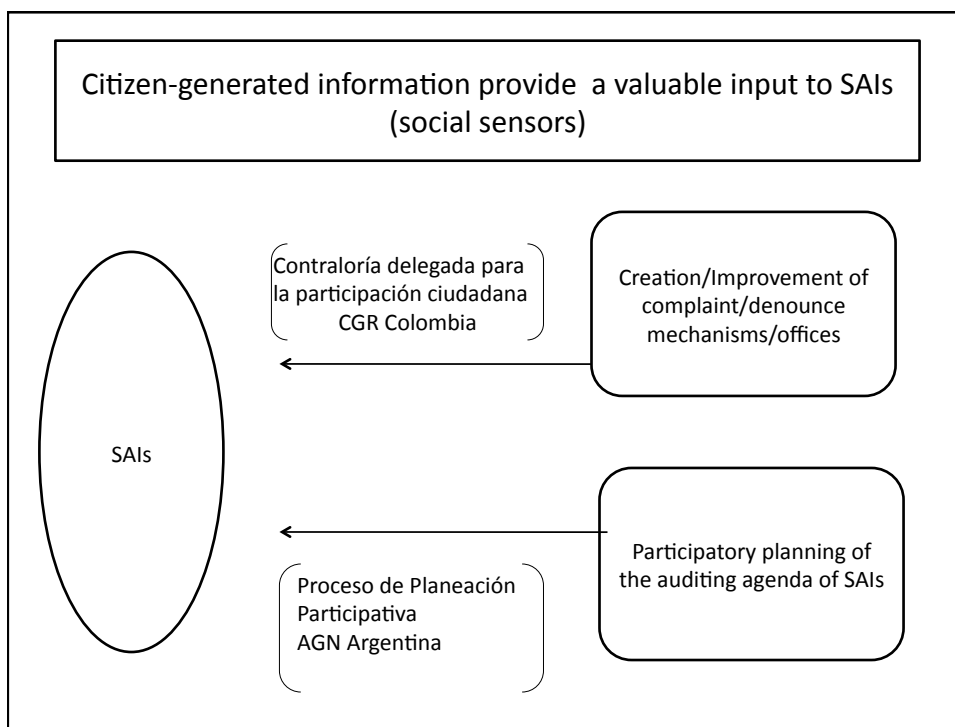
Involvement of civil society in the control of public officials' compliance with existing legal norms and administrative procedures

Expands the traditional repertoire of accountability mechanisms by adding an informal complement to the workings of intra-state agencies









Benefits from the collaboration between citizens and SAIs

- Greater social knowledge and legitimacy of SAIs translate in public support to their mission
- Civil society can become an important ally if SAIs confront illegal encroachments from other state agencies that could jeopardize their integrity and autonomy
- Improvement of their oversight capacities by accessing certain type of information that social organizations are better positioned to obtain
- Mutual interest in improving the overall institutional framework for the exercise of accountability (transparency policies, access to information legislation and mechanisms, and the strengthening of enforcing mechanisms against wrongdoers)



21st UN/INTOSAI Symposium
21^o Symposium ONU/INTOSAI
21. VN/INTOSAI Symposium
21^o Simposio Naciones Unidas/INTOSAI
الندوة ٢١ للأمم المتحدة والانتوساي

13 – 15 July 2011, Vienna, Austria / 13 – 15 juillet 2011, Vienne, Autriche
13. – 15. Juli 2011, Wien, Österreich / 13 a 15 de julio de 2011, Viena, Austria

Topic/Thème/Thema/Tema/الموضوع

- Effective practices of cooperation between SAIs and citizens to enhance public accountability •
- Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics •
- Wirksame Praktiken der Zusammenarbeit von ORKB und Bürgern zur Förderung der öffentlichen Rechenschaftspflicht •
- Prácticas efectivas de la cooperación entre las EFS y los ciudadanos para aumentar la rendición de cuentas pública •

الممارسات الفعالة للتعاون بين الأجهزة العليا للرقابة المالية والمواطنين لتعزيز المساءلة الحكومية

Tema 3: Importance et intérêt de la coopération entre l'ISC, le parlement et les citoyens

Débat – Rapports et études de cas

BASIC PAPER / RAPPORT DE BASE / GRUNDLAGENPAPIER / PONENCIA BASE

prepared by/préparé par/verfasst von/elaborado por

VENEZUELA

L'ISC de la République Bolivarienne du Venezuela (Contraloría General de la República Bolivariana de Venezuela) et la promotion de la coopération entre l'ISC et les citoyens

Au cours des dernières années, la participation des citoyens aux régimes démocratiques a suscité un grand intérêt de la part des gouvernements et des organisations internationales. Il s'agit, en outre, d'un processus qui a été inclus dans la constitution et la législation d'un grand nombre de pays développés ou en voie de développement. Toutefois, sa mise en œuvre en est encore à un stade embryonnaire.

La participation des citoyens est un facteur prioritaire dans le contrôle de la gestion des finances publiques ainsi que dans la lutte contre la corruption. Faisant valoir leurs droits légitimes, les citoyens exigent une meilleure gestion et une utilisation plus rationnelle des deniers publics par les entités publiques générant des biens et des services ainsi qu'une obligation redditionnelle effective de la part des dirigeants et, notamment, la mise en œuvre de mesures efficaces réduisant ou évitant la corruption et la fraude aux dépens du patrimoine financier de l'Etat ; voilà autant de défis de taille pour notre ISC.

Afin de transformer la participation des citoyens aux activités sociales, économiques et politiques en une composante essentielle de la vie démocratique de notre pays, le Venezuela a élaboré et établi différents mécanismes facilitant la création d'espaces pour que la participation se transforme en réalité, tout en mettant à la disposition des citoyens les moyens nécessaires à leur mise en place.

Promotion de la participation citoyenne

L'article 62 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela dispose que "Tous les citoyens et citoyennes jouissent du droit de participer librement aux affaires publiques". L'article 75, chapitre VIII, de la loi réformant partiellement la loi organique régissant l'ISC et le Système national de contrôle des finances publiques (<http://www.cgr.gob.ve/contenido.php?Cod=015>), consacré à la participation citoyenne, autorise le Chef de l'ISC à édicter les règles destinées à promouvoir la participation des citoyens et des citoyennes, l'accent étant mis plus particulièrement sur les aspects suivants :

"1) Intégrer les initiatives provenant des groupes organisés à cet effet au processus de participation citoyenne et aux activités de contrôle social et communal.

2) Classer, transmettre, présenter systématiquement et évaluer les dénonciations émanant des Instances exerçant le contrôle social.

3) Faciliter le suivi, la surveillance, la continuité et le contrôle de l'exécution des plans mis en œuvre par l'Unité de contrôle social ainsi que des projets communautaires présentés par les conseils municipaux ou les communes.

4) Etablir des stratégies de formation et de promotion de la participation conjointes des citoyens et des agents de l'ISC aux activités de contrôle de la gestion des finances publiques.

5) Promouvoir des mécanismes de contrôle citoyen dans le cadre de projets ayant de fortes retombées sur le plan économique, financier et social.

6) Encourager la mise en place de mécanismes afin de promouvoir un contrôle effectif des finances publiques avec la participation démocratique et prioritaire des Unités de contrôle social faisant partie des conseils municipaux ou des communes.”

Dans cet ordre d'idées, l'ISC a établi des "Normes destinées à promouvoir la participation citoyenne " (<http://www.cgr.gob.ve/contenido.php?Cod=050>), dont l'objet principal consiste à “encourager l'exercice du droit des citoyens à participer au contrôle de la gestion des affaires publiques par le biais de Comités consultatifs citoyens et des Instances de contrôle des finances publiques”. Ces normes disposent également que “L'encadrement des citoyens sera effectué principalement par le Comité consultatif citoyen qui, en vertu de l'article 9 de la loi régissant la lutte contre la corruption, doit créer les organismes et les entités visés par les alinéas 1 à 11 de la l'article 9 de la loi organique régissant l'ISC et le Système national de contrôle des finances publiques.”

Création des Comités consultatifs citoyens comme instruments de participation et d'intégration au contrôle de la gestion des affaires publiques

A cet effet, l'ISC a créé les Comités consultatifs citoyens (Oficinas de Atención al Ciudadano/OAC), (<http://www.cgr.gob.ve/contenido.php?Cod=035>), dont la mission consiste à “mettre à la disposition des citoyens un instrument leur permettant de participer de manière directe, organisée, individuelle ou collective, au contrôle des finances publiques, moyennant des mesures de prévention et d'investigation d'actes contraires à la morale publique et à la déontologie administrative; de participer à la promotion de l'éducation et de la formation comme processus de sensibilisation des citoyens; de fournir également l'orientation et l'information nécessaires sur l'organisation et le fonctionnement de l'ISC, à qui en fera la demande.”

Globalement, un Comité consultatif citoyen a pour but de promouvoir la participation citoyenne; de transmettre de manière opportune, adéquate et effective l'information requise ; d'appuyer, d'orienter, de recevoir et de faire suivre les dénonciations, les

plaintes, les réclamations, les suggestions et les requêtes; et, en général, de répondre aux requêtes formulées par les citoyens qui, à titre individuel ou collectif, directement ou par le truchement de leur représentants élus ou à travers l'organisation communautaire, pourront présenter au Comité consultatif citoyen les dénonciations, les plaintes, les réclamations, les suggestions ou requêtes qu'ils estiment nécessaires.

Dans ce contexte, l'ISC a publié un Manuel consacré à la présentation de dénonciations (<http://www.cgr.gob.ve/contenido.php?Cod=051>).

A travers les Comités, l'ISC entretient une relation directe avec les citoyens, fournit l'information demandée par les citoyens dans l'exercice du contrôle de la gestion des finances publiques, notamment sur le patrimoine financier et les dépenses publiques, assortie de la description et de la justification de leur utilisation. En outre, soucieuse d'améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle, l'ISC affiche sur son site web (http://www.cgr.gob.ve/informes_actuacion.php?Cod=027) un rapport sur chacune de ses interventions sous forme de résumé analytique ; à la clôture de chaque exercice, ces différents rapports sont regroupés et restructurés en vue de leur publication dans l'ouvrage intitulé "Intervenciones – Annexe au rapport de gestion/Actuaciones - Anexo al Informe de Gestión", présenté tous les ans au pouvoir législatif.

Les Comités consultatifs citoyens répondent à un besoin de la collectivité souhaitant pouvoir disposer depuis longtemps d'une structure de gestion et de transmission des plaintes, des réclamations et des dénonciations de la collectivité. Ces Comités ont été créés pour enregistrer et structurer l'information contenue dans les dénonciations et ainsi centraliser les démarches, évitant toute multiplication des instances qui, dans le passé, causait l'impuissance et l'incertitude des usagers s'adressant à une instance publique pour présenter une dénonciation.

Dans bon nombre de cas, l'absence d'un tel Comité avait pour effet que des personnes disposant d'une éventuelle preuve d'un acte illicite s'abstenaient d'exercer leur droit de participer au combat contre l'impunité, étant donné que des délits peuvent être perpétrés sans pour autant être décelés à temps par les mécanismes formels du contrôle des finances publiques.

Les Comités consultatifs citoyens sont un service de référence auquel s'adresse le citoyen et qui se charge de l'orienter vers les instances chargées d'examiner les cas présumés de corruption. Ces instances doivent, à leur tour, effectuer les démarches nécessaires pour déterminer, le cas échéant, la responsabilité des individus impliqués. La création de ces Comités incite, par conséquent, les individus et les collectivités à exercer une fonction de contrôle grâce à l'existence de mécanismes permettant la présentation, à tout moment, de dénonciations et, par conséquent, de contribuer à la lutte contre la corruption et à la création d'une société plus démocratique. Ainsi, les Comités

consultatifs citoyens se transforment en un instrument de prévention de la corruption à la disposition des citoyens.

Programmes de l'ISC pour intégrer les citoyens aux activités de contrôle

L'ISC développe différents programmes pour permettre une intégration véritable des citoyens à ses propres fonctions de contrôle des finances publiques, consistant à :

- Elaborer des programmes éducatifs et pédagogiques et fournir des services de consultation dans le domaine financier, légal, du contrôle interne et de l'évaluation, notamment des projets de construction et des services.
- Intégrer des agents de l'ISC aux activités de contrôle effectuées par les organisations sociales.
- Intégrer les citoyens aux activités de contrôle des finances publiques par le biais de conventions garantissant le respect des principes de confidentialité, d'objectivité, de responsabilité et de réserve.
- Divulguer les amendements législatifs intervenant dans le domaine du contrôle des finances, du budget et du Trésor publics, l'accent étant mis sur ceux qui concernent plus particulièrement le financement de projets relatifs à l'investissement social, l'obligation redditionnelle et une gestion plus transparente des ressources publiques.
- Evaluer les résultats obtenus dans les fonctions de contrôle et de suivi exercées par les citoyens dans le cadre des principaux programmes sociaux.
- Renforcer la culture citoyenne dans la présentation de dénonciations liées à l'administration, la gestion ou la conservation de fonds ou de biens publics.
- Coopérer avec les Unités de contrôle social des conseils communaux dans l'exercice du contrôle social afin de vérifier que les ressources ont été utilisées à bon escient.
- Promouvoir des mécanismes de surveillance permanente pour l'exécution de projets ainsi que de suivi des recommandations formulées par l'ISC en vue de corriger tout écart décelé et éviter sa récurrence.
- Promouvoir toutes les formes de la participation des citoyens au contrôle des finances publiques.

Au Venezuela, la mise en place d'un système bénéficiant d'une solide base populaire et présentant un caractère éminemment participatif a encouragé la promotion et l'application expérimentale de multiples formes de participation citoyenne dans le pays. Cette participation joue un rôle si important que deux Ministères sont chargés de la promouvoir, à savoir le Ministère du pouvoir populaire et de la protection sociale et le Ministère de la participation populaire et du développement social.

Même si elle ne fait pas partie des attributions prioritaires de l'ISC, la participation citoyenne ne lui est pas étrangère. Afin de contribuer au processus de promotion des Instances de contrôle social qui dépendent des Ministères mentionnés ci-dessus et non de l'ISC, et de manière à ce que le contrôle soit effectué conformément aux principes directeurs régissant les activités de contrôle des finances publiques de notre ISC, des formations ont été organisées à cet effet. Parmi celles-ci, il convient de mentionner :

- Symposium "Vers l'excellence dans le domaine du contrôle des finances publiques ". Etat d'Aragua, 2005.
- Symposium sur le contrôle social comme outil de la participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques. Etat de Lara, 2006.
- Symposium sur le contrôle des finances publiques dans une démocratie participative et forte. Etat de Mérida, 2007.
- Atelier sur le contrôle social réalisé à la Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal (Fundacomunal). District de la Capitale, 2009.
- Atelier sur l'intégration du contrôle social et du contrôle financier. Etat de Carabobo, 2009.
- Atelier sur le contrôle social intégré au contrôle financier. Etat de Zulia, 2009.
- Atelier sur les questions relatives au développement de l'Unité exécutive des Conseils communaux, sur les outils de planification du développement du cycle communal, sur le contrôle social comme mécanisme d'évaluation de la gestion communautaire et de consolidation du pouvoir populaire. Y ont participé des dirigeants communautaires, des porte-parole des municipalités et des étudiants de l'Université bolivarienne du Venezuela, juillet 2010.
- Formation aux outils d'évaluation de la gestion communautaire, éléments de la déontologie, de la morale et des valeurs qui doivent régir l'action d'un Contrôleur social. Y ont participé 32 Instances de contrôle œuvrant au niveau des états et 6 Instances de contrôle œuvrant au niveau municipal, novembre 2010.

- 3 ateliers : le premier relatif au “Contrôle social” organisé à la Fondation pour le développement et la promotion du pouvoir communal (FUNDACOMUNAL), le deuxième intitulé “Intégration du contrôle social et du contrôle financier” tenu dans la municipalité de Puerto Cabello dans l’état de Carabobo et le troisième concernant le “Contrôle social intégré au contrôle financier”, organisé à l’Institution de contrôle de l’état de Zulia. L’objet des ateliers consistait à sensibiliser les citoyens, les agents des entités publiques, étatiques et municipales, les groupes organisés (conseils communaux, associations de citoyens, etc.) et les agents des différentes Instances de contrôle des finances publiques à l’existence des Conseils communaux, 2010.
- Journée consacrée au contrôle social et à son intégration au contrôle financier. Renforcement de la participation citoyenne face aux défis posés par le Projet national “Simón Bolívar”. 500 participants (agents de la fonction publique et citoyens en général) ont participé à cette manifestation organisée dans les locaux de la Superintendance nationale en matière de contrôle interne, mai 2011.
- Atelier consacré à la “Gestion et au contrôle des ressources octroyées par l’administration publique au pouvoir populaire”. Objectif : encourager la lutte contre la corruption et former les communes à la bonne gestion et utilisation des ressources publiques. Cet atelier a eu lieu dans 23 municipalités de l’état de Merida, mai-juin 2011
- 1^e Journée d’intégration des Instances de contrôle financier et de contrôle social de la municipalité de Libertador dans l’état de Carabobo, juin 2011.

Respectant l’obligation constitutionnelle garantissant la participation de toute citoyenne et de tout citoyen à l’exécution et au contrôle des finances publiques, le pouvoir exécutif national a lancé, en 2009, le projet intitulé “Plan socialiste Guayana 2009-2019”, visant à donner une nouvelle dimension à la participation des travailleurs et aux systèmes de production de l’industrie de base et minière. De nouvelles entreprises de type socialiste ont été créées dans ce contexte; il convient de mentionner ici la Corporation socialiste de l’aluminium et la Corporation socialiste du fer et de l’acier. Le cadre d’exécution du plan mentionné ci-dessus prévoyait, entre autres, la mise en place d’un contrôle social exercé par les travailleuses et les travailleurs des entreprises en question.

Pour répondre à cette obligation, l’ISC a organisé, en coordination avec les Instances de contrôle des états de Bolívar, Guárico, Miranda y Vargas, les Instances de contrôle des municipalités de Heres et Caroní de l’état de Bolívar et conjointement avec le Ministère du pouvoir populaire et de la protection sociale, des ateliers dans les entreprises de Guayana, visant à recueillir les expériences et les connaissances permettant d’aboutir à des principes unifiés en matière de contrôle social dans les différents domaines du

processus de production. Cette manifestation s'est déroulée en trois phases : journée de sensibilisation, d'analyse de la situation et de formation.

Indirectement, l'ISC apporte aussi une contribution au processus de la participation citoyenne par le biais des Instances de contrôle situées tant au niveau des états qu'à celui des municipalités qui sont en contact direct avec les communautés et qui gèrent et transmettent leurs plaintes et dénonciations conformément aux lignes directrices et aux règles qui régissent la participation formulées par l'ISC.

Un programme modèle : les Contrôleurs scolaires

Dans le cadre du Système national de contrôle des finances publiques, dont l'organe directeur est l'ISC, différents états du pays mettent en œuvre le programme "L'ISC va à l'école". Ce programme a pour but de former les citoyens probes et honnêtes, sachant discerner le Bien du Mal et qui dès leur plus jeune âge savent ce qu'est la corruption et comment l'éviter. En outre, il est prévu de développer les valeurs et comportements éthiques souhaitables dans la fonction publique, comme l'honnêteté, l'équité, la décence, la loyauté, la vocation de service, la discipline, la responsabilité, la ponctualité, la transparence et la propreté.

Ce programme a pour but de créer chez les garçons et les filles une attitude différente face à la surveillance, au contrôle et à l'obligation redditionnelle dans le domaine scolaire afin de garantir la transparence dans la gestion des ressources de l'école et le fonctionnement des différents services fournis par l'établissement scolaire.

Vision, mission et objectifs

Le programme "L'ISC va à l'école" a pour :


- **Mission** de veiller à la transparence, l'efficience et l'efficacité dans l'utilisation des biens et des ressources publics afin de renforcer la participation démocratique dans les établissements scolaires en appliquant les principes de célérité et d'opportunité.
- **Vision** de promouvoir la participation des garçons et des filles aux activités de l'école afin de les transformer en fers de lance de la participation citoyenne, conformément à l'article 70 de notre Constitution.
- **Objectifs** de mettre en place les structures nécessaires au second degré de l'école élémentaire (de la 4^e à la 6^e année) en vue de développer les valeurs que sont l'honnêteté, la responsabilité et la participation citoyennes pour promouvoir la formation morale et éthique des futurs citoyens et agents de la fonction publique.

Election du Contrôleur scolaire

L'Instance de contrôle scolaire se compose des élèves de l'établissement et agit sous la direction et la responsabilité du contrôleur homme ou femme élu(e) par scrutin direct et secret par tous les élèves, les membres de la direction, les enseignants, le personnel administratif, technique et les représentants des parents d'élèves. Le Contrôleur est élu pour un mandat d'un an et est rééligible.

Attributions et obligations du Contrôleur scolaire


Le Contrôleur scolaire a pour responsabilité de nommer un élève par classe afin de former son équipe de travail, assignant à chacun une fonction à réaliser à l'intérieur de l'établissement. Il est tenu de présenter un rapport de travail bi-mensuel à la collectivité; de contrôler la propreté et l'entretien des locaux sanitaires; de surveiller la distribution des repas à la cantine scolaire ainsi que le prix des produits alimentaires; de surveiller le fonctionnement de la bibliothèque scolaire et l'encadrement qu'elle propose; de surveiller l'entretien des espaces verts de l'établissement et de contrôler le respect de l'emploi du temps.



 **UN Public Administration Programme**
Division for Public Administration and Development Management (DPADM)
UN Department of Economic and Social Affairs (UNDESA)

**PUBLIC PRACTICES AND INSTITUTIONS FOR ENHANCING ACCOUNTABILITY
AND PREVENTING CORRUPTION IN THE DELIVERY OF PUBLIC SERVICES
THROUGH THE ENGAGEMENT OF CITIZENS**

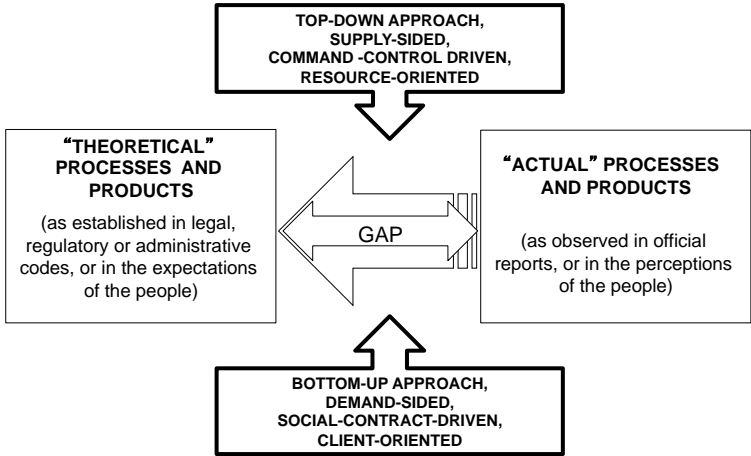
AN ILLUSTRATIVE ANALYTICAL FRAMEWORK

Roberto Villarreal
Chief, Development Management Branch
Division for Public Administration and Development Management
United Nations Department of Economic and Social Affairs
Vienna, Austria, July 2011



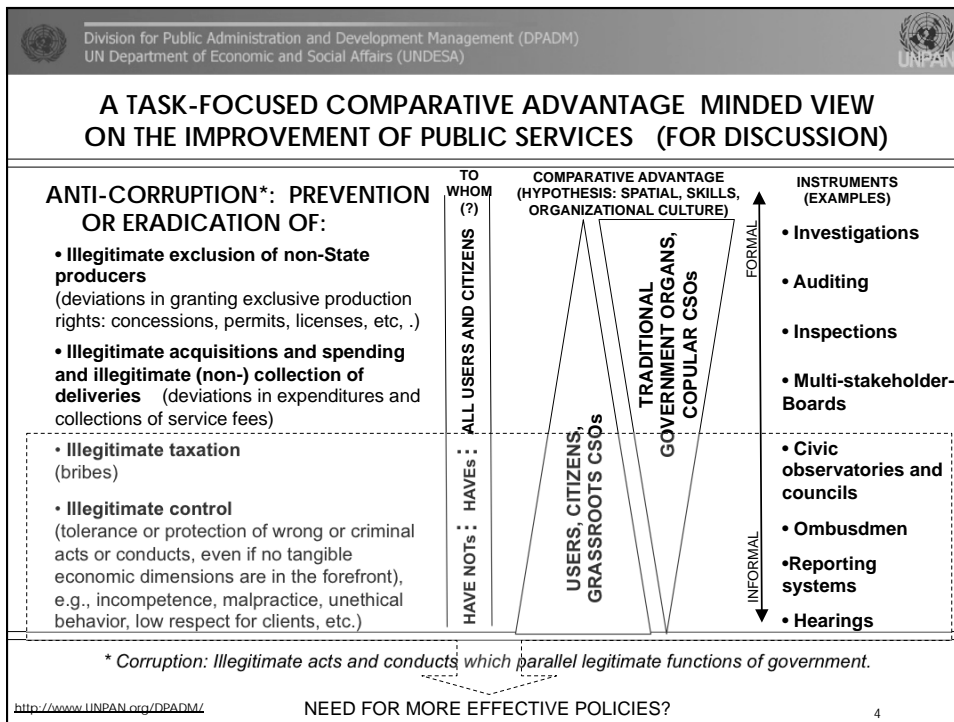
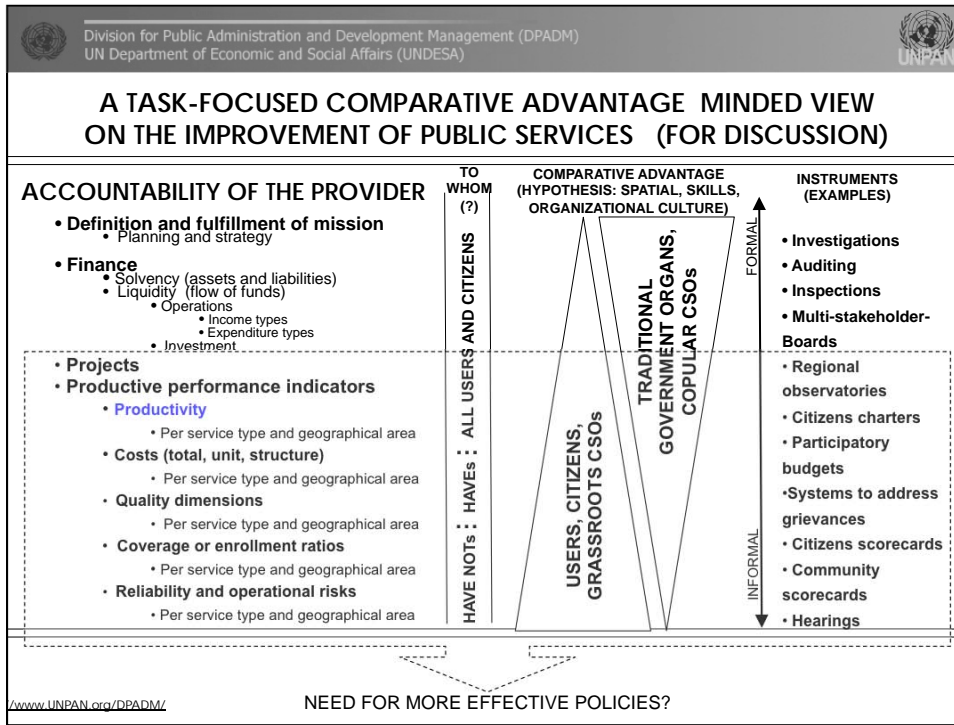
 Division for Public Administration and Development Management (DPADM)
UN Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) 

A GENERAL OVERVIEW ON IMPROVEMENT OF PUBLIC SERVICES



The diagram illustrates the relationship between theoretical and actual processes and products. At the top, a box labeled "TOP-DOWN APPROACH, SUPPLY-SIDED, COMMAND-CONTROL DRIVEN, RESOURCE-ORIENTED" has a downward arrow pointing to a box on the left labeled "THEORETICAL PROCESSES AND PRODUCTS (as established in legal, regulatory or administrative codes, or in the expectations of the people)". At the bottom, a box labeled "BOTTOM-UP APPROACH, DEMAND-SIDED, SOCIAL-CONTRACT-DRIVEN, CLIENT-ORIENTED" has an upward arrow pointing to the same left box. A double-headed arrow labeled "GAP" connects the left box to a box on the right labeled "ACTUAL PROCESSES AND PRODUCTS (as observed in official reports, or in the perceptions of the people)".

<http://www.UNPAN.org/DPADM/> 2



Division for Public Administration and Development Management (DPADM)
UN Department of Economic and Social Affairs (UNDESA)

FOR DELIBERATION AND ANALYSIS

COMPARATIVE ADVANTAGE
(HYPOTHESIS: SPATIAL, SKILLS,
ORGANIZATIONAL CULTURE)

- Do these comparative advantages exist?
- Are both approaches complementary to each other?
- Are there undesirable duplications of functions or other negative effects?
- Can an effective and efficient combination of the two approaches be attained, and in case, how?
- Were formal institutions which may now be considered as traditional conceived for contexts with no or low inequality?

<http://www.UNPAN.org/DPADM/>

5

Division for Public Administration and Development Management (DPADM)
UN Department of Economic and Social Affairs (UNDESA)

END OF PRESENTATION

EXPERTS ARE EXPECTED TO DELIBERATE ON THESE ISSUES

6

ANNEXES

Exposés et présentations

- 3 Rapports nationaux
 - 3.1 Afghanistan
 - 3.2 Algérie
 - 3.3 Honduras
 - 3.4 Hongrie
 - 3.5 Iraq
 - 3.6 Congo
 - 3.7 Micronésie
 - 3.8 Palau
 - 3.9 Slovénie
 - 3.10 Swaziland
 - 3.11 Trinité - et - Tobago

COUNTRY PAPER (SAI, AFGHANISTAN)

INTERACTION BETWEEN SAI AND CITIZENS TO ENHANCE PUBLIC ACCOUNTABILITY

Background: Control & Audit Office, which is a supreme Audit Institution of Afghanistan, is about 60 years old, has witnessed series of tumultuous period in Afghanistan affecting its growth and mandate. The country had been in the civil strife for many years in the past and it made a lot of retrograde impact on all the institutions and organizations in Afghanistan. During this period, it could not keep up with the international community in terms of changes being made in various areas of Governance. Democracy is new to Afghanistan and the First President elected by the people came into power in 2004 and first National Assembly was constituted in the year 2005. This has changed the Governance mechanism in Afghanistan and the current institutions and organizations must be aligned with this. Control & Audit Office is working hard to come into the mainstream of the current Governance and adapt to the best international standards and practices.

Control & Audit Office came into existence when there were no distinction between executive and parliament. The reports were only for the consumption to the head of executive and CAO was working as a department under executive. The function was more of a “control” in nature rather than “auditing” which requires independent views and provides an assurance to the custodian of the Government fund.

Current Situation: In the background as mentioned above, the role of CAO being citizen centric was out of question. Unfortunately, the constitution of Afghanistan framed in the year 2002, does not mention the role of supreme audit institution in providing effective oversight to the public exchequer and making the public financial management system more robust, transparent and accountable. At present, the external audit function is carried out on the basis of old audit law and a presidential order of 2005. CAO submit its audit report to the President and also to the National Assembly. In the absence of a Parliamentary Audit Committee, the reports are not being discussed in the National Assembly and hence this mechanism for the audit findings to be known to the public is also not functional. The extant law does not provide full independence to CAO and inhibits CAO to make its report and its findings to be discussed in the public forum also. International Community has been recognizing the importance of this institution and is committed for its capacity development and establishment of the proper legal framework for effective auditing.

Control & Audit Office has submitted a draft audit law, enshrining the principles of audit methodology and independence as declared in the Lima and Mexico INCOSAI respectively. The proposed audit law will make CAO an external auditor in real sense with financial and functional independence. It will also become imperative for a committee in National Assembly to have discussion on Audit Reports and reach out to the people of Afghanistan.

Proposed Action: The Auditor General of Afghanistan is fully aware of the role which an SAI should play in the context of Governance. And to all of this, transparency and accountability is in the core to the functioning of a SAI. Therefore CAO wants to have an effective legal framework to function effectively. CAO has already had its website and once the law is passed, audit reports and other important information will be available there. It will be made sure that it has a reach to citizen at large and can post their views also. CAO has also made a provision in the draft law that it will follow INTOSAI standards and principles as being its member country.

CAO will access to media whenever it is required and publish audit reports once it is submitted to the National Assembly. As CAO in a democratic setup is very new, it will face many challenges, but it is committed to make it an important institution in accordance with international practices and under the guidance of INTOSAI.

« La Cour des comptes et la communication ».

*Institution supérieure de contrôle a posteriori des finances publiques, la Cour des comptes est instituée par la **Constitution** qui lui donne une compétence de contrôle sur les fonds publics ; sa mission consiste à vérifier les conditions d'utilisation des ressources publiques et à apprécier leur gestion en s'assurant de leur conformité aux lois et règlements en vigueur.*

Le contrôle exercé par la Cour des comptes vise à travers les résultats qu'il dégage :

- *A favoriser l'utilisation régulière et efficiente des ressources, moyens matériels et fonds publics ;*
- *A promouvoir l'obligation de rendre compte et la transparence dans la gestion publique.*

*La Cour des comptes dispose de compétences administrative et juridictionnelle. Elle jouit d'une organisation **indépendante** des organismes qu'elle contrôle, qu'elle adapte aux normes d'audit universellement admises.*

*Pour contribuer de façon significative à la transparence et l'amélioration de la gestion publique, la Cour s'efforce de mettre en œuvre une démarche de **communication** en direction des administrations et des entreprises publiques, mais aussi du public en général. Cette démarche s'appuie sur les textes régissant la Cour des comptes, ainsi que sur des pratiques qu'elle a développées.*

Les outils de communication prévus par les textes régissant la Cour des comptes :
*Nous nous efforcerons de développer les instruments légaux les plus significatifs prévus par les textes régissant la Cour des comptes, à savoir le **rapport annuel**, le **rapport d'appréciation** portant sur les conditions d'exécution de la loi de finances, et enfin, les **audiences publiques** de la chambre de discipline budgétaire et financière.*

LE RAPPORT ANNUEL :

Prévu par la constitution et régi par les dispositions de l'ordonnance régissant la Cour des comptes, le rapport annuel est le document par excellence par lequel l'Institution communique ses principales constatations et observations résultant de ses contrôles. Destiné au Président de la République, une copie est transmise aux deux chambres du Parlement.

En raison de sa destination finale, le rapport annuel fait l'objet d'un soin particulier tant dans sa forme que dans son fond. La Cour du compte s'efforce, chaque année, d'en faire un document d'intérêt, regroupant des informations d'actualité. Les constatations, conclusions et recommandations donnent une présentation aussi claire que possible des faits les plus significatifs ayant marqué l'exercice contrôlé qui ressortissent des contrôles effectués. Cette publication met en exergue les débats contradictoires menés avec les gestionnaires puisque les constatations sont suivies des réponses des gestionnaires concernés et de leurs responsables.

Certains rapports annuels, comme c'est le cas de 1995, et 1996-1997 sont publiés en totalité au journal officiel. Ces publications sont suivies durant plusieurs jours, voire dans certains cas durant plusieurs semaines de larges reprises par la presse écrite d'articles sur divers sujets traités ; dans beaucoup de cas, les commentaires qui s'en suivent s'accompagnent de confusions dans la présentation des faits rapportés ; ainsi, les irrégularités relevées, à caractère financier et budgétaire qui n'entraînent pas forcément une qualification pénale, sont confondues avec les délits et fraudes ; et l'opinion ne comprend pas pourquoi seules des

recommandations sont faites ,et le cas échéant ,des poursuites pécuniaires ,souvent de faibles montants , sont enclenchées.

L'émergence d'une presse spécialisée en matière de finances publiques et de droit budgétaire pourrait aider à surmonter ces difficultés dans la compréhension.

La Cour s'efforce de développer son rapport annuel pour en faire un outil de communication utile qui permet une amélioration de la gestion publique et de le forger comme un instrument d'aide à la prise de décision, dans le respect des lois.

LE RAPPORT D'APPRECIATION :

La Cour élabore, adopte et transmet à destination de l'autorité législative un rapport d'appréciation des conditions de mise en œuvre et d'exécution de la loi de finances.

Suivant les dispositions de la Constitution ,le Parlement autorise chaque année des allocations budgétaires suivant des conditions précisées par la loi de finances ;et chaque année ,l'exécutif rend compte des conditions d'exécution de la loi de finances devant le Parlement qui adopte ,à la suite des débats parlementaires ,une loi de règlement budgétaire ;la Cour participe à ces travaux en mettant à la disposition des députés un rapport d'appréciation qui restitue les conditions d'exécutions de cette loi de finances.

Ce rapport est constitué de notes sectorielles qui retracent les conditions de gestion des départements ministériels et services de l'Etat, et mettent en relief les constatations résultant des contrôles effectués à ce titre. Ces notes sectorielles font l'objet d'un contradictoire et les réponses des gestionnaires sont examinés avec soin. Des recommandations sont portées à l'adresse des gestionnaires à l'effet de corriger les lacunes constatées afin d'apporter des améliorations à la gestion publique.

Ce rapport n'a pas vocation à la publication ; il est distribué à l'ensemble des élus des deux chambres du parlement, et la Cour participe à des débats avec ces derniers sur les différentes questions soulevées par le rapport d'appréciation.

Des comptes rendus parlementaires à la presse font souvent état de ces débats.

LES AUDIENCES PUBLIQUES :

Suivant les textes régissant la procédure juridictionnelle devant la Cour des comptes, les audiences de la Chambre de discipline budgétaire et financière sont publiques.

Ce caractère public des audiences est d'ordre public qu'aucun ne peut entraver sous peine de nullité des décisions ; il renforce la volonté de transparence des travaux de la Cour.

Les autres actions de communication développées par la Cour des comptes:

La Cour des comptes a développé des actions propres de communication afin de restituer aux utilisateurs la nature, la qualité et la consistance de ses travaux. Certaines de ces actions, conçues à l'origine comme des outils internes, débordent au profit des utilisateurs externes, généralement des chercheurs, des universitaires ou des praticiens.

LES JOURNEES SCIENTIFIQUES :

Dans son programme d'activités annuel ,la Cour inscrit une série de rencontres ,de conférences et diverses activités de recyclage et de perfectionnement au profit de ses magistrats ;ces colloques prévoient souvent la participation d'experts ou de personnalités (Ministres ,hauts fonctionnaires spécialisés...)avec ,lorsque la situation le permet ,la participation des représentants de médias ;ces derniers répercutent le déroulement de ces journées d'études par des articles de presse qui généralement restituent les conditions de l'événement.

Ces rencontres constituent une opportunité d'informer et de communiquer les résultats des travaux de la Cour, soit sur des questions pointues relevant du thème du jour ,ou sur divers aspects généraux portant sur des préoccupations des participants.

LE BULLETIN DE LA COUR :

*Le bulletin de la Cour « **COUR Infos** »est une publication d'information interne de la Cour des comptes ; il contient plusieurs informations sur l'activité des différents départements de la Cour mais aussi, souvent des articles de réflexion et de débats sur divers sujets ayant trait au contrôle. Bien que de portée interne, il arrive que sa diffusion déborde sur l'externe, chose impossible à empêcher, contribuant ainsi à faire connaître une partie de l'activité de la Cour.*

LES INTERVIEWS ACCORDEES PAR LE PRESIDENT DE LA COUR DES COMPTES AUX ORGANES DE PRESSE

A la demande des organes de presse, le Président de la Cour des comptes accorde des interviews portant sur des sujets divers, tels que l'organisation et le fonctionnement de l'Institution, les méthodologies de travail qu'elle développe ou plus généralement sur les aspects généraux touchant aux finances publiques ou sur le contrôle. Ces interviews qui sont publiées par des organes de presse à forts tirages, constituent un instrument de transparence et de communication avec un large public constitué de lecteurs qui sont, ainsi, informés de l'activité de la Cour des comptes.

LES INSTRUMENTS ELECTRONIQUES:

*Afin de mieux faire connaître au public les résultats de ses activités de contrôle, la Cour s'est dotée d'un **site web** qui donne une large gamme d'informations utiles sur l'organisation et le fonctionnement des différents organes et structures de l'Institution. Cet instrument d'information électronique est en phase de développement. A coté, d'autres instruments fonctionnent comme la **messagerie électronique** qui permet aux membres de la Cour des comptes de communiquer entre eux et avec les gestionnaires publics qui peuvent transmettre leurs réponses et les données demandées par voie électronique, ainsi que le **site intranet** de la Cour destiné aux échanges internes ,qui est très largement utilisé par les membres de la Cour des comptes pour des échanges conviviaux d'informations et d'expériences.*

Conclusion :

*La Cour des comptes entend mieux affiner sa démarche de communication en l'insérant dans une stratégie d'ensemble. Cette stratégie, dont les contours généraux sont précisés dans son **programme stratégique triennal** s'inspire des **lignes directrices relatives à la communication de l'INTOSAI de novembre 2010.***

Communication of specific information relevant to audits of citizens for the EFS

I. Legal Aspects.

In the historic event of one hundred and eighty six (186) years of the Superior Court of Auditors (TSC) of the Republic of Honduras, its first and last reform is recorded as follows:

The Constitution of the State of Honduras, of December 11, 1825, Chapter XIII OF THE PUBLIC FINANCE AND ITS ADMINISTRATION IN GENERAL, Article 92 states: There shall be a Court of Audit.

By Decree No. 10-2002-E, dated December 5, 2002, the Decree No. 224-93 of December 20, 1993, is repealed and the Law against Illicit Enrichment of Public Servants (Decree No. 301 of December 30, 1975); and the Organic Law of the Supreme Court of Auditors is approved, published in the Official Newspaper of the Republic of Honduras, "The Gazette", on Monday January 20, 2003, date when the Supreme Court of Auditors formally begins its functions.

The Organic Law of the Supreme Court of Auditors, Section Four Measures Against Corruption in its Articles 69 and 70 empowers the TSC and the public to contribute to legal, accurate, ethical, honest, efficient and effective administration of resources and assets of the State.

The Supreme Court of Auditors (TSC) in fulfilling its constitutional duty to oversee public resources and mindful of the need to involve citizens and social organizations in building a culture of participation and social control, applies as a tool the CITIZEN COMPLAINT, which allows the TSC to know firsthand the irregular acts committed by government officials and employees in the administration of state assets and resources.

II. Organic Structure.

The Administrative Act No. 2004-2010 of July 19, 2010, amended the Organic Structure of TSC, including the Citizen Participation Directorate in charge of the macro process of the organization and administration of the national network of Citizen Participation to strengthen the bond of institutional control with the social control.

At the same time it promotes citizen participation and control and monitoring of citizen complaints through the Department of Control and Follow up of Complaints responsible for the activities of reception, registration, evaluation and investigation of citizen complaints.

The Supreme Court of Auditors has three (3) Regional Offices, created to bring together the TSC with the public, they also comply with the activity of receiving and investigating the complaints that citizens submit to the TSC in the geographic area of their jurisdiction.

III. Operation

The numerous cases of corruption that occur daily in the Public Administration in Latin America, suggest an obvious weakness in the design and implementation of monitoring and control models of public management.

This weakness led to states of the region to address this problem through the implementation of innovative strategies to curb administrative corruption, ranging from the creation of Presidential Programs to Fight Corruption, National and Local Commissions of Transparency up to institutional modernization with approaches that consider the citizen participation (Articles 69 and 70 of the Organic Law of the TSC), as a key input to ensure a substantial improvement in the quality of the management of the EFS.

The Citizen Participation Directorate depends on the Presidency of TSC, consisting of one (1) Sub Directorate and one (1) Department:

a. The Sub Directorate is responsible together with the technicians of the promotion of Citizen Participation in the two hundred ninety eight (298) municipalities of eighteen (18) Departments of Honduras, raising the sensibility and training the social organizations and citizens in general.

The process is done by providing seminar-workshop to social organizations and citizens in general, with the purpose that they allege irregular acts committed by public officials in the use and management of state assets and resources (Article No. 74 of the LOTSC)

b. The Department of Control and Follow up of Citizen Complaints (DCSD), responsible for investigating allegations of specific facts that citizens claim, the Citizen Participation Directorate investigates through the auditors of complaints investigation.

Results of the investigations developed by the TSC, the following responsibilities are made:

- Administrative
- Civil
- Criminal

The **administrative responsibilities** conclude with the payment of the penalties provided by the plenary of the TSC. If the fine is not canceled in the legal term established, it is transferred to the Attorney General's Office of the Republic, which must make the collection.

The **civil responsibilities** follow an administrative process within the TSC, which concludes with an administrative appeal. However, the officials responsible have the option to go to the Administrative Courts to request the annulment of the resolutions; process in which the TSC continues to intervene until the determination if releases or confirms the responsibility.

In both cases: the administrative process and judicial process and once confirmed the responsibility the records are referred to the Attorney General's Office of the Republic (lawyer of the State), which is responsible for its implementation.

Criminal Responsibility: if the TSC finds evidence of criminal responsibility, it transfers the case to the Public Ministry, notwithstanding that when the law so requires, continue to make investigations for the purpose of making civil liabilities.

Another strategy developed by the TSC, in their struggle to get closer and closer to the public, was sponsored by the World Bank in 2007 in the framework of the Project of Technical Assistance for Support for of Poverty Reduction-Credit IDA-3939-HO, under the Joint Financing Agreement No. TF-054176 called "Social Organizations Linkage to the TSC Auditor Process".

This strategy was developed through a pilot project that conducted eight (8) audits with citizen participation in the following areas:

- Health: Two (2) hospitals
- Education: One (1) Institute and a Regional Centre of the UNAH (CUROC)
- Municipal Mayors: Two (2) municipal mayors
- Environment: One (1) Regional Office of the Honduran Forest Development

Corporation (COHDEFOR), now National Institute of Forest Conservation and Development, Protected Areas and Wildlife (ICF).

- Infrastructure: abandoned stretch of highway from Gracias, Department of Lempira to San Juan, Department of Intibucá.

The experience of the TSC interested the Central American and Caribbean Organization of Supreme Audit Institutions (OCCEFS) and the Latin American Organization of Supreme Audit Institutions (OLACEFS), reason why at this time the World Bank will fund the replication of such successful experience in Central America and the Caribbean in the framework of which Honduras will be the model of this linkage process, given the excellent results obtained with the Pilot Project.

Finally, the TSC to bring together the public has a Web site, which features a **Citizen Complaint** link, which allows all Honduran nationally to formulate their own complaints.

Article 72 of the TSC Act establishes the duty to report irregularities committed by public servants in the performance of their duties. At the same time, it offers the state protection to those making the complaints.

The final reports of citizen complaints approved by the plenary of TSC are posted on the website, allowing the claimants and defendants to know the results of the investigations.

IV. Conclusions

Citizens are always a strategic ally and an important support for audits articulated, present actors in the community and know about the task and responsibilities of public officials, also the organized society in Transparency Commissions are observant of state investments in their municipalities and occasionally they develop social audits, which sometimes are inputs for auditors of the TSC.

V. Recommendations

Strengthen the bonds of communication with citizens, social organizations and local and national authorities, to continue straight, fighting corruption and the transparency in the management of public resources.

László Domokos
President

21st century solutions in external and internal communication

**The recently launched news portal of
SAO**

13 July 2011

Should we change our communication method?

2

We have to provide easily understandable, user-friendly news and publish them immediately.

Our target is to make our results and activities well-known.

To stretch the existing organizational frames is not a possible solution.

It is better to have a fresh, novel approach.



13 July 2011

Innovative solution: the news portal



Realizing the importance of online communication and its potentials, we created a news portal in line with the official website of SAO.

How to run a news portal?

- Pick up and prepare all the information.
- Create the process of immediate publishing.
- The whole organization has to change its attitude.

13 July 2011

How to provide direct, immediate, first-hand information?



The operational centre is the communication team.

Departments, experts and auditors upload individually the edited news before and after the event, with pictures, ending the article with the name of the department and the writer.

We gave access for 10% of our employees to the uploading system.

13 July 2011

Positive results inside of the organization

Employees have better relation to their job and professional activities.

The signed text creates a tight bond between the publisher and the organization.

They feel that their job is important and has a great value.



13 July 2011

Main targets of the news portal



- To be the first source of our own news
- Give up-to-date, authentic information as swiftly as possible
- Set a good example for other public institutions
- Enhance transparency

13 July 2011

Using this new communication tool

we are able to

- publish more news, pictures and videos
- show the usefulness and the values of the auditors' activities
- decrease the distance between organization and citizens
- serve as a reference point for the press, the members of the parliament and the professionals



13 July 2011

What does the news portal provide?

On the official homepage: information and documents which are laid down in acts and laws

On the news portal:

Information in a vivid way

Reports about many events are available only here

Detailed and often updated news

Dynamic and continuously changing elements

More interesting topics

Illustrated with photos and videos



13 July 2011

Train the participants

Participant employees have to learn:

- How to upload news and pictures technically
- How to write and edit news
- How to choose the right information or event



Giving more information to the public is a vital element of our successful functioning.

13 July 2011

Thank you for you attention

13 July 2011

**Identifying and Communicating the Value and Benefit of
SAIs**

**Country Paper by
The Board of Supreme Audit of Iraq**

Presented

To

UN-INTOSAI 21st Symposium

Vienna, Austria

Introduction

Among the directing factors experienced by accounting profession throughout its development stages decades was the challenge of the lack of regular, streamlined, and lucid financial statements an auditee may present to the contrary of the factual events or related economic claims.

To ensure the fairness conspicuous of such statements, there should be, firstly, an effective internal control system to maintain the safeguard of entity's financial resources and assure accuracy of its financial statements, which would consequently convince the management and other stakeholders of reasonably spend and preserve the resources, underscore confidence and reliability of the statements, and ensure absence, detection, and remedy of errors and treating once they occur. Secondly, the existence of an external neutral independent efficient controlling body to audit and inspection of different activities based on pre-set standards and rules that represent the foundation or methodology for audit, their results, together with the results of internal control bodies' efforts, is the recognition whether the accounting information are correct and material errors free and finally reflect the fairness and clarity of the activity within a specified period of time and the financial position at the end of the period.

The importance and effectiveness of audit and control require willingness of the financial data beneficiaries to have credible, fair, clear and impartial information. It should be realized also that audit is a mean and not an end, aims to serve this end, due to spread and outbreak of manipulation cases that included all administrative and personnel levels, reasonable assurance of how the financial statements was credible and fair and of being professionally verified and presented to express the financial position and activity outcome clearly, must be provided.

Auditing, while developing, the target becomes more centered around neutral technical opinion on the extent to which the financial statements are fair and clear and how they express the financial position fairly as well as the outcome of activity, a shift has been made towards test audit which depends on well-grounded and strong internal control system. Many objectives now have been added to audit including, plans monitoring and follow up, identifying the

relevant realized objectives, evaluation of work results, audit of production efficiency and welfare of the public, and reduce audit risk since its impacts on customers or auditees are difficult to assess.

Regardless whether the audit was conducted in the public or private sector, the fundamental audit principles should be maintained. The difference will be in the objectives and scope of the audit, therefore it is useful in this paper to clarify the Iraqi BSA's definition and objectives that are legally stipulated. Moreover, conducting audits in public organizations require the auditor to take into his /her consideration the specific requirements and any other related legislations and regulations as well as the ministerial orders that affect the audit mandate, the auditor's freedom in proving the relative materiality, reporting manipulations and errors, and the form of the auditor's report as well. There is also a possibility that there maybe differences in the audit method and technique.

BSA's definition and objectives

Since the first ever national rule in modern Iraq in 1921 and upon the issuance of the first Iraqi constitution, the legislative authority has endeavored to establish a supreme financial audit authority that is directly correlated to it and works on its behalf in auditing the activities of various state ministries and departments. The Iraqi BSA, founded under law no.17 of 1927, is a financially and administratively independent authority. It is a legal entity that contributes in consolidating the economy and the creditability of the Iraqi government. Under the BSA's in force law no. 6 of 1990 (amended), the BSA has been entitled to numerous mandates that support its administrative and regulatory independence in a way that help to fulfill its tasks and activities that BSA seeks to render to the authorities that are within its audit extent. The BSA's law regulates also its audit authorities.

Article (11/first) of the law provided a definition of the BSA as being (a legal independent institution that helps consolidate economy, effectiveness and creditability of the Iraqi government)

Article (4/first) specified the auditees (public and state institutions that has the authority to dispose of public funds in terms of collecting, spending, planning , exchanging , trading , goods and service production should be subject to financial auditing).

As it is stipulated in article (2) of the above mentioned law, BSA's tasks and objectives are as follows:

First – Control and audit the accounts of the auditees and verify proper implementation of the financial laws, regulations and rules, and has to include:

- a- Examine and audit transactions of public expenditure to ensure their integrity and that they do not exceed the allocations set for them in the budget, the use of public funds for their intended purposes and not wasted or abused as well as evaluating their revenues.
- b- Examine and audit transactions of assessment, asserting and collecting public revenues to make sure that the proper procedures are being correctly applied.
- c- Express an opinion on statements and reports related to the works results and the financial status of auditees and to decide if they were organized in accordance with the legal requirements and approved accounting principles and rules, and reflect the auditees' financial status, the set investment incomes as well as the activity result .

Second – Performance audit and control in accordance with the provisions of this law.

Third – Provide the technical assistance in the accounting and auditing areas and their related administrative and regulatory aspects

Forth – Publish the accounting and audit systems based on the internationally accepted accounting and audit standards and the best practices in cooperation with the Commission on Public Integrity in order to constantly improve the rules, practices and standards applicable to management, accountability and public funds audit of Iraq.

Fifth – Reveal, through financial and performance audit, evidence of corruption, fraud, waste, abuse, and inefficiency in issues related to receiving, spending and using public funds.

Sixth – Investigate and report on matters related to spending efficiency and public funds use and as formally required.

Seventh – Refer all claims or evidence of corruption, fraud, waste, abuse or inefficiency of spending and using public funds to the related ministry's Inspector General or directly to the Commission on Public Integrity.

Eighth - Impose regulations and procedures to fulfill its work as a supreme audit institution in Iraq.

BSA fulfills its above mentioned duties and objectives in the field through its audit teams within the auditees, as BSA prepares a plan each year (the annual plan) to accomplish its duty as a supreme audit institution in Iraq. The plan must describe and comment on the following:

- 1- All financial and performance audits expected to be conducted next year.
- 2- Cooperation fields with the Commission on Public Integrity or the ministries' Inspectors General.
- 3- Any other topic that BSA considers essential to achieve transparency, accountability and efficiency.

The Board's role in identifying and communicating the value and benefit of the audit institutions as a supreme audit institution in Iraq:

BS's main objective is to protect public funds from being abused and provides technical assistance to the auditees in accounting and control areas and the related administrative and organizational matters to improve their performance. BSA used protective audit to conduct its various duties especially under the exceptional circumstances that Iraq went through in light of its available expertise, work methodologies, relied on its legal authorities and guided by the international, regional and Arab professional organizations standards and guidelines to reveal the violations and communicates benefit to the auditee. The next topics will include some of those matters, clarifying the aspects of the measurement of quantitative impact of the audit observations, diagnosed through the procedures taken by BSA or the related authorities:

1- Promoting the capacities to handle the external environment:

BSA was keen on making its various audit reports (such as financial statements audit reports, periodical reports, performance audit reports and inspection visits reports) clear and written in a constructive and objective language, and should be supported by in force legal and legislative texts and sufficient evidence. BSA was keen that its reports include the suggestions and recommendations to help the auditee in making the necessary modifications in a timely manner.

BSA issues many audit reports referred to the related authorities and as detailed below:

- a- The general annual report, which is referred to the Parliament, includes the BSA's opinion concerning the whole financial and economic status of the country and a summary of the aspects of deficiencies and irregularities diagnosed by BSA, its work process, problems and obstacles faced and how to overcome them, the observations concluded from the BSA's reports on the activities of the related institutions and entities whether these reports were periodical, final or special.
- b. Reports on the level of entities: Such reports on the audit and control results are prepared and conducted by BSA according to usual annual programs and plans in accordance with BSA law No. (6) (1990) (amended), rules and customs of audit profession to state opinion about the works results of the fiscal year subject of the report. These reports are presented to the parties concerned. They could be classified in to the following:
 - Final statements report (the external report).
 - Works result report (Internal report).
 - Inspection visits reports.
 - Specialized performance audit reports.
 - Performance efficiency audit reports.

- Control over execution of public contracts and their award procedures reports.
- c. Special reports: These reports are prepared when BSA is assigned to special and specified tasks by governmental high level's authorities or when it initiates studying some phenomena, practices and legislations related to public interest including the results of these works in its report, or when there is a necessity to issuing special report on any of the important matters and points discovered without waiting till the completion of control and audit.
- d. Final Financial statement of the Republic of Iraq: Pursuant to item (6) of section (11) of financial management and public debt No. (95) for 2004, BSA issues an audit report on the final financial statements of the Republic of Iraq, in which it states observations, qualifications and its final opinion on the final financial statements its correctness, clarity and fairness as they reflect the whole status of the Republic of Iraq's rights and commitments for the specific year.
- e. Various reports

In addition to the aforementioned, BSA follows up audit reports of DFI (Development Fund for Iraq). Also, it audits and controls reconstruction projects executed by US contracting office funded by Iraqi money. Moreover, BSA audited the donors' projects approved by reconstruction strategic body through which many observations on contracting methods, advertising, execution, quality of services rendered were recorded and referring the reports to the Ministry of Planning and the concerned ministry in addition to auditing projects of US grant on the level of the ministries and governorates on which reports were issued.

2. The Reports' Follow Up Procedures

Through the aforementioned reports, many phenomena that negatively affect public fund or abusing it are diagnosed; thus, out of BSA legal

responsibility and duty, it follows up these reports and takes necessary procedures to clear irregularities and correct deficiencies reflected by these reports. BSA has set a specific mechanism to follow up them and is represented by the following:

- a. Presenting the report that specifically includes audit results to the concerned administration which was previously discussed with it before its issuance setting up a specific period of time for the administration to clear and overcome the observation.
- b. Briefing the concerned Minister with the most important observations requesting him to instruct the related administration to dedicate efforts to clarify these observations within the specified period.
- c- In case of the specified period stated in the report expired, and no reply has been received related to the observations, BSA reiterates its request, then it refers the report to higher authorities to which the administration subject of the report is related, reaching to the General Secretary of the Council of Ministers.
- d- Follow up the correctness of clearing the observations stated in BSA's reports, the integrity of corrective procedures, and mentioning this matter within consequent reports.

3- BSA's role in administrative development

SAIs' laws and executive declarations all over the world include provisions of follow up the implementation of laws, declarations and administrative decisions issued to organize the auditees work. Moreover, follow up executing state's plan; audit its performance in a way that complies with modern era and concepts for administrative methods. Consequently, SAIs should be acquainted with these methods, to be capable of referring their audit reports to the legislative and executive institutions appropriately and executing them.

BSA's essential duties to achieve administrative development can be summarized as follows:

- a- Analyzing the role, functions, work systems and financial resources of state's institutions and tasks assigned for.

- b- Reviewing legal aspects that determine institutions' authorities and evaluating appropriateness to perform their duties.
- c- Evaluating effectiveness of institutions comparing with their adopted laws, responsible officials and limit of independence of political pressure.
- d- Developing the skills of the SAI and state institutions' staff through educational and training courses.
- e- Reviewing governmental units' framework, their administrative practices and preparing necessary recommendations to be introduced to these frameworks.

4- BSA's role in raising performance of state institutions

BSA's role and its effective contribution in administrative development could be summarized by raising organizing level of auditees, simplifying work procedures and methods and improving quality in an essential field which is human resources development, as follows:

- a- Contribution in developing laws and regulations, reviewing their application and current circumstances in order to renew and pertain these laws and regulations for achieving efficiency and sufficiency of the general organizing of those units.

Through the results of audit and control work, BSA has indicated a number of observations that specified the following aspects:

- Specifying the lack of laws that organize the work of some state entities.
- Irregularities in applying financial management law No. (95) of 2004 and instructions of annual budget execution.
- Indicating encroachment cases on state property.
- During the recent years, BSA has studied the valid laws, regulations and instructions, specified many loopholes and defects which could be used in passing corruption cases, suggesting appropriate solutions to be referred to the executive and legislative bodies to take the necessary procedures. Moreover, BSA has given opinion on draft laws, regulations and instructions referred to it in the recent years, especially those which are related to the financial and accounting aspects.
- b- Contribution in developing organizational charts of auditees and clarifying the extent of availability of main elements of management within these charts, as a study of this matter has showed that a number of ministries and other administrations made changes on their administrative charts represented by creating new managements or amending some

managements to be General Directorates instead of General companies without getting formal approvals of higher authorities or ministry of finance being the authorized body which enact these amendments, this led to the existence of unplanned and uncalculated employments.

- c- The Board of Supreme Audit contributed in developing the job description of state through consideration adopted description, clarifying the extent to which it is connected with organizational charts and determining the required qualifications to occupy them, this aspect is considered important in facing job inflation, a base of planning labor forces and ensuring stability of the conditions of workers which leads to rise production rates.
- d- In the field of simplifying work's procedures and methods, and improving its environment:

This aspect depends on findings of studies concerning the analysis of administrative work to know in detail its stages, procedures and methods adopted to perform the activity and achieving its goals in order to simplify the procedures, developing the adopted methods, improving level of performance and saving efforts and cost. it is possible to determine the most important two aspects that BSA focused on during the last period in this respect in addition to its tasks which include control, financial and performance audit, as follows:

First _ The Role the Board of Supreme Audit in evaluating the internal control systems

Launching from commitment of Board of Supreme Audit to present technical assistant for state administrations, BSA prepared a guideline for internal audit units aiming to assist these bodies to perform their tasks efficiently and effectively to avoid abusing resources and properties. Moreover, BSA examined and evaluated the internal control systems in the ministries and administrations not related to a ministry. The findings of examination and evaluation have produced a number of significant observations which have an influence on effectiveness of the system and they have been reported to offices of ministers according to detailed reports and all reports have been discussed through holding separate meetings for these bodies attended by the inspector General

and officials of internal control, the detailed report about this respect has been sent to General Secretariat of the Cabinet.

Second: considering costs system in self- financing administrations

Due to the effective role of this system in providing the management with information and analytic detailed data about all the productive departments in the company which enables it to evaluating the performance of these departments and know the participation of each one as a result of its activity, BSA examined and audited the nature of these regulations and for sample of self- financing administrations from different sectors like agriculture, industry, transportation and communication, buildings, services and education. The findings of examination have produced a number of defects which were showed in a detailed report including observation and recommendations required to develop these regulations.

- Promotion human resources

Providing scientifically and practically, qualified human abilities, is considered a main component to rise performance level of state units, and we cannot loss them even though the state bodies was provided with techniques, technological means and new administrations, BSA realized this fact and organized training courses for state employees in different area, upon the request of ministries and other bodies, as well as preparing plans for annual training courses, which include programs and axes as needed by state bodies and according to functions and specialties, aiming to qualify and train employees, and they are informed by these plans to assist directly in developing public sector and to progress performance and improve the quality of rendered services.

5- Setting up and developing adopted accounting systems of self and central financed units:

a- Updating the Unified Accounting System:

BSA has formed a committee to study and update the unified accounting system adopted by economic activities units according to comprehensive view of economic situation, developments in accounting function and international

accounting standards. The committee has depended in its work on suggestions and opinions of academics and staff at economic units in the public sector. It has applied most of suggestions received as appropriate to Iraqi accounting environment.

b- Creating accounting system for municipalities:

In order to organize and unify the accounting work among several formations of municipal offices, BSA has formed specialized committee of BSA staff with experience and speciality. The committee has prepared an accounting system related to municipalities that set up a plan to apply it and to train state offices employees on application mechanism.

c- Costs systems:

Due to the importance of ensuring good and effective costs system under accounting system adopted by all self financed companies and administrations in such a way that contributes in reaching to costs' reports which enable the management and other parties to make administrative decisions related to production, pricing, selling and profit margins according to scientific and objective bases, the Board of Supreme Audit has prepared a study concerning the cost system in self financed administrations. An audit program, with questionnaire form, has been prepared and applied in economic units which are subject of BSA audit. Recently, BSA coordinates with auditees to update cost system as appropriate with their activities' nature and specification.

d- Studying the financial information management system and its divisions:

The financial information management system was, its divisions and accounting guideline was studied by BSA. It has also been studied the method of financial statements presentation according to state's new accounts guideline and the proposed model. The financial statements of the Ministry of Education Head quarters for 2007 have been chosen as a sample to apply the model. The Ministry of Finance has been informed with the findings of application and specified observations concerning the system.

6- Adopting standards and indicators of performance evaluation of state institutions:

a- Indicators of performance audit of state institutions

Due to the importance of units' performance measurement of different kinds and to identify the activities' efficiency, effectiveness and economy, BSA has prepared a guideline that included indicators and standards of performance audit including joint and professional indicators according to activities and was circulated to all state entities. A committee headed by BSA and membership of two representatives from the Ministry of High Education and Scientific Research and the Ministry of planning has been formed to undertake the study of indicators of specialized sectors performance audit. The committee has submitted several recommendations to the Secretariat General of the Cabinet/ the Directorate of committees' affairs.

In the light of that, the general secretariat of Cabinet / Directorate of Committees Affairs issued circulation to all ministries and authorities not related to a ministry to form central committees at the Headquarters of each entity which undertake preparing indicators and standards of specialized performance audit and according to the nature of each entity's activity, or managing and naming representative in order to discuss the indicators which are prepared by the main committee formalized pursuant to the order mentioned – above ; the committee still holding meetings to discuss the indicators prepared by central committees to determine their conformity with it's activities and appropriateness for the nature of it's works .

b- Performance audit of Inspectors General Offices

The quality of performance of inspectors general offices have impact on the quality of work inside concerned ministry. In order to determine on the targets and tasks of office and it's clarity, requirements of administrative and financial organizing and appropriateness for the office activity, in addition to the utilizing of available powers and effectiveness of achieving office targets a program was prepared specialized in testing the work quality of these offices, moreover were set a group of indicators specialized in measuring the offices performance applied by specialized auditing bodies in BSA to evaluate the performance of these offices and reporting on evaluation findings, in addition to form committee for study and evaluate the reports related to findings of quality

control procedures and performance of inspectors general offices in the ministries and non-ministerial authorities and providing the final conclusions concerning it to issue them in final copy.

7- Contribution in coping with latest developments and

requirements of accounting work:

a- Partnership contracts:

BSA has studied the partnership cases and the mechanism of transfer the factories of Iraqi Cement Company to the private sector in order to rehabilitate its production lines, and entries required to be registered in the records of Ministry Of Industry And Minerals according to the partnership principle and obtaining full manufactured quotas in favor of ministry's companies concerning the received quantities of cement at the cost price and company's quota of production free of charge, also the entries of the fixed assets of these factories. The Ministry Of Industry And Minerals was addressed concerning these entries.

b- Treatment of War Damages

As a result of great damages that occurred for most of operating companies and damages of their assets whether in whole or in part, the BSA endeavors to set up a mechanism to treat or write off those damages in the records. In the light of BSA's suggestions, a central committee was formed that undertook auditing of statements submitted by different ministries and administrations concerning the damages and approving the proper statement which are prepared by ministries, administrations not related to a ministry and governorates. According to the findings of the committee; the Cabinet issued decision which include authorizing the concerned minister, Minister of Finance and central committee to write off assets in specified limits for each one.

c- Requirements of Financial Statements Preparation :

In order to unify bases, policies and disclosure of information in correct and unified way within financial statements prepared by all state units and in such a way that ensures applying proper methods in preparing financial statements, the ministries and administrations not related to a ministry are informed annually before the beginning of the fiscal year with the requirements of preparation and

at the level of each account of the statements' accounts, in addition to the requirement of preparing management report and letter.

8. Activating the contributions of BSA in support and develop the educational system:

- a. Preparing a study in order to equate the highest degree in the specialized field, whether from the Arab Institute inside Iraq or outside, or from universities and other foreign institutes officially recognized with the certificate granted by the Higher Institute for Accounting and Financial Studies and submitted several proposals for the purpose of the equation to the Ministry of Higher Education and Scientific Research.
- b. Contribution in the meetings of specialized sectors committees to develop the curriculums for the students of the Management and Economic College and the curriculums of Vocational Education Institutes.
- c. Financial and technical support for the conferences, workshops, and seminars held by the specialized colleges, and institutes in Baghdad and the governorates.
- d. Training the students of charter accounting department in four stages of the Higher institute of financial and accounting studies annually within the audit teams for six months in order to increase their experiences and field skills in the control and audit field.

9. The role of media to disclose the irregularities

BSA seeks to provide its services as councilor and adviser in order not to avoid any mistakes in the concerned institution. BSA adopted the preventive control approach as a basic method in its work as shown in the above paragraphs, without neglecting to give hints to the offenders on the possibilities of using the media as one of the maximum mechanism for the transparency of the statements. BSA has a website, it publishes some results of audit that reveals some aspects of defect and irregularities that took place in the entities subject to its audit that is discovered, the reports of specialized performance audit that represents the performance audit of specific activity related to (health and educational) services, and some of the reports of overall performance audit, in

addition to the disseminate of all the issued evidences and programs. BSA also publishes some of its activities through the newspapers and satellites channels.

The Conclusion

The legal and constitutional enhancement of SAIs independence and impartiality is the main pillar in the implementation of its tasks and work. This is confirmed in the Lima's declaration that the SAIs can fulfill their specializations effectively and satisfactory if they were independent from the entities subject to their audit, have protection from the external influences surrounding, and that is stated in the state constitution. This is confirmed by the Board of Supreme Audit during its work with entities subject to its audit through preparing the clear and simplified evidences, procedures, instructions, and standards that covers all the activities and areas of work and finds a mechanism to transfer the knowledge and development in the work to those entities that contributes in raising and improving the work efficiency continuously to serve them and the other entities.

L'interaction entre les Institutions Supérieures de Contrôle et les citoyens en vue d'améliorer la reddition des comptes publics.

COUR DES COMPTES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

La reddition des comptes devient une obligation démocratique dans la mesure où les ressources nationales sont publiques.

Les citoyens ont ainsi le droit de savoir si ces ressources sont bien utilisées par ceux qui ont la charge de les gérer.

En RD Congo, cette obligation est constitutionnelle.

L'article 173 de la Constitution stipule à ce sujet : et je cite ; « Le compte général de la République est soumis chaque année au Parlement par la Cour des comptes avec ses observations le compte général est arrêté par la loi ».

La Constitution a ainsi déterminé expressément le rôle que doit la Cour des comptes dans ce processus.

Pour permettre à l'Institution Supérieure de Contrôle de préparer les observations destinées Parlement, l'article 3 de l'Ordonnance -Loi no 87-031 du 22 juillet 1987, relative à la procédure devant la Cour des comptes stipule que « Les comptes doivent être produits au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle ils se rapportent ».

Bien que l'échéance du dépôt du projet de loi à la Cour des comptes n'a jamais été respectée, le Gouvernement s'acquitte chaque année de cette obligation ; ainsi les observations relatives à l'exercice 2009 sont en voie d'être déposées au Parlement.

Les observations de la Cour des comptes, Institution Supérieure de Contrôle, sont transmises au Parlement et publiées dans le Journal Officiel de la RD Congo pour être ainsi à la portée des citoyens.

Mais il faut reconnaître qu'au stade actuel de notre démocratie naissante, les citoyens n'ont pas la conscience politique suffisante pour s'intéresser aux problèmes de gestion de cet ordre.

La reddition des comptes publics reste, dans ces conditions, la préoccupation de la classe politique et d'une certaine élite.

Des actions spécifiques s'avèrent indispensables pour favoriser des rôles interactifs des citoyens dans la gestion de l'Etat et des ressources publiques.

Les efforts actuels de la Cour des comptes tendent à :

1. Demander au Parlement de jouer un rôle prépondérant ;

La Cour des comptes rappelle, avec insistance en premier lieu, au Parlement, constitué des représentants élus démocratiquement et tenu responsable en tant qu'autorité budgétaire, d'assurer la promotion des rapports de la Cour des comptes en général et de ses observations sur le projet de loi de reddition des comptes publics en particulier.

La Cour des comptes est convaincue que les débats parlementaires sur ses rapports permettront aux citoyens, habitués à les suivre avec attention, d'améliorer leur jugement s'agissant de la gestion de l'Etat en général et de la reddition des comptes de la gestion des ressources publiques en particulier.

2. Corriger ses propres déficits de communication et d'information ;

Au cours d'un sondage médiatique ayant ciblé l'homme de la rue dans la capitale congolaise, deux groupes ont semblé traduire l'opinion générale sur la Cour des comptes:

- Le premier est celui des citoyens qui ignorent l'existence de la Cour des comptes et son rôle véritable.
- Le deuxième est celui des citoyens informés de l'existence de l'Institution, mais qui estiment pour la plus part que la Cour des comptes n'agit pas assez pour envoyer les délinquants financiers

en prison et résoudre les problèmes de détournements des deniers publics ainsi que celui de la corruption.

Ces graves lacunes résultant de l'ignorance sont en voie d'être corrigées. En effet, la Cour des comptes s'ouvre de plus en plus aux médias par des interviews en langues nationales pour informer et sensibiliser les citoyens sur ces activités et sur ce qu'elle attend des citoyens notamment pour renforcer la lutte contre la corruption.

Par ailleurs dans le cadre des actions pour la mise à exécution de son Plan Stratégique de Développement à Moyen Terme 2010-2012, réalisé avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un programme de sensibilisation des acteurs des Institutions politiques et administratives des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées, est en cours d'exécution. Les résultats sont très positifs pour la visibilité et l'image de l'Institution vis-à-vis des citoyens.

D'autres actions ont été entreprises en direction des organisations de la Société civile, plus à même de former des citoyens responsables, apolitiques et conscients que les ressources mieux gérées contribueront à l'amélioration du niveau du bien-être des citoyens.

Grâce à l'appui des partenaires, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Coopération Britannique (DFID), le Journal Officiel de la RDC imprime les rapports de la Cour des comptes rapidement et en quantité suffisante (jusqu'à 5000 exemplaires) ce qui permet à l'Institution d'assurer une distribution gratuite et une large diffusion des rapports de contrôle et des observations sur les redditions des comptes.

Ainsi outre les Parlementaires nationaux et provinciaux, les corporations professionnelles, les Universités, les confessions religieuses et les syndicats reçoivent nos rapports, à charge pour ces structures de sensibiliser leurs membres sur la gestion des finances publiques et sur l'importance de la reddition des comptes.

Ces actions sont décisives bien que récentes.

La Cour des comptes a ainsi entrepris d'exiger un rôle plus conséquent du Parlement pour la promotion de ses rapports d'activité et d'intégrer les citoyens dans son travail par ses actions de sensibilisation.

Elle espère vivement que les citoyens sensibilisés par ses actions s'impliqueront pour influencer sur ses activités et participeront à l'amélioration de la reddition des comptes.

Le chemin est encore long. Il faut encore beaucoup de volonté politique et des moyens pour que la Cour des comptes puisse agir de façon autonome et en toute indépendance.

Je vous remercie.

Interaction between the SAI and Citizens
INTOSAI SYMPOSIUM
Country Paper
July 13-15, 2011
By: Haser Hainrick

Background:

The Federated States of Micronesia (FSM) has a population of 110,000 spread out across 3 million square miles of the Pacific Ocean, just north of the equator. The political institutions of FSM are built upon US models. FSM is an independent country in free association with the U.S. The country consists of four states, Kosrae, Pohnpei, Chuuk and Yap. Travel among the states, one must travel by plane or go on a ship to get to the other states. FSM is Independent Sovereign Nation and a permanent sitting member of the United Nations. FSM receives majority of its funding from the government of United States of America through the agreement of the Compact of Free Association between U.S and FSM and uses the U.S dollar as currency. The Compact was started in 1986 and lasted for 15 years, now being amended for another 20 years after renegotiations between the two countries.

FSM Office of National Public Auditor (SAI)

Under the (1979) FSM Constitution Article XII Finance Section 3. (a) The Public Auditor is appointed by the President with the advice and consent of Congress. He serves for a term of 4 years and until a successor is confirmed. (b) The Public Auditor shall inspect and audit accounts in every branch, department, agency or statutory authority of the national government and in other public legal entities or nonprofit organizations receiving public funds from the national government. Additional duties may be prescribed by statute. (c) The Public Auditor shall be independent of administrative control except that he shall report at least once a year to Congress (d) The Congress may remove the Public Auditor from office for cause by 2/3 vote. In that event the Chief Justice shall appoint an Acting Public Auditor until a successor is confirmed.

The National Public Auditor oversees two divisions and they are the Audit Division and the Compliance Investigation Division (CID). The Office has two different locations, the main headquarters situated in the State of Pohnpei and a satellite office in the State of Chuuk. SAI's mission states that "We conduct audits and investigations to recommend improvement in government operations, efficiency and accountability for the public's benefit." Our audits and investigations are prioritizing within the public's interest.

Interaction between SAI and Citizens:

1. Reports and Publication

One of the means of interacting with citizens is through our SAI's reports and publications. This is where our Audit Division distributed audits reports which highlighted the audit findings and recommendations and the corresponding positive results in operations as a result. Our audit reports are directed to the citizens, media, office website, and through our report distribution list. For example, we are monitoring the conversation about our office in the media arena. We keep our audit reports simple and easy to read and understand. We also hold exit conferences with the Auditees where we discuss the draft findings and recommendations to ensure that all is understood by providing their corrective action plans on how to resolve the weaknesses reported in the audit.

Our Investigation Reports are referred to the FSM Department of Justice (DOJ) based on case referrals which resulted to filing at the court system for conviction and sentencing. Some of our investigative findings are administrative which resulted to restitution and adverse action. Our Investigation Reports are not disclosed to the public, only when it is filed in court.

SAI's Annual Report highlighted the value, contributions, services which our office contributes to the public through audits and investigation. The Annual Report basically highlighted yearly activities of the offices which are also provided to the public and citizens.

Our hotline program is managed by our CID where we receive tips and complaints on a 24/7 basis. We advertise widely throughout the FSM so citizens can report suspected fraud activities either anonymously or openly. The hotline program provides us a great number of complaints that we can initiate investigations and audits. Additionally, we have a web-page where citizens can also submit their complaints online.

2. Assistance and Collaboration:

Our SAI also provides and receive assistance and collaborations both on a regional and international scale. We are assisting all the other SAI's in our country for capacity building and information sharing. We are a permanent and strong member of the Association of Pacific Islands Public Auditors (APIPA). APIPA is established as an organized body to act as one voice in support of the goal of promoting efficiency and accountability in the use of public resources of member jurisdictions and a forum to share ideas, experiences, and concerns and identifying solutions. We provide assistance and collaboration with our donor agencies (US Office of

Inspector General) which are very vital so they know how we are spending the money, especially sharing of information and capacity building. Our CID division has a Memorandum of Understanding with the FSM DOJ to support criminal investigation and litigation on financial fraud. Our CID is also a member of the Joint Law Enforcement Association or Head of Law Enforcement Association. The Association's purpose is to provide more effective coordination and communication among all law enforcement agencies of the four states and National Government of FSM.

3. Fraud Awareness Program:

Our latest instrument of interaction with our citizens is from our newly launched Fraud Awareness Program (FAP). The FAP aims and objective is basically to promote fraud awareness and preventive outreach in the FSM. This is also part of doing proactive work instead of reactive. A presentation type forum conducted by the CID to go out and do public education to government officials and employees, students and the general public about the roles and responsibilities of our office and the manner in which we perform our duties and responsibilities, in addition to educating them about the magnitude of fraud and its impact on government operations and where to report these suspected activities they may witness. The program also includes disseminating of promotional tools such as brochures, hotline cards, banners, key-chains, pens, t-shirts which are distributed to the participants during the presentation. There is also a question/answer session after each presentation where the participants were given the chance or time to question the program and provide feedback to CID by completing an evaluation form.

The FAP was launched back in 2009 where our SAI was able to capture around 1300 participants from all the four states. The feedbacks from the participants were very positive toward the program. Majority of the participants stated that the presentation was beneficial and should be conducted annually. Some of them claimed it's an eye opener and the first time for them to hear about it and very worthwhile. The feedbacks from the participants assist us to measure and track how the public and our stakeholders perceive us and what they want from our organization. One of the objectives is to also educate students in high school and college so they can be aware of what's going on within the government, as they will be the future leaders of our Nation. This is part of our preventative work to cultivate a culture against fraud.

Conclusion:

In the end, all three methods of reporting and publications, assistance and collaboration and the fraud awareness program are ways of interacting with public and government whom are the citizens which is an essential part of our role to promote good governance, transparency and accountability in government operations and activities. It is also enhancing public confidence and trust in government. The FAP interaction is an instrument for the government and the citizen's to work together to control and prevent fraud in government. Lastly, these activities will encourage or inform legislative change.



REPUBLIC of PALAU

Office of the Public Auditor

P.O. BOX 850
KOROR, PALAU 96940
TEL: (680) 488-2889
FAX: (680) 488-2194
HOTLINE: (680) 488-5687
E-MAIL: palauopa@palaunet.com

21st UN/INTOSAI Symposium, Vienna, Austria

Palau SAI Country Paper on “Effective Practices of Co-operation between SAI and Citizens to Enhance Public Accountability”

On behalf of the Pacific Association of Supreme Audit Institutions (PASAI), I want to thank you for the invitation to participate in the 21st UN/INTOSAI Symposium on the Theme “Effective Practices of Co-operation between SAI’s and Citizens to Enhance Public Accountability”.

The Republic of Palau is an independent island nation located in the south-western Pacific Ocean. The Republic exercises the democratic principles of government with an elected president and members of a bi-cameral legislature. Palau has a land area of 171 square miles (444 square kilometers) with total population of 20,796 (2009 estimate). Presently, Palau’s political status is covered under a Compact of Free Association with the United States of America. Majority (70%) of Palau’s population reside in Koror, the main commercial and business district. The country has two (2) main print media (newspapers) and two local cable news networks that broadcast local and international news, in addition to major cable news international networks (i.e. CNN, BBC, etc.).

While the Republic of Palau's Office of the Public Auditor (OPA) has not established a process to build cooperation directly with citizens in dealing with audit issues, it does publish its audit reports in local newspapers (2 media outlets), which provide citizens access to audit issues and related information. Although audit reports are not published verbatim, the title of the report is usually published together with the major findings and recommendations in the report. One of the downside to this approach is the potential for the author to misquote the report or misinterpret the data and information. Another shortcoming is that the report is not published in its entirety and therefore the issues that are published are those the author thinks are important, not necessarily the reader. The local cable news networks also broadcasts audit issues when they arise, especially when issues stir local debates.

The other outlet where citizens can access the audit information is the Public Library, which the OPA provides copies of audit reports to. Again, the limitation with this process is that only those who hold a library card can have access to audit reports. In addition, the OPA provides copies of its audit reports to a government agency, Bureau of Domestic Affairs, which should be availing to the public access to the audit reports. The OPA also provides copies of its audit reports to local Non-Government Organizations (NGOs. i.e. Palau Chamber of Commerce). The Public Auditor has previously worked with the Palau Chamber of Commerce to discuss audit issues dealing with government procurements. The OPA is presently working with the Chamber of Commerce to devise a working

relationship that can be used to address government procurement issues (audit findings) that affect local businesses.

At the time of drafting of this paper, Palau's Office of Public Auditor is negotiating with a computer company for the design and creation of an OPA's Website. The OPA plans to use the Website to publish its audit reports, which the public will be able to access. The Website also will be used to host a Hotline for the public to report suspected illegal activities and other issues. The Website will also serve as a host for information regarding regional and international best practices on fiscal matters, policies and procedures, technology updates, training opportunities, etc. For the time being, citizens interested in a particular audit report can request a copy of the report from the OPA for a fee (duplication).


In recent months, the Office of the Public Auditor received a grant from the United States Department of the Interior to conduct a Fraud Awareness Outreach Program. The Office of the Public Auditor of the Federated States of Micronesia (FSM) conducted the initial pilot program, which involved citizens (and students in local schools) from all facets of FSM community, and proved quite successful. The Palau OPA plans to conduct a similar fraud awareness program in the Republic of Palau to educate the public (citizens) on the effects of fraud on government.

The Office of the Public Auditor is very interested to learn of new ways to involve citizens in the dissemination and cooperation on audit issues which will lead toward

increased transparency and accountability in government. In this context, we look towards the 21st UN/INTOSAI Symposium for guidance, assistance, and partnership in improving effective practices of cooperation between SAI and citizens to enhance public accountability.

In closing, I would like to, once again, thank the INTOSAI for the invitation to participate in this year's symposium and all the delegates for sharing the information and the discussions.

Respectfully submitted by,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Satrunino Tewid', is written over a large, light-colored oval shape.

Satrunino Tewid
Acting Public Auditor
Office of the Public Auditor
Republic of Palau

COMMUNICATING PUBLIC MONEY

Nina Furman, Court of Audit
Republic of Slovenia

OUTLINE

Constitution: the highest body for supervising all public spending

Independency

Regularity and performance audits (any user of public funds)

Over 4000 potential audited bodies

The reputation of public sector is in close connection with sound financial management

Rising media interest of audit findings

WATCHING OVER PUBLIC MONEY

Mission: inform the public about important audit findings

Were the public funds appropriately protected?

Was the use of funds by Government, local authorities and public enterprises regular and effective?

WATCHDOG

CoA is responsible for auditing government income and expenditure, act as a watchdog over financial integrity and the credibility of reported information.



MEDIA AND PUBLIC ARE THE CoA'S STRONGEST ALLIES

Building media trust on openness,
transparency and visibility

All audit reports are public – published on the
Website

Preparing short easy reading abstracts on
audit findings for all audit reports

Web-publishing: best practices, opinions on
public finance issues, news

PR tools: You-tube channel, referring sites

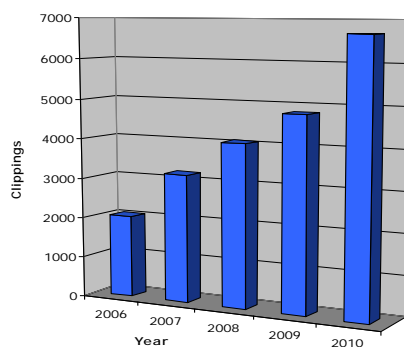
COMMUNICATING THE SAVINGS

2006 CoA started communicating savings:
3 CASE STUDIES

From 2006: the rise of media clippings

2007 CoA started prevention campaign in local
communities, further rise of media clippings in
regional media

EVALUATING OUR COMMUNICATION IN MEDIA



*2011 (until the beginning of July over 5000)

EVALUATING PUBLIC RESPONSE – REFERRING SITES



EVALUATING PUBLIC RESPONSE – REFERRING SITES

RAČUNSKO SODIŠČE
REPUBLIKE SLOVENIJE

Referring Sites

Jun 1, 2011 - Jul 1, 2011



Referring sites sent 823 visits via 90 sources

Site Usage		Goal Set 1		Views	
Visits	Pages/Visit	Avg. Time on Site	% New Visits	Bounce Rate	
823	3.13	00:02:03	52.73%	60.02%	
% of Site Total: 5.75%	Site Avg: 3.11 (0.51%)	Site Avg: 00:01:29 (38.30%)	Site Avg: 58.13% (-9.28%)	Site Avg: 61.68% (-2.69%)	
Source	Visits	Pages/Visit	Avg. Time on Site	% New Visits	Bounce Rate
1. web.vecer.com	262	1.94	00:01:19	73.81%	62.30%
2. google.si	68	3.54	00:02:38	60.29%	60.29%
3. facebook.com	61	2.80	00:01:50	9.84%	73.77%
4. portal.zag.si	61	1.82	00:01:04	57.38%	73.77%
5. google.com	43	4.93	00:06:53	23.26%	37.21%
6. gov.si	29	5.00	00:01:14	17.24%	48.28%
7. istaknik.gov.si	29	3.38	00:02:52	72.41%	65.52%
8. mf.gov.si	27	6.33	00:03:48	22.22%	37.04%
9. forum.racunovodja.com	19	6.58	00:03:32	76.95%	31.58%
10. onko-lsi	18	2.17	00:00:55	44.44%	44.44%

Filter Source: containing [] Go Advanced Filter Go to: 1 Show rows: 10 1 - 10 of 90

SWAZILAND

OFFICE of the AUDITOR GENERAL

COUNTRY PAPER on COMMUNICATION between the SAI and CITIZENS

COUNTRY HISTORY BACKGROUND

Swaziland, officially the Kingdom of Swaziland (*Umbuso weSwatini*), and sometimes called Ngwane or Swatini, is a landlocked country in Southern Africa, bordered to the north, south and west by South Africa, and to the east by Mozambique. The nation, as well as its people, are named after the nineteenth century king Mswati II.

The Kingdom is a small country, no more than two hundred kilometers north to south and one hundred and thirty kilometers east to west. Today, the population of slightly over a million people is primarily ethnic Swazis whose language is siSwati, though English is spoken as a second language.

The country gained independence in the year 1968. Swaziland is a member of the Southern African Development Community, the African Union, the Commonwealth of Nations and the United Nations. The head of state is the king, who appoints the prime minister and a small number of representatives for both chambers of parliament. Elections are held every five years to determine the majority of members of parliament's House of Assembly who represent fifty five constituencies at national level. The Auditor General obtains mandate from the Audit Act of 2005 and a new constitution which was adopted in the year 2005.

Swaziland's economy is dominated by the service industry, manufacturing and agriculture. Some seventy five percent of the population are employed in subsistence farming, and sixty percent of the population live on less than the equivalent of US\$1.25 per day. Swaziland's main trading partner is South Africa, and her currency is pegged to the South African rand.

INTRODUCTION

The organizations INTOSAI and AFROSAI-E to which the Swaziland SAI is affiliated to emphasize the importance of stakeholder communication. The INTOSAI has come with a standard on communication which states that there must be communication of information to public authorities and the general public through the publication of objective reports. It states that there must be extensive distribution and discussion, and enhances opportunities for enforcing the findings of a SAI. It further states that the reporting should be objective, clear and easily understood. The AFROSAI-E has developed a communication handbook to assist

their SAIs to develop a communication policy, strategy, procedures and plan for internal and external communication. These organizations are emphasizing the importance of strengthening communication with stakeholders. One writer by the name of Sarah Reuben states that “the importance of strengthening communication with stakeholders is no longer a theory, but it is a reality and a challenging issue”.

Hence as an SAI we have realized the importance of communication and we are in the process of formulating a communication policy.

COMMUNICATION WITH PARLIAMENT

The Office of the Auditor General communicates with parliament through meetings, memoranda, e-mail and telephonically whenever there is need for interaction. The law also allows the Auditor General to communicate with the Speaker of parliament’s House of Assembly to request for funding of audit work whenever the funds that are allocated by the Finance Ministry are insufficient. The Auditor General has not so far solicited parliament’s assistance for funding of audit work.

The report of the Auditor General is presented to parliament through the Speaker of parliament’s House of Assembly annually by the Minister of Finance usually in February which is the last but one month of the Swazi government’s financial year. Usually the Auditor General invites all media houses to his office for an overview of the report as well as to avail copies of the audit report to each media house. Other stakeholders such as former members of parliament, former Auditors General and other partners are given copies of the audit report. The document is also published in the government’s website. Members of the media include a government owned radio and television station, two independent daily newspapers and other private owned publications including a monthly magazine .

However, the forum does not scrutinize the details of the audit report but is also used by the Auditor General to encourage the media to attend the ensuing sittings of the Public Accounts Committee which commence once the report has been tabled in parliament. It is worth mentioning that it is common occurrence that news headlines are dominated by extracts from the audit report during this period and the following weeks. Swazi citizens are able to make comments on the audit report through writing to print media editors as well as making telephone calls to the radio station during a program that covers the so called “hot news”.

THE PUBLIC ACCOUNTS COMMITTEE

The report is then debated by a parliamentary sub-committee, the Public Accounts Committee (PAC) after taking into consideration the previous year’s PAC report. The Public Accounts Committee is provided for under Section 209 of the constitution. It is composed of twelve members of parliament’s House of Assembly, the Auditor General and the Accountant General who provides the committee with technical assistance.

Functions of the PAC include, among others, investigating and inquiry into the activities and administration of ministries and departments as parliament may determine. The committee has the powers, rights and privileges of the High Court at trial for:

- ✓ Enforcing the attendance of witnesses and examining them on oath, affirmation or otherwise
- ✓ Compelling the production of documents
- ✓ Issuing a commission or request to examine witnesses abroad.

Sittings of the committee are open to the public and the PAC may summon any Controlling Officer of government ministries or departments. The Public Accounts Committee's sittings afford an opportunity to all media houses to cover the debates of the sub-committee. Over the years, deliberations of the PAC have enjoyed wide coverage on daily basis in our newspapers, radio station as well as on television.

An important role of the PAC is to produce a report and make recommendations based on their findings during the committee's sittings and table it before the national House of Assembly for its approval. The exercise intends to facilitate better use of public funds, ensuring that policies and programs of government are implemented in an effective, efficient and economic manner. It is also to ensure that the PAC and the Auditor General work together to achieve maximum accountability to the legislature and to play an oversight role in the use and administration of public resources.

COMMUNICATION WITH THE MEDIA

Looking back over the years it can be concluded that the Swazi SAI has had a healthy and fruitful working relationship with all in the country. This good relationship has been the direct link with the general public as members of the public have been able to get information contained in the annual audit report. Likewise the SAI has been able to get feedback on the work done by the SAI through their (the public) comments either on radio or in newspapers. An example of such feedback is that of a former Senator of the Upper House of Parliament, who wrote in his weekly column in one of our daily newspapers about the "good work" that the Office of Auditor General has consistently done over the decades since the country's indecency.

CONCLUSION

Our SAI's communication with the public has mostly been through the media. The fact that there is no official political parliamentary opposition to government since our political system does not allow for elections through the multi-party system, increases the Auditor General's role in promoting accountability and proper financial management by government. To a large extent, the Swazi citizenry relies on the competence of public audits in order to ensure good governance.

In summary the role of the Auditor General and the PAC is to ensure integrity, accountability, transparency and improving efficiency of Public Finance management as a basis of socio economic development.

21ST UN/INTOSAI SYMPOSIUM

EFFECTIVE PRACTICES OF COOPERATION BETWEEN SAIS AND CITIZENS TO ENHANCE PUBLIC ACCOUNTABILITY

PAPER PREPARED BY THE SAI OF TRINIDAD AND TOBAGO

The Supreme Auditing Institution (SAI) of the Republic of Trinidad and Tobago interacts directly with citizens to a very limited extent. The need to take action to remedy this situation and seek greater involvement by the members of the public in the role and responsibility of the SAI is recognised. Our recently developed Strategic Plan 2011 - 2015, which is to be submitted to the Cabinet shortly, includes this issue under Stakeholder Analysis and is one of the many areas of vital concern to us.

2. The Auditor General is responsible for the audit of the public accounts of the Country and the accounts of regional corporations, regional health authorities, the Tobago House of Assembly and other statutory boards and similar bodies where the legislation so specifies.

3. The Report of the Auditor General on the Public Accounts of the Republic of Trinidad and Tobago is one of the major reports issued by the Auditor General. As the situation exists, once the Report is laid in Parliament, it can be made public. However, more often than not, only small portions that may be regarded as newsworthy are reproduced in the press on an *ad hoc* basis. The Report on the Public Accounts is however placed on the Department's website (www.auditorgeneral.gov.tt).

4. Additionally, a few of our Audit Reports are presented at Annual General Meetings to which the entity's Stakeholders are invited. Stakeholders range from shareholders to depositors to employees. Statistical data defining individuals' reasons for attendance, whether to follow the entity's performance or the Auditor General's input at the meetings is not available.

5. The Audit Report is usually made available to the public prior to the holding of the Annual General meeting. Usually, following the end of the presentation of corporate performance by the entity's officials, the Audit Report is presented and then there is a period

for questions and comments by those present. Historically, even when our Audit Reports contain contentious matters, some readers appear oblivious to its potential implications to the stakeholders and the entity. From this standpoint therefore, it may be necessary to commence a Public Awareness Programme to sensitise the Public of the role and responsibilities of the SAI.

6. With respect to the Public Accounts, there is a team that reviews comments to be included in the Audit Report to ensure that the report is clear and unambiguous. With respect to other entities, draft Reports are prepared by senior officers and reviewed by the Auditor General. In addition, before the Report is issued a “Courtesy Call “ is held with officials of the entity and any comments made are referred to the Auditor General for her consideration.

7. In the past, this SAI had a program where senior students were invited to attend sessions explaining the roles and responsibilities of the Auditor General. The impact of this initiative was never assessed however and the exercise was discontinued.

8. Over a period of time our SAI has recognised that there have been drawbacks in keeping out of the public eye. Certainly, the majority of the public does not have a fair understanding of the role and function of the SAI and its responsibilities to them. This has resulted in a wide expectation gap in the eyes of the public as they may use inappropriate criteria to gauge the performance of the SAI.

9. No formal mechanism exists to receive citizens’ complaints. The Auditor General receives letters, sometimes anonymously, sometimes from members of Parliament (usually from the Opposition) asking for certain matters to be investigated. Therefore, an element of independence is present in considering areas for examination.

10. Citizens are not usually included in the planning process. As we expand our foray into Value for Money audits, it is expected that the input of citizens will be harnessed where applicable, both in planning the audit and monitoring the implementation of recommendations made.

11. These interventions as limited as they are, can also be viewed as a feedback mechanism. Our SAI needs to be able to determine if it is satisfying the needs of our stakeholders, including the public, and also to determine if we are performing our duties optimally.

12. This SAI recognises the importance and value of the need for citizens' involvement in and understanding of our activities. Our Strategic Plan, previously mentioned, makes provision for a communications unit that will be used to mitigate the disadvantages of excluding the public in our activities and reinforce the advantages of engaging the public in our work. It is envisaged that the discussions at the 21st UN/INTOSAI Symposium and the recommendations emanating therefrom will also assist us in developing a system to deliver the relevant information to the appropriate target audience.